

www.e-rara.ch

Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution

Campagnes de 1800, 1801, 1802 et 1803

Jomini, Antoine Henri de

Bruxelles, 1841

ETH-Bibliothek Zürich

Shelf Mark: Rar 7430

Persistent Link: <https://doi.org/10.3931/e-rara-29021>

Livre XVIII. Campagne de 1801.

www.e-rara.ch

Die Plattform e-rara.ch macht die in Schweizer Bibliotheken vorhandenen Drucke online verfügbar. Das Spektrum reicht von Büchern über Karten bis zu illustrierten Materialien – von den Anfängen des Buchdrucks bis ins 20. Jahrhundert.

e-rara.ch provides online access to rare books available in Swiss libraries. The holdings extend from books and maps to illustrated material – from the beginnings of printing to the 20th century.

e-rara.ch met en ligne des reproductions numériques d'imprimés conservés dans les bibliothèques de Suisse. L'éventail va des livres aux documents iconographiques en passant par les cartes – des débuts de l'imprimerie jusqu'au 20e siècle.

e-rara.ch mette a disposizione in rete le edizioni antiche conservate nelle biblioteche svizzere. La collezione comprende libri, carte geografiche e materiale illustrato che risalgono agli inizi della tipografia fino ad arrivare al XX secolo.

Nutzungsbedingungen Dieses Digitalisat kann kostenfrei heruntergeladen werden. Die Lizenzierungsart und die Nutzungsbedingungen sind individuell zu jedem Dokument in den Titelinformationen angegeben. Für weitere Informationen siehe auch [Link]

Terms of Use This digital copy can be downloaded free of charge. The type of licensing and the terms of use are indicated in the title information for each document individually. For further information please refer to the terms of use on [Link]

Conditions d'utilisation Ce document numérique peut être téléchargé gratuitement. Son statut juridique et ses conditions d'utilisation sont précisés dans sa notice détaillée. Pour de plus amples informations, voir [Link]

Condizioni di utilizzo Questo documento può essere scaricato gratuitamente. Il tipo di licenza e le condizioni di utilizzo sono indicate nella notizia bibliografica del singolo documento. Per ulteriori informazioni vedi anche [Link]

LIVRE XVIII.

CAMPAGNE DE 1801.

État général de l'Europe. — Complot de la machine infernale contre le premier consul. — Louis XVIII quitte Mittau pour se rendre à Varsovie. — Ouverture du parlement impérial britannique, formée de la réunion des députés de l'Irlande avec ceux des deux autres royaumes.

Débats survenus entre l'Angleterre et le Nord, par suite de la quadruple alliance formée pour soutenir la neutralité maritime. — Embargo mis de part et d'autre sur tous les bâtiments. — L'Autriche signe la paix à Lunéville, et l'Angleterre, perdant les restes de son influence sur le continent au moment de sa querelle avec le Nord, se voit un moment dans l'embarras. — La question de l'émancipation promise aux catholiques, complique la position de son ministère. — Pitt, persistant à refuser la paix, juge toutefois qu'elle peut devenir indispensable, et préfère se retirer. Il demande sa démission, mais conserve toujours une grande part aux affaires. Il est remplacé par Addington; Grenville par Hawkesbury, et Dundas par le chevalier York. — Débats du parlement à cette occasion.

Expédition ordonnée contre le Nord. — L'amiral Parker, secondé de Nelson, force le passage du Sund, attaque Copenhague, et contraint, après une affaire sanglante, le Danemark à reconnaître les prétentions du cabinet de Saint-James. — Mort de Paul I^{er}. — Avènement d'Alexandre au trône de Russie, il se hâte de rétablir la paix avec l'Angleterre. — Les Prussiens qui ont fait occuper Hanovre et Bremen, ne pouvant lutter seuls pour les intérêts des neutres, évacuent ces provinces.

Le midi de l'Europe devient à son tour l'objet de toute la sollicitude de Bonaparte. — Le premier consul rassemble une armée d'observation à Bordeaux, et fait solliciter successivement par Berthier et Lucien la cour de Madrid à envahir le Portugal, afin de l'arracher à la domination anglaise; en même temps Soult occupe la belle rade de Tarente. — Traité de Saint-Ildephonse. — Cession de la Louisiane. — La Toscane est assurée à l'infant duc de Parme. — Urquijo est remplacé par Cevallos. — Les Espagnols entrent en Portugal; mais des circonstances particulières les décident à conclure la paix à Badajoz — Bonaparte impute ce traité, contraire aux engagements pris avec lui. Il se décide plus tard à signer la paix à Madrid entre le Portugal et la France. — Le prince de Parme est élu roi d'Étrurie. — Projet de Lucien pour faire épouser une princesse espagnole à Bonaparte.

Dans ces entrefaites, une expédition partie de Portugal, de Gibraltar et de Mahon, sous les ordres d'Abercrombie, pour reconquérir l'Égypte, débarque à Alexandrie. — Menou, par ses fausses dispositions, se fait battre près de cette ville. — Abercrombie tué est remplacé par Hutchinson, qui s'empare du Caire et soumet l'Égypte. — Convention signée par les Français pour l'évacuation de cette province. — L'amiral Gantheaume, après trois apparitions sur les côtes d'Égypte, pour y jeter un renfort de 5,000 hommes, rentre définitivement à Toulon. — Autre expédition maritime projetée à Cadix. — Combat d'Algésiras et du Détroit. — Siège de Porto-Ferrajo.

Le ministère anglais qui a succédé, dès le milieu de mars à Pitt et à Grenville, entre en négociations avec la France; les premières propositions faites réciproquement sont rejetées. La question des pêcheurs est sur le point de faire partir Otto de Londres. — Expéditions de Nelson contre Boulogne, où il est deux fois repoussé. — L'Angleterre fait de nouvelles propositions. — Les succès de Hutchinson en Égypte, et des Français en Portugal, aplanissent les difficultés, et les préliminaires sont signés à Londres le 8 octobre.

Coup d'œil général sur la situation des affaires à la fin de 1801. — Concordat avec le pape. — Articles réglementaires du nouveau système religieux. — La Russie signe la paix définitive avec l'Espagne et la France. — Paix avec la Porte. — Changements de constitution dans les républiques batave et helvétique. — Troubles de la Suisse, où les fédéralistes, encouragés par les termes du traité de Lunéville, s'efforcent d'opérer une réaction. — État de l'Italie.

— Consultat de Lyon. — Bonaparte est nommé président de la république italienne.

Événements des colonies; le premier consul protège les noirs et rappellent Rigaud. — Toussaint prend possession de la partie espagnole de Saint-Domingue. — Il se fait déclarer président à vie de cette île, et se met en scission ouverte avec la métropole. — Une expédition formidable part sous les ordres du général Leclerc pour le soumettre. État de la Guadeloupe après le départ de Victor Hugues. L'amiral Lacrosse, envoyé par les consuls y excite le mécontentement de tous les partis. Sa conduite imprudente envers Pelage excite une insurrection; il est embarqué de force et se retire à la Dominique. Malgré la soumission de Pelage à la métropole, elle ordonne également une expédition contre lui.

CHAPITRE CVIII.

Intérieur. — Machine infernale. — Louis XVIII quitte Mittau. — Situation générale des affaires. — Traité de Lunéville. — Fin de la contestation des neutres. — Quadruple alliance pour la neutralité maritime. — Débats du parlement d'Angleterre. Pitt et Grenville quittent le ministère et sont remplacés par Addington et Hawkesbury. — Au même instant une escadre anglaise, déjà préparée depuis un mois, fait voile vers le Nord. — Parker et Nelson forcent le passage du Sund. — Bataille navale de Copenhague. — Convention avec le Danemark. — Les Prussiens occupent le Hanovre, et les Danois entrent à Hambourg et Lubeck. — Mort de Paul I^{er}. — Alexandre monte sur le trône. — Dispositions pacifiques de ce prince. — Nelson, après une démonstration inutile devant Revel, retourne sur les côtes du Danemark. — Convention de Pétersbourg qui met un terme à la quadruple alliance maritime. — Les Prussiens évacuent le Hanovre et les Danois Hambourg.

Semblable au nautonnier qui parcourt des mers inconnues, l'historien qui cherche à tracer le tableau d'événements contemporains est arrêté à chaque instant. Le moindre incident le force à des combinaisons nouvelles, et la plupart des fils qui s'y rattachent, étant encore enveloppés d'une ombre mystérieuse, il est sans cesse exposé à s'égarer. En vain la connaissance des intérêts généraux des États sert de boussole, elle peut devenir insuffisante, car les passions et la faiblesse des hommes sont autant d'écueils que le plus habile pilote ne saurait éviter. L'époque que nous retraçons abonde en événements fortuits, dont l'importance devait influencer longtemps sur les destinées de l'Europe.

L'année 1801 ouvrait, avec un nouveau siècle, une ère en quelque sorte nouvelle, du moins pour l'Angleterre, la France et la Russie. Leur situation différait tellement de celle de la fin de 1799, qu'en les comparant, on serait tenté d'ajouter foi à la fiction du sommeil d'Épiménides.

L'Autriche avait éprouvé toutes les vicissitudes de la fortune, sans que sa situation fût aussi changée que celle de ses voisins. Si sa prépondérance générale avait diminué, sa force réelle n'avait subi que peu d'altération depuis 1792, car les pertes matérielles qu'elle avait faites, se trouvaient balancées par de précieuses acquisitions. Mais, comme en politique, c'est déchoir que de ne pas prospérer à proportion de ses voisins et de ses ri-

voux, la campagne malheureuse qu'elle venait de terminer, menaçait de l'ébranler plus sérieusement. Le cabinet de Vienne, voyant l'armée de Moreau à ses portes, celle de l'archiduc Jean, réduite de plus de moitié, et dans un état pitoyable, l'armée de Bellegarde, hors d'état de tenir tête plus longtemps en Italie, à un ennemi victorieux, sentit enfin la nécessité de traiter. Thugut ne voyait pas sans anxiété approcher le terme fatal, où, dégagé de ses liens avec l'Angleterre, l'Empereur pourrait céder sans contrainte à son penchant pour la paix. N'attendant plus rien de la Russie et de la Prusse, dans l'impossibilité de réorganiser ses armées assez tôt, pour sauver sa capitale, François II se soumit aux arrêts du destin, et Cobentzel, qui était resté comme on sait à Lunéville, termina bien vite sa négociation.

Les bases furent à peu près les mêmes qu'à Campo-Formio : circonstance digne de remarque, puisque les victoires de Marengo, d'Engen, de Hohenlinden et du Mincio, ne changèrent rien aux dispositions manifestées par le premier consul, avant la reprise des hostilités.

Voici les clauses principales du traité : 1^o l'Empereur stipulant, tant en qualité d'empereur d'Autriche, qu'au nom de l'empire germanique, cède la Belgique et toute la rive gauche du Rhin ; 2^o il renonce à la Lombardie, pour en former un État indépendant ; 3^o l'Autriche conservera en échange les États de Venise, jusqu'à l'Adige, dont le Thalweg, depuis la sortie du Tyrol, jusqu'à la mer, formera la démarcation ; 4^o le duc de Modène, reçoit le Brisgau en échange de son duché annexé à la république cisalpine ; 5^o le grand-duc de Toscane, renonce à ses États et à sa part de l'île d'Elbe, qui seront possédés par l'infant duc de Parme ; il recevra une indemnité pleine et entière en Allemagne ; 6^o la France remet Kehl, Cassel et Ehrenbreitstein, à condition que ces forts resteront dans l'état où ils seront remis ; 7^o les princes dépossédés par la cession de la rive gauche du Rhin, auront une indemnité prise en Allemagne dans le sein de l'Empire ; 8^o les républiques barienne, helvétique, cisalpine et ligurienne, étant reconnues indépendantes par l'article 11, leurs peuples auront la faculté d'adopter la forme de gouvernement qui leur conviendra.

Cet article, quoique conforme aux principes du droit public et naturel, était un germe inévitable de discorde, et l'on eut bientôt occasion de s'en assurer.

Le reste des stipulations portait sur des articles de détail; mais il est à remarquer, comme l'a fait judicieusement un auteur dont nous nous garderons bien d'adopter les préventions personnelles, que le traité, pour être complet, aurait dû stipuler la renonciation de l'empire d'Allemagne, à toute suzeraineté sur le Piémont, Plaisance, Parme, Guastalla; anciennes redevances de l'empire romain, sous les Othon, et leurs successeurs.

La ratification par la diète de l'Empire, amena quelques débats de formalités; la Prusse voulut y mettre des restrictions, et l'on contesta à l'Empereur le principe d'après lequel il avait pris sur lui de stipuler au nom de la confédération; mais cela n'empêcha pas que le traité ne fût sanctionné, et la diète nomma une députation pour procéder à l'exécution des arrangements qui concernaient l'Empire, notamment au projet d'indemnités; transaction pénible, sur laquelle nous serons forcé de revenir.

Les clauses du traité de Lunéville paraissaient de nature à en assurer la durée; une série de victoires avait amené la France au point qu'il lui eût été permis de surhausser ses prétentions, et cependant elle se montra modérée. D'un autre côté, les belles limites qu'elle venait d'acquérir la plaçant au premier rang des puissances continentales, il fallait bien de l'ambition pour ne pas s'en contenter. Toutefois, la facilité que la possession du Rhin et des Alpes lui donnaient pour accroître son influence en Allemagne et en Italie; la nécessité même où elle se trouvait de chercher à étendre cette influence, ne fût-ce que pour éviter de la voir passer aux mains de l'Autriche, devaient nécessairement appeler l'attention du premier consul: et il n'en fallait pas davantage pour le porter à des démarches qui provoqueraient tôt ou tard une nouvelle rupture.

La situation de l'Angleterre au milieu de ses triomphes maritimes et des progrès de son industrie, n'était pas aussi brillante qu'on le croyait généralement. L'ouverture du parlement impérial

britannique, titre qu'avait pris le parlement anglais après la fusion de celui d'Irlande, était le premier fruit d'une réunion importante, mais non encore complète, car la question de l'existence politique des catholiques restait à résoudre. Aussi, sa première session fut-elle marquée par de violents débats.

Le développement de la force intérieure devenait de jour en jour plus considérable dans la Grande-Bretagne, mais sa situation relative n'en était pas plus rassurante: l'envie qu'excite la prospérité, la haine qu'inspire l'injustice, la violence qui blesse la juste fierté des nations, avaient fait courir aux armes tous les peuples du Nord.

Le cabinet de Saint-James, qui depuis la guerre de la succession d'Espagne, avait tenu, pour ainsi dire, la balance de l'Europe, s'y trouvait après le traité de Lunéville, sans influence, sans alliés, et en butte même à l'animadversion universelle. Pour la première fois, depuis les Stuart, l'Angleterre voyait sa politique extérieure complètement déjouée. Si Guillaume et la reine Anne n'avaient pu disposer à leur gré de l'héritage de Charles d'Espagne, du moins en avaient-ils sauvé l'indépendance. Dès lors Georges II avait soutenu la monarchie de Frédéric le Grand, et humilié Louis XV en Hanovre comme sur les mers: Pitt lui-même avait concouru à arrêter sur le Bosphore l'élan des aigles de Catherine II; mais il s'en fallait de beaucoup que ce ministre, avec tout son génie, eût réussi dans ses entreprises contre la grande nation qu'il avait voulu humilier. Tous ses rapports de politique extérieure, venaient d'être brisés par le contre-coup des victoires des armées françaises. La Porte et le Portugal seuls, restaient momentanément dans les liens de l'Angleterre, encore l'action de la Porte se bornait-elle à la reprise de l'Égypte, et le Portugal allait être bientôt forcé de renoncer aux chaînes dont il s'était fait une habitude, et peut-être même à passer dans les rangs ennemis.

La France, naguère sur le point d'être envahie, présentait un spectacle bien différent; son territoire se trouvait agrandi par d'importantes réunions, et sa puissance fédérative accrue par des alliances qui lui rattachaient en quelque sorte toutes les puissances du continent. En parfaite intelligence

avec Paul I^{er} ; étroitement unie à la Prusse et à l'Espagne ; dominant en Italie, en Hollande, en Suisse ; se ménageant avec art les moyens d'en faire autant dans l'Empire ; influençant le Danemark ainsi que la Suède ; réconciliée avec l'Autriche ; en un mot, arbitre souveraine depuis le golfe de Tarente jusqu'au Texel, elle offrait un tableau aussi différent de celui de 1799, que pourrait l'être celui des dernières années du règne de Louis XIV, de l'époque brillante où cet heureux monarque parlait en maître à tous les potentats étonnés.

Un changement si subit dans les relations extérieures de la république, réagit au dedans ; l'esprit de parti se calma. Tous les bons Français, ralliés sous les bannières d'un gouvernement juste et ferme, oublièrent leurs dissentiments politiques pour ne s'occuper que des moyens de réparer les brèches faites à leur fortune pendant les derniers troubles : le commerce et l'industrie prenaient un nouvel essor. Tous les citoyens se croyaient enfin appelés à recueillir le fruit de leurs sacrifices. Quelques fanatiques seulement s'agitaient dans l'ombre pour renverser un gouvernement, qui, concentré dans la personne d'un seul homme, paraissait plus facile à ébranler qu'à l'époque où il reposait sur la masse entière du parti républicain.

A peine les jacobins avaient-ils échoué le 10 octobre à l'Opéra, qu'un complot, non moins odieux, se trama par des hommes du parti contraire pour attenter à la vie du chef de la république. Bonaparte se rendant au même spectacle, le 24 décembre (3 nivôse), faillit sauter avec toute son escorte, par l'explosion d'une machine terrible qui ébranla toute la rue Saint-Nicaise, et endommagea plusieurs maisons. Saint-Régent et Carbon, anciens chefs de chouans, arrêtés par suite de cette conspiration, furent condamnés à mort ainsi que les deux instruments obscurs de leur machination. Un voile impénétrable a caché jusqu'à ce jour les véritables auteurs de ce complot. Les efforts de Georges Cadoudal et de Mercier en Bretagne, combinés avec ce projet, ne firent jaillir que des étincelles dans cette province : fatigués d'entreprises auxquelles la haine présidait bien plus que l'intérêt de la monarchie, les habitants de cette partie de la France ne répondirent pas à

l'appel de ces chefs, et, pour garantir la tranquillité publique, il suffit aux consuls de provoquer l'établissement de tribunaux criminels spéciaux dans les contrées menacées de troubles, ce qui fut sanctionné par la loi du 5 février.

Pendant que quelques insensés prétendaient ainsi servir, par un crime, les intérêts d'un trône que la main de la Providence pouvait seule relever pur et sans tache, Louis XVIII étranger pour ainsi dire à l'Europe, quittait, le 23 janvier, la ville de Mittau, où il ne pouvait plus résider après les liaisons qui venaient de s'établir entre Paul I^{er} et la France. Ce prince se retira d'abord à Königsberg, puis à Varsovie.

La Russie dégagée des entraves que la Pologne mettait dans ses relations avec l'Occident, paraissait déjà sur ce théâtre. Limitrophe de la Prusse et de l'Autriche, depuis le partage de 1794, elle ne devait désormais rester étrangère à aucune des querelles du continent ; et les armées moscovites, dont à peine les ministres de Louis XIV, soupçonnaient l'existence, allaient incessamment imprimer un nouveau caractère à la politique européenne.

Les fautes même de Paul I^{er} en avaient accéléré l'essor. Ce prince, jaloux de la gloire dont Catherine avait entouré son trône, saisissait avidement toutes les occasions qui lui paraissaient propres à l'étendre. Ce motif l'avait précipité, trop légèrement peut-être, dans une guerre que le Directoire avait d'ailleurs provoquée. Mais, trompé dans ses espérances, l'empereur se jeta avec la même violence dans un extrême contraire ; il faut néanmoins le dire, à sa justification, les vexations maritimes des Anglais, ne semblaient pas moins intolérables que la manie de propagande de Rewbel et de Merlin. On a vu au chapitre CV, l'origine de la querelle des neutres, et du mécontentement de Paul contre les procédés de l'Angleterre. Si l'apparition de l'escadre de Dickson devant Copenhague, à la fin d'août, avait ajourné l'explosion, il est certain que cet événement n'était pas de nature à affaiblir les griefs ; aussi les négociations pour former une ligne maritime avaient-elles continué.

La prise de possession de Malte au nom de l'Angleterre, ajouta encore au ressentiment de l'irascible Paul. Les traités étaient positifs, l'île devait être remise à l'ordre, dont les débris ven-

naient de choisir l'empereur pour grand-maitre, avec quelques restrictions relatives à son administration intérieure. A peine Paul eut-il reçu cette nouvelle, qu'il frappa d'un embargo général tous les bâtimens anglais qui se trouvaient dans les ports de son empire, et envoya leurs équipages prisonniers dans l'intérieur : une escadre de 20 vaisseaux de ligne se prépara à mettre à la voile de Revel et de Cronstadt : en même temps, de grands rassemblements de troupes furent ordonnés en Lithuanie et en Wolhinie, et les cabinets de Stockholm et de Copenhague furent invités à se concerter avec celui de Russie pour arriver au but indiqué par sa déclaration du 28 août. Si un traité formel ne l'avait pas encore uni à la France, il venait d'y envoyer le comte Kalitcheff pour entamer des négociations préalables, et régler avant tout le sort des rois de Naples et de Sardaigne, dont Paul avait été allié.

Le roi de Suède, Gustave IV, adhéra le premier au plan proposé par la Russie. Il fit lui-même le voyage de Pétersbourg pour convenir avec l'empereur des bases de la confédération maritime. Elles furent promptement arrêtées, et du 16 au 18 décembre, la Suède, le Danemark et la Prusse, conclurent avec la Russie des traités, qui, fortifiés chacun par l'accession réciproque des trois cours, constituèrent une véritable quadruple alliance. Les règles de la législation maritime proclamées en 1780, furent énoncées dans ces conventions avec plus de précision et d'étendue : voici les principales maximes qu'on y consacra :

Tout bâtiment neutre, peut naviguer librement d'un port à l'autre et sur les côtes des puissances belligérantes.

Le pavillon couvre la marchandise.

Pour que l'entrée d'un port bloqué soit interdite aux neutres, il faut que le blocus soit effectif, en sorte qu'on ne puisse y pénétrer sans un danger évident.

Les bâtimens neutres ne peuvent être arrêtés que par de justes causes, sur lesquelles il doit être statué sans retard.

Les vaisseaux marchands neutres, convoyés par des bâtimens de guerre, ne sont point sujets à la visite, si le commandant de l'escorte déclare que son convoi ne porte point de contrebande.

Pour le maintien de ces principes, les parties contractantes convinrent d'équiper un nombre suffisant de vaisseaux de guerre et de frégates : elles s'engagèrent à faire cause commune pour cet objet pendant la guerre maritime actuelle et toutes celles qui pourraient éclater à l'avenir. Un pareil traité devait montrer à l'Europe que l'Angleterre ne règnerait plus sur les mers, et c'était pour y régner exclusivement que Pitt avait fait la guerre.

Aussi le cabinet de Saint-James ne dissimulait-il pas qu'il était résolu d'employer la force, pour détruire l'effet de cette neutralité armée, et il n'en eut pas plutôt connaissance, qu'il se mit en devoir de réaliser ses menaces. Malgré l'étendue de sa puissance navale, il n'en sentait pas moins l'urgence de prévenir la jonction des flottes du Nord, qui réunies, pouvaient devenir redoutables dans un moment où l'Angleterre luttait avec peine contre les autres États maritimes. Les circonstances devenaient de plus en plus impérieuses ; l'interdiction de son pavillon suspendait les entreprises commerciales, et causait une consternation d'autant plus grande dans la cité, qu'à cette époque, l'Amérique espagnole encore soumise à la métropole, n'offrait aucune compensation à l'exclusion des marchés européens. D'ailleurs, une disette désolait l'Angleterre, et la clôture des ports de la Baltique ne permettait plus de compter sur les grains du Nord qui étaient l'unique remède à la détresse publique.

Cependant, en reculant d'un pas, on s'exposait à perdre le fruit d'un siècle de persévérance et d'habiles combinaisons ; Pitt et Grenville le sentirent, et se montrèrent supérieurs aux événements.

Le ministère fit mettre, le 14 janvier, un embargo sur tous les vaisseaux russes, suédois et danois, mouillés dans les ports de l'Angleterre, en représailles de celui qui avait été frappé par Paul I^{er} sur les vaisseaux anglais. Des instructions furent données à l'amirauté pour presser de nouveaux armemens. L'amiral Parker fut destiné à soutenir la suprématie anglaise dans le Nord, et lord Duckworth, avec une escadre moins forte, reçut l'ordre de se préparer à saisir les établissemens de ces puissances dans les Indes occidentales.

Dès le lendemain de l'embargo, lord Grenville communiqua cette mesure aux ambassadeurs de

Suède et de Danemark, en leur reprochant avec plus d'adresse que de fondement, leur accession à un pacte qu'ils avaient trop tardé à conclure pour l'intérêt de leur pavillon. Il se targuait de ce que Catherine avait armé en 1793, contre les principes que son fils voulait faire revivre en 1800. Toutefois, sa politique décevante ne put s'empêcher de faire l'apologie de ces principes, en les déclarant diamétralement opposés à la grandeur britannique, c'est-à-dire, au monopole et au despotisme des mers. Enfin, rejetant sur les plus faibles les reproches que ceux-ci lui adressaient avec plus de raison, il déclarait que leurs prétentions ne tendaient à rien moins qu'à ébranler la force et la sécurité de l'empire britannique, et que le roi trahirait les intérêts de ses peuples et la dignité de sa couronne, s'il ne se mettait promptement en mesure de combattre un pareil système.

Bien que cette longue déclaration ne pût soutenir l'analyse, d'après les maximes du droit public, elle était trop conforme aux intérêts de l'Angleterre pour mériter absolument le blâme. Toute la logique du cabinet de Saint-James, pouvait se réduire aux expressions suivantes : « Nous sommes les plus forts, et pour rester tels, il faut » que nous abusions de notre puissance, « sous » peine de déchoir un jour. La justice peut-elle » être invoquée quand il s'agit de conserver la » suprématie que la fortune a mise en nos mains ? »

S'il est permis à un homme d'État de penser de la sorte, il est rare qu'il veuille en convenir, et toutes les subtilités de la diplomatie anglaise furent mises en jeu pour déguiser ces intentions sous des formes moins exclusives.

Les ambassadeurs des cours du Nord n'avaient pas besoin de préparation pour répondre à cette note. Il suffisait de contester la validité des raisons de la Grande-Bretagne, et de démontrer combien ses arguments étaient peu fondés *en droit*. Des représailles contre la Russie, données comme principal motif, n'avaient rien de commun avec le gouvernement danois, que des démêlés relatifs à Malte ne concernaient point. Ce fut le parti que prit le comte de Wedel-Jarlsberg ; il ajouta que la résolution du conseil privé aurait été considérée comme une agression préméditée, si lord Grenville ne l'eût atténuée par l'assurance de disposi-

tions pacifiques. Il démontrait, au reste, qu'il ne fallait point confondre la convention des neutres avec les différends survenus entre la Russie et l'Angleterre, pendant cette négociation. Le système des cours du Nord avait été invariable, et si la Russie, qui prit part à la guerre, en avait suspendu momentanément l'exercice de ses droits, ce n'était point un motif pour l'empêcher d'y revenir, dès que l'expérience lui en démontrait la justice et la nécessité. Le roi de Danemark avait donc remis en vigueur des engagements temporairement neutralisés, mais qui n'avaient jamais cessé d'exister.

La réponse du baron d'Ehrensward, ambassadeur de Suède, fut plus ferme encore, elle détruisait des griefs imaginaires par une série de faits positifs, et demandait dans les termes les plus forts, qu'en conformité des stipulations du traité de 1661, l'embargo fut levé. Il ajoutait que le maintien de cette mesure serait considéré comme une déclaration de guerre, surtout en la combinant avec la détention du convoi suédois, et la conduite reprehensible que les équipages de quelques vaisseaux anglais avaient tenue dans le port de Barcelone. Il terminait sa réponse en témoignant des regrets de ce que la cour de Londres avait agi d'une manière aussi diamétralement opposée aux maximes qu'elle professait.

La conduite à tenir envers la Prusse était plus délicate. Bien que son accession au traité ne fût point un mystère, on crut devoir user de ménagement à cause de la facilité qu'elle avait d'envahir le Hanovre, si l'on commettait la moindre hostilité contre son pavillon. On craignait en outre de la jeter entièrement entre les bras de la France, pour qui elle avait montré depuis cinq ans des égards commandés par sa position et ses intérêts les plus chers.

Lord Clarysfort, alors envoyé à la cour de Berlin, eut donc ordre de lui transmettre une copie de la note adressée aux ambassadeurs de Suède et de Danemark. Lord Grenville alla même jusqu'à feindre de croire que la Prusse désapprouvait les mesures qui donnaient lieu à ces représailles. Il combattait avec les mêmes armes les prétentions des neutres, qui, disait-il, *voulaient dicter des lois à la Grande-Bretagne*, en renouvelant un

« système non-seulement abandonné par la Russie, mais que, par un traité encore subsistant, elle s'était engagée à combattre. Il citait les arrangements imposés en dernier lieu au Danemark, comme si cet abus de la force changeait les droits de cette puissance. Par une de ces subtilités de logique, malheureusement si communes dans les pièces diplomatiques, il faisait néanmoins une distinction de la position de la Prusse, qui, n'ayant avec l'Angleterre aucun traité de commerce ou de navigation, pouvait, disait-il, se régler uniquement sur le droit des gens et qui pourtant, selon lui, n'hésiterait pas à reconnaître la légitimité des prétentions de la Grande-Bretagne.

La réponse du comte de Haugwitz ne fut point telle qu'on s'y attendait. Après avoir déclaré que le roi de Prusse ne devait compte à personne des alliances qu'il contractait dans l'intérêt de ses peuples, il signifiait sans détour son adhésion formelle à la convention de neutralité, dont il défendait les stipulations purement défensives, et fondées sur les droits imprescriptibles des nations. « L'Angleterre, disait-il, avait usurpé la souveraineté des mers, plus encore dans cette guerre que dans toute autre. En mettant à exécution un code naval arbitraire, et opposé aux principes les plus simples du droit des gens, elle exerçait sur toutes les puissances neutres une juridiction forcée, qu'elle prétendait à tort avoir été sanctionnée par tous les tribunaux de l'Europe. Mais les puissances européennes n'avaient jamais cédé à la Grande-Bretagne le droit de citer leurs sujets à ses tribunaux, ni de les soumettre à ses lois, dans les cas, malheureusement trop fréquents, où la force l'emportait sur la justice. Les États neutres avaient vainement adressé à la cour de Londres les réclamations les plus fortes. Il n'y avait donc pas lieu d'être surpris qu'ayant à se plaindre de tant d'actes d'oppression, elles eussent résolu de s'en préserver désormais par une convention qui fixât leurs droits. Sa Majesté prussienne déclarait qu'elle avait reconnu dans le traité de confédération maritime, les principes qu'elle professait elle-même, qu'elle en reconnaissait l'importance et l'utilité, et qu'elle avait résolu d'y accéder formellement. En qualité de partie contractante, elle s'était engagée non-seu-

« lement à faire cause commune avec les puissances neutres, mais à prendre toutes les mesures que les circonstances exigeraient. Quant à la contestation élevée entre les cours de Saint-Petersbourg et de Londres, Sa Majesté ne se croyait pas autorisée à répondre; et même elle ne s'était formée aucune opinion à ce sujet. Mais elle devait employer tous les moyens que la Providence avait mis en son pouvoir, à soutenir des stipulations qui étaient de nature à ne blesser personne, et dont le maintien importait aux intérêts de ses sujets. Quelles que fussent les extrémités auxquelles s'était portée l'Angleterre, elle espérait que cette puissance montrerait bien-tôt des dispositions pacifiques et conciliatrices. Ce n'était qu'en levant l'embargo, que les choses pouvaient être remises dans leur premier état; et, de cette mesure, dépendraient les notifications que les cours alliées s'étaient proposées de faire à la Grande-Bretagne. »

De nouvelles représentations de la cour de Copenhague, ne portèrent pas plus le cabinet de Londres à dévier de son système que les fermes notifications du ministre prussien. L'ambassadeur danois démontrait toutefois combien il serait insidieux de prêter des vues hostiles à une négociation entamée avant la nouvelle de la prise de Malte, ou du moins avant la nouvelle de l'effet qu'elle produirait sur le cabinet de Saint-Petersbourg. Il invitait le ministère britannique à peser mûrement les réflexions d'un de ses anciens et fidèles alliés; car si, loin de lever l'embargo, il persistait dans sa résolution, le roi de Danemark se verrait dans la nécessité de soutenir, avec les armes, sa dignité et les intérêts de ses peuples.

Il était aisé de prévoir que la Suède emploierait les mêmes arguments, et la note du baron d'Ehrensward ne contenait, en effet, rien qui n'eût été dit; seulement il témoigna quelque surprise, qu'on regardât en 1800, comme une hostilité, ce qui n'avait excité en 1780 ou en 1794, aucune réclamation.

Le cabinet anglais, décidé à en venir à toutes les extrémités, mais convaincu que la surprise et la terreur étaient les plus sûrs moyens de réussir, prit le parti de transporter le théâtre de la discussion à Copenhague. Lord Hawkesbury, qui avait

succédé à Grenville, répondit donc, que la cour de Londres ferait communiquer sa résolution au gouvernement danois, par son chargé d'affaires à Copenhague. Aussitôt une flotte de 20 vaisseaux de ligne, 10 frégates ou corvettes, et plus de 20 bombardes, rassemblés à Yarmouth, mit à la voile le 12 mars, pour la mer Baltique, sous le commandement de l'amiral Parker. M. Vansittart fut désigné pour imposer le joug au gouvernement danois, ou lui déclarer la guerre.

Avant de rendre compte de ses opérations, il faut jeter un coup d'œil sur ce qui se passait dans le parlement britannique.

La discussion de semblables intérêts avait ouvert une vaste carrière aux efforts de l'opposition : si tout ce qui tend à augmenter la grandeur nationale ne prévaut pas sur les principes généraux, et si les représentants d'une nation ont droit de se plaindre qu'on ait trop osé pour étendre sa puissance et sa gloire, il faut convenir que jamais opposition ne fut mieux fondée. Outre les arguments qu'elle trouvait dans les principes du droit des gens, elle s'armait encore de toute la force de l'opinion publique.

En effet, Pitt, inébranlable dans ses projets, et lisant assez loin dans l'avenir pour être certain de les voir réalisés avec le temps, désirait la continuation de la guerre, sans redouter même la ligue du Nord ; mais l'opinion des Anglais était divisée sur ce point, et la majorité entraînée par le tableau de la famine, par les troubles intérieurs, et les dangers du dehors, penchait pour la paix. La stagnation du commerce était, du moins pour l'instant, une suite inévitable de la situation de l'Europe, et frappait la cité, au moment où l'on exigeait d'elle de nouveaux sacrifices, et où sa prospérité courait de grands dangers. Les prétextes de la guerre avaient cessé, car l'anarchie ne déchirait plus la France, et des écrits éloquentes répandus dans toute l'Europe, et surtout à Londres, prouvaient que le gouvernement consulaire offrait toutes les garanties nécessaires pour traiter (1). Ainsi la guerre, devenue impopulaire, n'avait plus d'autres motifs que ceux d'une insatiable

ambition, ou une prévoyance trop éloignée pour être à la portée du vulgaire.

La question de l'émancipation des catholiques, reproduite après la réunion des deux peuples fournit à Pitt un prétexte pour se retirer. Il avait fait des concessions à l'opposition, pour obtenir le vote de la réunion de l'Irlande, et le moment de réaliser ses promesses était venu. Georges III, dont l'aliénation mentale ne recommença que peu de temps après, demeura ferme dans sa résolution de rester fidèle aux serments faits à son avènement au trône. Ministre d'un roi dont les prédécesseurs avaient juré de maintenir l'Église anglicane dans toutes ses prérogatives, et de ne rien changer à ces lois fondamentales de l'État, Pitt crut, dit-on, devoir rendre le portefeuille, afin de mieux soutenir la discussion importante qu'il allait s'agiter. Il donna sa démission le 10 février, Grenville et Dundas suivirent son exemple. Addington succéda au chancelier de l'échiquier, Hawkesbury fut porté au ministère des affaires étrangères, lord Saint-Vincent devint président de l'amirauté, et sir Charles York prit le département de l'armée de terre.

Ces nouveaux ministres n'entrèrent en fonctions que le 14 mars, et leurs relations intimes avec les anciens, ont fait croire que ceux-ci conserveront toute leur influence dans les affaires, et que cette retraite ne fut qu'un simulacre pour lever les scrupules du premier ministre, satisfaire à la fois l'opinion publique, le parti qui voulait la paix, et les catholiques d'Irlande.

Cependant on ne peut se dissimuler que cette démission, au milieu du plus grand embarras où l'Angleterre se fût jamais trouvée, est un mystère que le temps seul pourra dévoiler. La crainte ne parut entrer pour rien dans les calculs de Pitt. Depuis qu'à l'instant où il abandonna le timon des affaires, on préparait l'expédition contre le Nord, que celle contre l'Égypte était en pleine exécution, et qu'aucun point de la domination anglaise ne courait de danger imminent.

La supériorité maritime de l'Angleterre n'était que trop constatée par ses prétentions et sa con-

(1) Un ouvrage publié à Londres, et intitulé : *Coup d'œil sur le continent*, mérite surtout d'être cité comme un des

écrits les plus remarquables de ce genre ; on l'attribue, et ce n'est pas sans fondement, à un employé français.

duite envers la ligue des neutres. La situation générale pouvait, à la vérité, commander la paix; mais les stipulations en devaient être toujours assez avantageuses et assez honorables pour que le fils de Chatam n'en eût rien à redouter; le discours dans lequel il cherche à réfuter les objections de ses antagonistes, prouve assez qu'il ne désespérait pas de la situation de son pays. Si, dans ce discours, il ne rougit pas de comparer la quadruple alliance du Nord, aux propagandes de jacobins qui se proposaient de bouleverser l'Europe, il faut avouer que le reste de ses assertions donne la mesure de la profondeur de ses vues.

Le changement du ministère n'eût calmé l'opposition qu'autant que le nouveau eût adopté un autre système; mais le caractère personnel des nouveaux ministres, et leurs premières mesures, ne tardèrent pas à prouver que ce changement de ministère n'était qu'une nouvelle déception imaginée par Pitt, pour la maîtriser plus aisément. Aussi la tribune des deux chambres, retentit de violentes déclamations contre l'administration passée. Lord Darneley proposa même à celle des pairs, une enquête sur la conduite des ministres. Ce fut à la même occasion que lord Holland s'écria : « Je trouve quelque chose de grand dans la comparaison de la Grande-Bretagne avec l'ancienne Rome; mais la comparaison avec Carthage serait plus juste : n'en agissons-nous pas avec les puissances du Nord, comme les Carthaginois qui ne voulaient pas qu'un Romain pût laver ses mains dans les eaux de Sicile ? Qu'en résulta-t-il ? une guerre d'acharnement, et Carthage fut détruite. Je n'examine point jusqu'où doivent s'étendre les droits maritimes que nous revendiquons; mais je sais que nous en avons usé impolitiquement, puisque la plupart de nos alliés sont devenus nos ennemis. » Discours plein de vérité peut-être, mais qu'on est surpris d'entendre de la bouche d'un Anglais, pour qui le sacrifice des principes devait être peu de chose, quand il s'agissait de la prospérité de son pays.

Toutes ces attaques demeurèrent au reste infructueuses, et dans l'intervalle qui s'écoula entre sa démission et son remplacement, Pitt eut encore la satisfaction de s'assurer que les énormes sub-

sides qu'il demandait, seraient accordés à ses successeurs. Le budget s'élevant à un milliard, exigea un nouvel emprunt de 600 millions, mais en échange de ce sacrifice, il procura à l'Angleterre un état militaire et maritime de

135,000 hommes, pour le service de la flotte.

193,000 de troupes régulières.

78,000 de milices actives en Angleterre et Irlande.

32,000 fencibles,

en tout de 438,000 hommes, tandis qu'en 1792, il n'allait pas à 120,000, ainsi qu'on peut s'en convaincre par ce que nous en avons dit au chapitre IV. Le matériel de la marine, non moins formidable, se composait de 205 vaisseaux de ligne, non compris 36 en construction; 27 de 50 canons; 257 frégates; 312 bricks, sloops et autres petits bâtiments.

Tranquillisé sur les efforts de l'opposition, par le tableau de ces forces et l'adoption du budget, le nouveau ministère attendit avec calme le résultat de son expédition contre la ligue des cours du Nord.

La flotte, sortie le 14 mars de Yarmouth, étant arrivée dans le Categat, y attendit le résultat de la mission de M. Vansittart, qui se détacha aussitôt à bord d'une frégate. Ce temps précieux dont l'impatient Nelson déplorait avec raison la perte, donnait aux Danois et aux Suédois le temps de mettre la dernière main à leurs préparatifs, et les premiers surtout ne le laissèrent pas échapper.

Cependant l'envoyé Drummond avait remis officiellement, le 20 mars, au comte de Bernstorff, l'ultimatum de son cabinet : celui-ci exigeait que le Danemark livrât le passage du Sund, renonçât à faire convoyer ses navires, et se retirât de la confédération du Nord. Le caractère déployé jusqu'à ce jour, par M. Bernstorff, indiquait assez l'accueil qu'il ferait à ces humiliantes propositions. Sir Drummond quitta Copenhague le même jour, poussant la haine jusqu'à vouloir que tous les négociants anglais établis dans cette ville le suivissent.

Vansittart alla rejoindre l'escadre le 24, et apprit bientôt à l'amiral, l'inutilité de sa mission. Parker fit alors demander au commandant de Kronenbourg, le passage du Sund, et, sur son refus,

lui notifia qu'il le considérait comme une déclaration de guerre.

Le 30, un vent frais de nord-est, s'étant élevé, la flotte anglaise appareilla au point du jour. Une forte avant-garde fut confiée à Nelson, à qui Parker, bien avisé, laissa tout le périlleux de l'entreprise; il se réserva le commandement du centre, et donna l'arrière-garde à l'amiral Graves.

L'opération eût été plus difficile, si la Suède avait imité l'exemple du Danemark, dans la célérité de ses préparatifs pour mettre Helsingborg en état de défense. Mais, soit jalousie contre les privilèges du Danemark, qui percevait seul les droits de péage, soit crainte de se compromettre par des hostilités ouvertes contre les Anglais, les Suédois ne s'étaient point mis en mesure; et, malgré la présence de Gustave IV dans cette ville, ils furent simples spectateurs de la canonnade qui s'engagea entre les Anglais et les Danois. Nelson, qui ne comptait pas sur une circonstance si favorable, avait d'abord tenu le milieu du canal, sous la protection d'une ligne de galiotes à bombes et de canonnières qui ripostaient au feu des 100 pièces du château de Kronembourg; mais aussitôt qu'il fut assuré de l'immobilité des Suédois, il serra la côte à gauche, de manière à éviter les batteries danoises, et vint jeter l'ancre entre l'île d'Amack et la rade de Copenhague, sans avoir éprouvé la moindre avarie dans ce trajet.

Quoique la conduite des Suédois eût beaucoup facilité ce passage, il est certain que, dans la supposition contraire, Parker ne l'aurait pas moins forcé en s'exposant à quelques pertes; car la distance la plus rapprochée étant d'une lieue, la flotte anglaise avec un bon vent eût aisément passé à 1,200 toises des batteries.

Après avoir passé le Sund, il s'agit encore, avant d'entrer dans la Baltique, de franchir le détroit formé par l'île de Saltholm. Cette masse de rochers jetée au milieu du golfe de Copenhague, est séparée de la Suède par une passe assez large. Celle au couchant du côté du Danemark, est moins considérable, et se trouve encore coupée en deux par le grand banc du Mittelground; l'un de ces bras est nommé la Grande-Passe, et l'autre le Kingsdiep ou Passe-Royale, qui conduit à Copenhague par un chenal: c'est dans cette dernière que les Da-

nois avaient concentré leurs moyens de défense. Rien ne se serait donc opposé à ce que Parker pénétrât par la Grande-Passe de Saltholm dans la Baltique; mais il y eût croisé sans abri sûr et sans but, puisque les glaces ne lui permettaient pas encore de former d'entreprise contre les ports russes; tandis qu'en frappant un coup vigoureux contre les Danois, il portait une atteinte mortelle à la fédération du Nord. L'attaque de Copenhague fut donc résolue.

Cette ville a une enceinte de 25 bastions, et une bonne citadelle de forme pentagonale, avec des ouvrages extérieurs, qui dominent le port. Du côté opposé se trouve au sud l'île d'Amack, qui contribue à la sûreté du mouillage; mais quoique séparée par un bas-fond de l'enceinte de Copenhague, on peut s'en servir pour bombarder la place. Au milieu de la baie entre l'île d'Amack et la citadelle, mais plus à l'est, se trouve le banc du Mittelground, qui forme les deux passes indiquées plus haut.

La flotte anglaise n'ayant que 1,000 hommes de débarquement, ne donnait d'inquiétude que du côté de la mer. La ville s'élevant en plan légèrement incliné, se découvre en entier de la rade, et ne saurait être à l'abri d'un bombardement par mer qu'au moyen d'une ligne d'embossage. L'île d'Amack était munie de fortes batteries, dix vaisseaux de ligne en bon état se trouvaient à cette époque dans le port: on se déterminait donc à employer les vieilles carcasses à former la ligne de défense extérieure.

Le prince royal, dont l'administration avait été pour le Danemark un véritable âge d'or, fort de l'assentiment de ses peuples et de leur dévouement dans la lutte qu'il engageait, se mit lui-même à la tête des troupes de ligne et de la milice urbaine de Copenhague. Excitant le courage des uns, et louant le zèle des autres, il passait jour et nuit à inspecter les travaux et les préparatifs de défense, sans négliger les précautions contre l'incendie.

La batterie des Trois-Couronnes, établie à la pointe où le chenal débouche dans la Passe-Royale, à une demi-lieue nord-est de la citadelle, fut armée de 70 pièces de canon ou mortiers. Indépendamment de cela, deux forts avaient été construits sur pilotis, et armés l'un de 36, et l'autre de 36

bouches à feu du plus gros calibre. L'entrée du chenal qui va au port, fut barrée par quatre vaisseaux, dont deux entièrement équipés : la grande ligne d'embossage appuyait sa gauche à la batterie des Trois-Couronnes, et se prolongeait au sud-est dans la Passe-Royale sur une étendue de 3,000 toises ; elle se composait de sept vaisseaux de 60 à 74 canons, de six frégates ou bricks, et d'un bon nombre de canonnières ; mais si la gauche semblait inattaquable sous la protection de cette immense batterie, la droite n'avait pas le même appui, et c'était un grand malheur.

L'amiral Parker ayant reconnu cette ligne, à bord d'un lougre, avec ses principaux officiers, tint conseil pour décider si l'attaque n'offrait pas trop de chances contraires. Mais Nelson proposant de se charger de l'entreprise avec dix vaisseaux de ligne et toutes les petites embarcations de l'escadre, on lui en laissa le soin, en lui donnant néanmoins deux bâtiments de plus qu'il n'en demandait.

Le courage et la tactique navale ne suffisaient pas pour décider du gain de la bataille, il fallait encore pouvoir arriver sur la ligne ennemie, et les difficultés des approches du Kingsdiep, augmentées par l'enlèvement de toutes les bouées, pouvaient faire échouer l'entreprise. Ce canal étant peu connu de la plupart des pilotes, Nelson ne voulut s'en rapporter qu'à lui-même, du soin de le sonder à bord de son canot, et de rétablir les bouées.

Ce travail pénible et minutieux achevé, l'attaque fut arrêtée pour le 2 avril, à dix heures. Parker avec l'escadre de réserve, se chargea de tenir en échec les quatre vaisseaux placés dans le chenal, et d'appuyer l'avant-garde. A huit heures du matin, au signal donné, la plupart des pilotes furent embarrassés de conduire leurs bâtiments dans la Passe-Royale ; on se décida à suivre celui de la *Bellone*, qui avait le plus d'expérience de ces passages, et cependant trois vaisseaux échouèrent sur des bancs de sable, l'un d'eux fut mis hors d'état de marcher, et les autres plus ou moins endommagés.

Sans s'arrêter à cet accident qui lui enlevait une partie de ses forces, Nelson n'en poursuivit pas moins sa marche, s'efforçant de gagner par le

sud du Mittelground, la droite de la ligne ennemie, qu'il cherchait en même temps à couper au centre. Pour favoriser cette manœuvre décisive, la droite de Nelson conduite par le commodore Riou devait attaquer la batterie des Trois-Couronnes, secondée par la moitié des troupes de débarquement aux ordres du capitaine Freemantel. Les vaisseaux de ligne n'ayant pu approcher de ce poste, on y employa six frégates dont les efforts furent déjoués par la bonne contenance des Danois.

A onze heures, toute la ligne de Nelson se trouvait engagée ; plus de 800 bouches à feu vomirent sur ses vaisseaux une grêle de projectiles durant deux heures, et il leur répondit avec un nombre plus considérable encore. Les Danois déployèrent un courage vraiment héroïque ; mais leur position d'embossage leur interdisant toute faculté de manœuvrer, ils n'avaient de ressource que dans la violence et la bonne direction de leur feu.

L'amiral Parker, ébranlé par cette effroyable canonnade, inquiet de la position hasardée dans laquelle s'était placé son lieutenant, et ne voyant que des victimes sans espoir de succès, donna le signal de la retraite. Nelson, hors de lui, défendit de le répéter à son escadre, en s'écriant : « *Que ce signal soit maudit, et que celui de combattre soit cloué à mon grand mât !* » L'amiral Graves, qui était venu se mettre en ligne avec l'arrière-garde ne répéta pas non plus l'ordre de cesser le combat, soit qu'il ne l'eût pas aperçu, soit, comme Nelson, qu'il ne désespérât pas encore de vaincre. Le détachement de Riou seul, abîmé par la batterie des Trois-Couronnes et par les vaisseaux du chenal, obéit à ce signal, et son chef, coupé en deux par un boulet au moment de l'exécuter, n'eût pas la douleur d'encourir le blâme de son illustre ami.

Le prince royal, placé à une des batteries principales, était témoin du combat et de la glorieuse résistance des siens. Vers deux heures et demie le feu des Danois se ralentit, et plusieurs bâtiments allaient en dérive ; mais les Anglais trop prompts à les considérer comme des prises, furent accueillis par une forte canonnade, dès qu'ils voulurent en approcher. Le *Dannbrog* avait perdu deux capitaines et les trois quarts de son équipage, qu'il foudroyait encore le vaisseau de Nelson : enfin,

le feu s'y mit, et le reste des braves qui le montaient se précipita dans les flots, pour échapper à une mort inévitable : peu après, l'incendie gagna les poudres, et le *Dannbrog* sauta en l'air avec un horrible fracas. Les autres bâtiments dérivés, exposés aux bombes de leurs propres batteries et au canon anglais, présentaient un spectacle effrayant. Ils avaient baissé pavillon, mais leurs ennemis, exposés eux-mêmes au feu des batteries et à celui de la gauche de la ligne, se trouvaient hors d'état de les amarrer. Nelson alliant la finesse à un courage extraordinaire, saisit ce prétexte pour envoyer un parlementaire au prince royal : Il lui disait que les Danois et les Anglais devaient être amis, qu'il avait l'ordre de ménager le Danemark, que la moitié de la ligne d'embossage ayant baissé pavillon, si l'on continuait le feu, ne pouvant amener les bâtiments, il les ferait sauter tout en déplorant la perte de leurs braves équipages.

Le prince royal ne pénétrant pas le motif de ce message (1), envoya son aide de camp Lindholm à l'amiral anglais; l'on entra en pourparlers, et bientôt une trêve fut conclue; le feu cessa, les Danois firent transporter leurs blessés à terre avec deux autres, et Nelson, dont le propre vaisseau venait de toucher sur le banc, au lieu d'un désastre inévitable, compta encore cette journée au nombre de ses plus glorieuses.

Les Anglais profitèrent de la trêve pour relever des bâtiments qui eussent été perdus, si le feu des Danois avait duré jusqu'à la nuit. Nelson descendit à terre le lendemain, traversa Copenhague au milieu d'un peuple profondément ulcéré. Après deux ou trois conférences avec le prince, ils stipulèrent un armistice de trois mois et demi. Il fut convenu en outre que l'escadre anglaise n'approcherait pas à une lieue de Copenhague ni des côtes jusqu'au Sund; que l'armistice ne s'étendrait pas à l'expédition qui devait avoir lieu contre Glückstadt; les choses restaient d'ailleurs dans le *statu quo* et les Danois conservaient leurs garnisons à Hambourg et Lubeck. Les Anglais firent brûler les bâtiments qu'ils ne purent emmener, et furent jeter l'ancre dans la baie de Kiogge.

(1) On a dit que le prince de Danemark avait reçu durant l'affaire la nouvelle de la mort de Paul I^{er}; cela n'est

Le jour même où Nelson forçait le passage du Sund (30 mars), le comte de Schullembourg, envoyé de Prusse, remettait à la régence de Hanovre une déclaration qui lui rappelait tous ses griefs contre l'Angleterre, et lui signifiait que l'embargo mis sur tous les navires, et l'apparition d'une escadre anglaise dans le Categat, le forçait à des représailles. Il requérait : 1^o le licenciement d'une partie de l'armée hanovrienne; 2^o le cantonnement du reste dans un district assigné; 3^o la remise des places aux Prussiens; 4^o l'occupation de l'électorat, jusqu'à ce que les difficultés fussent applanies.

La régence ne croyant pouvoir résister aux Prussiens avec les 20,000 hommes commandés par le prince Adolphe, préféra cet arrangement à une résistance plus honorable, mais inutile; elle accepta ces propositions, et les Prussiens, maîtres de Hameln, de Hanovre, de Bremen et des autres places, se saisirent de toutes les caisses publiques et administrèrent l'électorat.

Les Danois, de leur côté, avaient envoyé une division sous les princes Charles et Frédéric de Hesse, pour mettre garnison à Hambourg, Lubeck et Trawemunde, afin de fermer ces précieux entrepôts au commerce britannique. La première de ces villes, surtout, avait considérablement prospéré dans les premières années de la guerre, puisqu'elle était devenue le seul point de contact de la France et de la Hollande avec le Nord, et la factorerie du commerce anglais avec l'Allemagne.

La victoire de Copenhague qui coûta 1,000 hommes aux Anglais et près du double aux Danois, était pourtant encore bien loin d'assurer le triomphe de l'Angleterre : rien n'était décidé. La flotte russe à Revel et Cronstadt, renforcée de celle des Suédois à Carlscroon, pouvait livrer une bataille, après avoir effectué la jonction : si l'expérience et la tactique étaient du côté des Anglais, la supériorité du nombre, le sang-froid et la valeur des Russes et de leurs alliés, pouvaient rendre la lutte égale en engageant le plus de vaisseaux possible dans l'action.

Nelson sentait combien il importait de prévenir pas impossible puisque l'événement eut lieu le 24 mars; et si le fait est vrai, cela explique la suspension d'armes.

air cette réunion et de profiter même du premier moment propice pour paraître devant Revel, afin d'empêcher cette partie de la marine russe de gagner Cronstadt. Les glaces qui tiennent assez tard dans le golfe de Finlande, lui donnaient la faculté d'atteindre Revel avant que Cronstadt et fut entièrement dégagé.

L'amiral Parker ayant reçu un renfort de quelques vaisseaux et frégates, plus convenables à la navigation dans ces parages, fit donc voile pour Revel; mais il apprit en route la catastrophe terrible qui changeait entièrement la nature de sa mission. Un coup de foudre avait terrassé, dans la nuit du 23 au 24 mars, l'hydre qui menaçait l'Angleterre, et rempli l'Europe d'étonnement et d'effroi; le gouvernement consulaire en informa la France par l'article suivant : *Paul I^{er} est mort dans la nuit du 23 au 24 mars ! L'escadre anglaise a passé le Sund le 30 ! L'histoire nous apprendra les rapports qui peuvent exister entre ces deux événements !*

Quoique Paul eût atteint l'âge de 46 ans, il n'y en avait que quatre qu'il régnait, et nous ne saurions rien ajouter à ce qui a été dit sur les événements qui marquèrent son court passage sur le trône de Russie. Réduit à être l'allié des Turcs contre le Directoire français, puis l'allié de la France contre l'Angleterre, il eût peut-être mieux fait de renoncer à l'une et à l'autre alliance. L'intérêt de la Russie, du moins celui de cette époque, semblait lui commander de garder la neutralité ou de faire une guerre nationale en Orient, tandis que toute l'Europe était assez occupée dans le Midi, et que la Porte avait à combattre un adversaire redoutable en Égypte. L'invasion de la Suisse, la révolution de Gènes, la prise de Malte, et la cession de Corfou à la France, furent probablement les motifs qui firent dévier sa politique de cette direction, et l'histoire cite une infinité de guerres déclarées et entreprises sans excuses aussi spécieuses. Des motifs en apparences aussi puissants justifiaient son changement subit de système, sans le ramener sur la véritable ligne tracée par les intérêts nationaux.

Paul, qu'aucune considération n'arrêtait, et dont le caractère de fer voulait tout faire plier devant les aberrations de sa politique, sentait chaque jour accroître sa haine contre le cabinet de Londres. Le

bombardement de Copenhague, n'eût fait qu'irriter un esprit aussi violent qu'altier. On assure que le soir même de sa mort, ce prince qui ignorait encore le départ de l'escadre aux ordres des amiraux Nelson et Parker, refusait d'écouter aucune explication, renvoyait les dépêches sans les ouvrir, et méditait le projet, de concert avec la Prusse et la France, de fermer tous les ports du continent.

D'un côté le grand caractère et l'activité du premier consul, de l'autre l'impétuosité et la force de volonté de l'empereur Paul, l'intérêt plus évident encore de la Suède, d'accord avec la bizarrerie de son jeune souverain, le ressentiment du Danemark, enfin les avantages que se promettait la Prusse de la liberté de son pavillon et de l'occupation du Hanovre, semblaient assurer à cette coalition formidable, une durée qui devait être menaçante pour l'Angleterre. Peut-être eût-elle vainement prodigué les dépouilles de l'Inde, et les trésors entassés par son industrie, pour conjurer une tempête aussi violente. L'accord de tous les sentiments généreux avec les anciennes jalousies et de justes ressentiments, inspiraient des résolutions énergiques aux plus faibles. Comme le disait un pair anglais : « On armait dans tous les chantiers, » et bientôt les escadres de la Grande-Bretagne, » insuffisantes sans doute pour combattre tant » d'ennemis, et prévenir leur réunion, ne l'eussent » certainement pas été pour protéger son commerce contre des armements si multipliés. »

Si l'accession de Paul I^{er} à la coalition, et l'apparition des aigles de Suwarow sur l'Apennin, n'avaient pas signalé les progrès que la Russie venait de faire en Europe, on aurait pu s'en convaincre, par la commotion extraordinaire que le changement de sa politique produisit dans la situation des puissances belligérantes. Les projets de Bonaparte surtout en reçurent une vive atteinte : les plus audacieux n'étaient pas capables d'arrêter son imagination ardente, et tout porte à croire qu'il se flatta sérieusement de réaliser ses vues sur l'Inde, à l'aide des secours de Paul. Il était probable que l'intervention de ce prince détacherait la Porte de la cause anglaise, ou donnerait trop d'occupation au Divan sur le Danube, pour qu'il pût agir avec efficacité contre l'Égypte. Dès lors on pouvait espérer que les Anglais seuls ne réus-

siraient pas à en chasser l'armée française. D'un autre côté, un corps russe assemblé à Orenbourg, inquiétant la compagnie des Indes, à une époque où les Marattes étaient encore maîtres de l'Indostan, on pouvait calculer que Wellesley aurait assez à faire sur l'Indus ou le Gange, pour ne prendre aucune part aux événements sur le Nil. Qui sait même, si la commotion occasionnée par ces derniers, ne se serait pas fait ressentir jusque sur les ruines de Seringapatnam ou dans le palais des successeurs d'Aurengzeb !

L'avènement d'Alexandre au trône, devait apporter des changements notables dans l'état des affaires. Il signale effectivement une de ces époques qui servent de jalons aux historiens pour sortir du labyrinthe des siècles. Il ouvrit à la Russie une ère non moins remarquable, peut-être, que celle de Pierre le Grand. S'il déranger tous les calculs de la politique consulaire, renversa les espérances des neutres, donna des regrets aux peuples méridionaux, la postérité répondra que la Providence ne confiant au nouveau souverain que la destinée du peuple russe, ne lui demandera point compte de celle des autres États.

Quoique le Nord eût couru aux armes pour la défense des principes généraux chers à toutes les nations, cependant le dévouement chevaleresque de Paul n'intéressait ses peuples que dans un avenir fort éloigné; tous les sacrifices étaient pour la génération présente. Exposée à une lutte maritime, qui lui eût fermé pendant plusieurs années le commerce de la Baltique, et peut-être celui de la mer Noire, la Russie voyait sa prospérité intérieure compromise dans ses deux sources essentielles, l'agriculture et le commerce, sans que l'empire en retirât aucun avantage immédiat. Les deux plus grands marchés des produits de son sol étaient à Londres ou en Hollande; la guerre maritime les lui avait fermés. La justice de la cause des neutres, le droit imprescriptible des nations, des embarras lointains préparés à l'Angleterre, telles étaient les indemnités incertaines de ce sacrifice : on y a ajouté les chances d'une expédition dans l'Inde; mais cette entreprise, loin d'être mûre, n'était encore qu'une diversion inquiétante pour l'Angleterre, dont on ne pouvait apprécier au juste le résultat. Le clergé russe était mécontent des at-

teintes portées à l'administration de ses biens : la noblesse, si jalouse de ses privilèges que Paul n'avait pas toujours respectés, et menacée de la perte de ses immenses revenus territoriaux, préférerait encore, pour obtenir le libre parcours des mers, consentir au droit de visite qui cachait le despotisme anglais sous un masque de réciprocité, plutôt que de voir dessécher les sources de toutes les fortunes particulières. Les négociants des différentes guildes (1) obéissaient à la même impulsion, car la privation du commerce maritime ruinait le marchand de Pétersbourg comme celui de Riga.

Alexandre, en ceignant la couronne, sentait donc le besoin de cicatrizer les plaies faites à l'État, par son prédécesseur; et le plus sûr moyen d'y parvenir était de capter les suffrages des différents dicastères qui s'inquiétaient beaucoup plus du mal présent et réel d'une guerre maritime, que d'une prospérité future et incertaine, fondée sur la décadence de l'Angleterre. Dans de telles circonstances, il eût fallu qu'une haine personnelle vint ajouter aux griefs généraux pour continuer la guerre, et ce n'était point le cas.

Alexandre, préférant les avantages bien plus prochains de la paix, ne laissa pas l'Europe dans l'attente, sur le système de sa politique; il en notifia les principes dès le lendemain de son avènement au trône, par une proclamation où l'on remarque cette phrase : « Nous prenons l'engagement de gouverner le peuple que Dieu nous a confié, conformément aux lois, et d'après l'esprit de notre glorieuse grand'mère, la magnanime impératrice Catherine la Grande, qui repose en Dieu, et dont la mémoire nous sera chère à jamais, mais, à nous et à toute la patrie..... »

La population de Pétersbourg répondit par des acclamations de joie à ces pronostics de paix. L'empereur écrivit en effet aussitôt, de sa main, au roi d'Angleterre, pour lui manifester ses intentions pacifiques; et la nation anglaise ne montra pas moins de transports à cette nouvelle, que le peuple russe même.

(1) Les commerçants sont divisés en trois classes ou guildes, selon l'importance de leur négoce et la qualité de leur imposition.

Aucun prince n'était plus fait qu'Alexandre pour gouverner un grand empire ; sa taille majestueuse, l'expression gracieuse de ses traits, caractérisés surtout par un grand air de bonté, lui conciliaient au premier abord tous les cœurs ; son esprit cultivé, la force et la précision de ses raisonnements dans toutes les discussions de politique et d'administration, lui avaient déjà fait une haute réputation de sagesse. A ces précieuses qualités, il réunissait une âme généreuse, et la philanthropie d'Antonin (1).

Il justifia les espérances qu'on s'était plu à mettre en lui, par une prudence au-dessus de son âge ; il répara lentement et sans secousse les torts qu'avaient fait éprouver, soit à des individus, soit à des corps entiers, la trop grande sévérité, l'humeur chagrine et les caprices de son père. Dans une séance du sénat dirigeant, qu'il présida lui-même, le 14 avril 1801, il promulgua plusieurs ukases remarquables ; il rendit les droits, privilèges et pérogatives à la noblesse, tels qu'ils avaient été fixés par les statuts de Catherine II. Il rétablit les autorités municipales, abolit la procédure secrète, accorda une amnistie générale, et fit annuler les procédures commencées. Jaloux de réunir tous les suffrages, il rendit au clergé la gestion de ses domaines, au commerce et aux propriétaires fonciers des débouchés, dont la fermeture occasionnait tant d'alarmes.

D'un autre côté, il montra beaucoup de mesure dans ses négociations avec l'Angleterre. Outre les démarches faites directement près du cabinet de Londres, le ministre de Russie à Copenhague, remit à l'amiral Parker une déclaration portant : « Que Sa Majesté adhéraît à la proposition faite par la Grande-Bretagne à son prédécesseur, de terminer à l'amiable les différends qui avaient allumé la guerre dans le nord de l'Europe. L'empereur était prêt à signer à cet effet une nouvelle convention : mais fidèle néanmoins aux engagements contractés avec les cours de Stockholm, de Berlin et de Copenhague, il était fermement décidé à agir de concert avec ses alliés, en tout

» ce qui serait relatif aux intérêts des puissances neutres. Sa Majesté ne devait pas s'attendre que la Grande-Bretagne commençât les hostilités précisément au moment même où l'ambassadeur de cette puissance à la cour de Berlin, avait reçu de nouvelles instructions pour conférer avec le ministre russe qui résidait en cette capitale. L'empereur déclarant que ces mesures n'avaient été que les effets de son désir de maintenir la paix, de prévenir une funeste rupture, reconnaissait que les hostilités entreprises contre le Danemark, et l'envoi d'une flotte ennemie eussent opposé de grands obstacles à la paix, si les dispositions pacifiques de la Russie avaient pu être précédemment connues de la cour de Londres. Mais comme la flotte anglaise avait fait voile pour le Sund avant que Sa Majesté Impériale fût montée sur le trône, on attendrait, pour connaître les véritables dispositions du cabinet britannique, que celui-ci eût reçu les propositions qui lui étaient adressées. L'amiral Parker était donc requis de suspendre toute hostilité contre le pavillon des puissances confédérées, jusqu'à ce qu'il reçut des ordres ultérieurs de sa cour ; et on le rendait personnellement responsable des suites qui pourraient résulter de la continuation de la guerre. » L'empereur terminait sa déclaration en annonçant : « Que, quoique disposé à repousser la force par la force, il persisterait dans ses intentions pacifiques, si la justice et la modération de la cour de Londres lui permettaient de concilier l'humanité avec ce qu'il devait à la dignité de sa couronne et aux intérêts de ses alliés. »

Dès que l'amiral Parker eut reçu l'avis des changements survenus à la cour de Saint-Petersbourg, il se hâta de céder aux désirs de l'empereur, en revenant mouiller, malgré les instances du fougueux Nelson, dans la baie de Kiogge sur les côtes de Zélande. Mais des dépêches de l'amirauté l'ayant rappelé, le 5 mai, en lui prescrivant de remettre le commandement à son habile collègue, celui-ci mit aussitôt à la voile pour tenter une opé-

méprisant les hochets de l'ambition, peint l'empereur de Russie comme il l'a vu.

(1) Ce portrait paraît peut-être exagéré, tracé par la plume d'un de ses officiers ; mais l'auteur, Suisse de nation, et citoyen d'un pays libre, ennemi de la flatterie et

ration dont le succès lui paraissait aussi sûr que glorieux.

Au bout de quatre jours de la plus heureuse navigation, Nelson se présente devant Revel, où il apprit que pendant le séjour de la flotte anglaise à Kiogge, l'escadre russe, heureusement dégagée des glaces, était partie, le 3 mai, pour se réunir à celle de Cronstadt. Il se décida alors à solliciter une audience de l'empereur, et à demander à son ministère la levée préalable de l'embargo mis sur les bâtiments anglais. Alexandre, qui avait déjà dépêché l'amiral Tschichagoff auprès de Parker, qu'il croyait encore à la tête de la flotte ennemie, refusa l'audience demandée, et fit entendre qu'il ne lèverait pas l'embargo tant que les forces britanniques seraient devant ses ports. Nelson n'entrevoiant plus de capture à faire, prit le parti de revenir dans les parages occidentaux de la Baltique; il rencontra dans sa traversée Tschichagoff avec lequel il arrêta bientôt les bases préliminaires d'un rapprochement.

Les choses en restèrent là jusqu'au milieu de juin. Le cabinet de Londres envoya lord Saint-Helens en Russie, pour y achever l'œuvre de la pacification. Ce diplomate, d'abord débarqué à Copenhague, essaya vainement d'amener le Danemark à une paix définitive séparée; il continua sa route pour Pétersbourg, où il signa, le 17 juin, une convention qui aplanit tout les démêlés.

Les parties contractantes s'engagèrent réciproquement à observer les règlements relatifs à la défense du commerce de contrebande avec les ennemis de celle des deux puissances qui serait en guerre. Elles convinrent que les vaisseaux de ligne seuls auraient le droit de visiter les neutres; que ceux-ci pourraient ensuite naviguer vers les ports des puissances belligérantes; *qu'à l'exception des articles de contrebande et des propriétés ennemies, les effets qu'ils auraient embarqués ne seraient point saisis; qu'il en serait de même des marchandises en nature ou manufacturées, provenant des pays en guerre, et achetées par des sujets de la puissance neutre, lorsque ceux-ci les feraient exporter pour leur propre compte.*

Pour prévenir, les méprises et interprétations arbitraires sur ce qu'on nommerait contrebande, les puissances invoquèrent l'article 2 du traité de commerce de 1797. Les marchandises qui s'y trouvaient désignées devaient seules être considérées comme munitions de guerre ou navales, et saisissables comme celles qui seraient la propriété de l'ennemi. D'ailleurs, le traité prit toutes les précautions pour empêcher les recherches vexatoires et les dommages qui pourraient résulter de détentation arbitraire.

La marine marchande de la Russie, encore dans l'enfance souffrait peu des concessions faites à l'Angleterre par ce traité; mais la Suède et le Danemark sentaient le préjudice qui en résulterait pour eux, et tardèrent longtemps à y accéder. La privation de tout commerce et la prise de leurs colonies de Saint-Thomas, Barthélemi et Sainte-Croix par l'amiral Duckworth, les firent passer sur un mal inévitable, pour en éviter un plus grand; la restitution des îles perdues, celle des bâtiments séquestrés dédommagèrent en quelque sorte ces braves et faibles nations d'une humiliation dont il fallait remettre la vengeance à de meilleurs temps.

Ainsi, l'importante question des neutres fut malheureusement tranchée d'une manière qui devait laisser de longs regrets aux autres puissances de l'Europe. Toutes durent renoncer aux bienfaits de la liberté des mers; celles du Nord rentrer dans une neutralité passive; la France renoncer à conserver l'Égypte, et à dicter une paix désavantageuse à la superbe Albion.

Les contre-coups de ce traité furent rapides; la Prusse sans marine, ne pouvait rien faire seule pour la cause générale; cédant à son tour, elle dut consentir sous la médiation de la Russie, à évacuer le Hanovre. Lubeck, Hambourg et les bouches de l'Elbe, le furent également par les Danois.

Dès lors le Nord ne fut troublé qu'un instant jusqu'à la guerre de 1806; laissons le jouir de ce repos, pour voir ce qui se passait à la même époque dans le midi de l'Europe.

CHAPITRE CIX.

Au moment où le Nord combattait pour la neutralité maritime, Bonaparte fait occuper la presqu'île de Tarente, et fermer les ports du royaume de Naples aux Anglais. — Paix définitive de la France avec les Deux-Siciles. — Expédition dirigée contre le Portugal; le prince de la Paix y entre avec une armée par la gauche du Tage. — Le général Leclerc en conduit une autre vers Almeyda. — Traité de Badajos, qui n'est pas ratifié par la France. — Paix de Madrid entre la France et le Portugal. — Projet de mariage de Bonaparte avec l'infante Isabelle d'Espagne.

Certain que les victoires de Hohenlinden et du Mincio le mettraient incessamment à même de dicter la paix à l'Autriche, Bonaparte n'attendit pas l'issue de la négociation de Lunéville pour chercher à humilier l'Angleterre. La réponse déplacée de lord Grenville à ses propositions de paix, les personnalités que se permettaient journellement contre lui les feuilles publiques, et même les membres du parlement dévoués au ministère, avaient jeté dans le cœur du premier consul les germes d'un ressentiment assez naturel contre ce cabinet. A ces causes d'inimitié personnelles, qui ne sont jamais tout à fait étrangères aux grands événements de la politique, se réunissait l'ancienne rivalité des deux nations, qui devait rendre leur lutte plus acharnée. Toutefois elles ne pouvaient plus se heurter, faute d'éléments, plus encore que de champ de bataille : la France, sans escadres, se trouvait dans l'impossibilité de rien tenter sur l'Océan, du moins de longtemps; et l'Angleterre, qui avait défait toutes les flottes et paralysé toutes les colonies de la France, désormais sans troupes de terre ou sans coalition, se voyait réduite à la même impuissance sur le continent. Isoler entièrement les superbes insulaires du reste de l'Europe, en leur faisant rompre leurs anciennes relations; interdire tous les ports au pavillon du monopole et du despotisme, fermer tous les débouchés possibles au commerce de l'Angleterre, afin de la contraindre à une paix indispensable; tel était le système à suivre. Le Nord entier ayant adopté cette politique, il ne restait plus qu'à la dicter aux faibles puissances du Midi.

La cour des Deux-Siciles, dont la destinée sem-

ble être de courir aux armes quand il faudrait les poser, et de les poser lorsqu'il faudrait les prendre, profita de l'armistice de Foligno pour intéresser les grandes puissances en sa faveur. Ne pouvant plus se dissimuler que la dernière levée de boucliers plus intempestive encore que celle de 1799, ne lui attirât un châtiment, elle comptait que ses alliés en amortiraient du moins la rigueur.

Murat qui, à l'invitation du pape, s'était rendu à Rome, comme nous l'avons déjà dit, avait fait garnir par 12,000 hommes la frontière occidentale du royaume de Naples, tandis que Soult occupait avec 10,000 autres la ligne du Tronto et le littoral de l'Adriatique.

Le général en chef jouissait, dans l'ancienne capitale du monde, de l'accueil le plus flatteur, lorsqu'il y reçut la nouvelle de la paix de Lunéville, qui répandit parmi le peuple romain, la même allégresse que dans le reste de l'Europe. On prévit bien qu'un arrangement définitif avec Naples ne tarderait pas à être conclu; mais le traité de Lunéville, ne stipulant rien en faveur de Ferdinand, ce prince sentit qu'il fallait subir la loi du vainqueur, et s'en rapporter uniquement à la médiation du ministre russe Lewaschoff. Le roi eut donc recours aux talents du duc de Gallo, pour lequel le premier consul avait conservé des sentiments d'estime depuis la paix de Campo-Formio : ce ministre fut dépêché à Paris en même temps que des négociations s'ouvraient à Florence, entre le chevalier de Micheroux et l'ambassadeur Alquier.

Quelque disposé que fût Bonaparte à bien accueillir M. de Gallo, il n'était pas homme à lui sacrifier des intérêts étroitement liés à l'exécution de ses projets. La lutte contre l'Angleterre l'occupait tout entier; il espérait, en faisant occuper la belle rade de Tarente, pouvoir porter avec plus de facilité des secours à l'armée d'Égypte, ressaisir une partie de son influence dans le Levant, et tenir en même temps en respect la cour de Naples, dont les dispositions peu favorables n'étaient pas un mystère : en un mot, cette occupation offrait à la fois un avantage maritime important, et un gage de la stricte exécution des traités. Les ordres que le premier consul donna à ce sujet au ministre

de la guerre et à Murat, attestent toute sa prévoyance (1).

Malgré la haine de Caroline pour les Français, peu importait après tout de renoncer à l'alliance de l'Angleterre pour se rapprocher de la république, pourvu que son trône fût à l'abri des révolutions; d'ailleurs, on n'était pas en mesure d'opter. La négociation prit donc une marche rapide, et le traité définitif, signé à Florence le 28 mars, différa peu des intentions de Bonaparte. Il portait en substance :

1° La cession à la France de la ville de Porto-Longone dans l'île d'Elbe, des présides de Toscane, et de la principauté de Piombino; 2° la fermeture des ports des Deux-Siciles aux Anglais, moyennant quoi la France s'engageait à fournir, en cas de nécessité, pour la défense de la Sicile, un corps auxiliaire, équivalent à celui que fournirait la Russie; 3° le paiement de 500,000 francs, pour être répartis entre les Français, victimes des désordres

(1) Voici un extrait de deux de ces ordres :

« Le général Murat prévendra le comte de Damas, que les hostilités recommenceront le 11 mars, à moins que le duc de Gallo, envoyé à Paris, ne souscrive aux arrangements qui lui seront proposés. Cependant il pourra prolonger l'armistice en ajoutant les conditions suivantes à celles déjà arrêtées à Foligno.

« Une division de 12,000 hommes prendra possession de Tarente et de toute la partie de la presqu'île, depuis l'embouchure de la rivière de Loffante jusqu'à Minervino, et de là suivant la ligne par Gravina, et le cours de la Bradano jusqu'à son embouchure dans la mer. Les forteresses de Tarente, de Gallipoli, de Brindisi, d'Otrante, et en général toutes celles qui sont situées dans cette presqu'île, seront remises, avec leur artillerie, au pouvoir de l'armée française.

« Une autre division occupera Chietti et Aquila : sur la communication d'Aquila à Tarente, il ne pourra être tenu aucun corps d'armée napolitaine, hormis quelques postes d'infanterie ou de cavalerie, pour la police du pays et la sûreté des routes. Il ne pourra être démoli aucune place, vu que cette occupation n'est que pour rendre plus facile la communication de l'armée d'Égypte avec la France.

« Le roi de Naples fera payer 500,000 francs par mois, à la caisse de cette division, pour sa subsistance et sa solde, indépendamment du blé nécessaire pour sa nourriture.

« Si les Napolitains consentent à ces conditions, le général Murat enverra le général Soult, avec 7,000 hommes d'infanterie, 1,000 de cavalerie et 400 sapeurs. Il y enverra également un général du génie et le nombre d'officiers nécessaires, avec l'ordre d'armer le golfe de Ta-

arrivés à Naples, à Viterbe et autres lieux; 4° la permission à tous les Napolitains poursuivis, bannis ou forcés de s'expatrier, pour des faits relatifs au séjour des Français dans le royaume de Naples, de rentrer dans leur patrie avec promesse de les réintégrer dans leurs biens; 5° la mise en liberté de toutes les personnes détenues pour opinions politiques; 6° la restitution des statues, tableaux et autres objets d'art, enlevés à Rome par les troupes napolitaines; 7° la reconnaissance des républiques cisalpine, batave et ligurienne; 8° enfin, par des articles secrets, Sa Majesté Sicilienne accordait aux Français la permission d'occuper, jusqu'à la paix définitive, plusieurs places fortes sur les côtes de la mer Adriatique.

Conformément à ces clauses, le général Soult fit occuper Pescara, puis traversa les Abruzzes et la Pouille, à la tête de 10,000 hommes, pour aller occuper Tarente, dans la presqu'île d'Otrante. Des travaux considérables furent aussitôt commencés

rente, de manière à défendre les ports et protéger les vaisseaux français qui arriveraient dans la rade. A Aquila et à Terni, il mettra une garnison de 3 à 4,000 hommes.

« Si, au contraire, les Napolitains ne veulent pas de ces conditions, le général Murat marchera sur eux par Aquila, sans passer par Rome, à moins de nécessité absolue.

« Vous recommanderez au général Murat de faire partir, chaque décade, d'Ancône, de Tarente et autres ports, un bâtiment pour l'Égypte.

« Vous lui recommanderez également d'écrire à Ali-Pacha de Janina, pour lui faire connaître que j'ai conservé de l'amitié pour lui; le général Murat doit lui témoigner qu'il désire entrer en correspondance directe avec lui.

« Il doit envoyer en Égypte des journaux par toutes les occasions, et surtout des boulets, des fusils et du kina.

« Le général Murat doit recommander au général Soult : 1° de maintenir une sévère discipline; 2° de ne se mêler d'aucune révolution; 3° de comprimer tous les partis; 4° de faire connaître, ainsi que ses officiers, que nous ne voulons point révolutionner Naples, et que nous sommes aujourd'hui sincèrement réconciliés avec le roi.

« Mon intention est que le général Soult et son état-major, aillent à la messe les jours de fête, avec la musique, qu'ils vivent bien avec les prêtres et avec les officiers du roi de Naples.

« J'attends aujourd'hui que toute l'activité du général Murat se portera à occuper l'île d'Elbe. Il peut écrire en Corse pour que le commandant prépare, à Bastia ou à Santo-Pelegino, une expédition d'un bon bataillon de la 23^e, pour entrer dans cette île, qui nous offre un port très-considérable pour nos escadres. »

pour la mettre en état de défense : cette ville célèbre sembla renaître, pour un moment, de ses ruines, et, en attendant l'exécution des projets qui devaient lui rendre toute son antique splendeur, de nombreuses batteries, armées de 80 bouches à feu, défendirent sa superbe rade.

Ainsi, par un rapprochement qui n'aura pas échappé à nos lecteurs, les Français espéraient faire un point de départ pour agir contre l'Afrique, de cette même rade qui avait été si avantageuse aux Carthaginois pour opérer en Italie, dans la seconde guerre punique. Dès lors, depuis les bouches de l'Adige jusqu'au golfe de Tarente, et de là en remontant vers Gênes, tous les États de la Péninsule se trouvèrent directement ou indirectement dominés par la France, et le pavillon britannique, exclu de tous leurs ports, n'osait plus se montrer qu'à Malte, à Minorque et à l'île d'Elbe. Toutefois ces stations, quoique de peu d'étendue, n'en étaient pas moins les clefs de la Méditerranée; leur possession assurait à l'Angleterre les moyens de dominer dans le Levant, de menacer à la fois le littoral de l'Espagne et celui de l'Italie. Elle bravait même sur les rochers de l'île d'Elbe, avec un millier d'hommes, toute la puissance du colosse continental, et Bonaparte, indigné qu'un point si voisin de la Toscane osât ainsi insulter à cette puissance, ordonna d'y jeter des forces suffisantes pour commencer le siège de Porto-Ferraio.

Tandis que ces événements se passaient en Italie, les efforts du gouvernement consulaire n'avaient pas été moins heureux à Madrid et à Lisbonne. Les glorieux succès des armées françaises, pendant la campagne de 1800, avaient resserré de plus en plus les nœuds de l'Espagne et de la France. Aux intérêts réciproques des deux nations, se joignait l'admiration personnelle de Charles IV pour le premier consul. Le général, qui avait étouffé l'hydre de l'anarchie, pacifié la France, et changé en peu de mois la face de l'Europe, lui paraissait envoyé pour fermer le gouffre des révolutions et raffermir les trônes. Ce monarque, plein de confiance dans la sagesse et la fortune de son allié, suivait docilement tous les conseils de sa politique. La stagnation du commerce espagnol, le peu de succès des efforts maritimes concertés jusque-là, tempéraient parfois, il est vrai, les bonnes dispo-

sitions du roi, et donnaient des inquiétudes au prince de la Paix, en dépit duquel Urquijo, qui inclinait en secret en faveur de l'Angleterre, exerçait encore quelque empire dans le conseil.

Bonaparte était trop habile pour ne pas profiter de ces heureuses dispositions et les faire tourner à l'accomplissement de ses vues sur le Portugal. Placé sur le bord du grand Océan, à l'extrémité occidentale de l'Europe, qui offre les points de départ les plus avantageux pour la navigation sur les côtes d'Afrique et d'Amérique, jouissant de tous les bienfaits du climat et du sol, étranger, par sa position éloignée, à tous les débats qui ont ensanglanté et dévasté tour à tour les contrées les plus florissantes de l'Europe; ce royaume, qui pourrait contenir cinq à six millions d'habitants, en comptait à peine la moitié. Malgré les avantages de sa situation pour le commerce, malgré les conquêtes aussi glorieuses qu'utiles des Gama et des Albuquerque, le Portugal, réduit, pour ainsi dire, depuis un siècle à la condition de colonie anglaise, voyait languir son agriculture et son industrie. Les vertus guerrières qui avaient jadis distingué la nation étaient assoupies, et l'état militaire, déconsidéré, mettait l'armée portugaise au rang des plus médiocres de l'Europe. L'institution des milices existait, mais avec tant de vices, qu'on les comptait à peine alors au nombre des moyens de défense. Si le Portugal offre depuis quelques années un spectacle tout différent, il ne faut pas confondre les époques, mais bien se rappeler ce qu'il était en 1800.

Il importait à la réussite du système de Bonaparte de fermer aux Anglais les ports d'Oporto et de Lisbonne, où ils s'approvisionnent des produits méridionaux, et surtout de vins, en échange desquels ils versent à pleines mains des articles de leurs manufactures, qui se répandent ensuite, soit sur le continent américain, soit en Portugal, et en Espagne même. En effet, quand les marchandises anglaises sont prohibées à Cadix et à la Corogne, il n'est guère possible d'éviter que, débarquées en Portugal, elles ne pénétrant en contrebande dans l'Estramadure, la Galice et l'Andalousie. Il ne l'était pas moins à cette époque d'empêcher que, sous pavillon portugais, elles n'allassent de Lisbonne à Rio-Janeiro et Buenos-Ayres, pour péné-

trer ensuite sur tous les points de l'Amérique méridionale. Lisbonne était donc, pour le commerce anglais, ce que Gibraltar est pour la marine militaire; c'est de là qu'il inondait tout le Midi et le Levant de ses marchandises.

Fermer au commerce ennemi ces précieux débouchés, et se renforcer de tous les moyens d'une puissance jadis maîtresse des mers, n'était pas le seul résultat qu'on se promit, en occupant ce royaume. Au jour de la paix, il devait encore, avec la presqu'île d'Otrante, servir de compensation aux conquêtes faites par l'Angleterre dans les Indes occidentales.

Le moyen le plus sûr d'atteindre ce but était d'y faire concourir l'Espagne : afin de l'enchaîner d'une manière irrévocable à son alliance, Bonaparte érigea le grand-duché de Toscane en royaume, pour le donner à l'infant Louis de Parme, en échange du duché de Parme et Plaisance, que son père, déjà avancé en âge, céderait à la république. Cet acte d'une sage politique, qui d'un même coup enlevait ce pays à l'influence autrichienne, et engageait l'Espagne à faire cause commune avec la France dans toutes les guerres d'Italie, devait plaire à la famille régnante autant qu'à la nation espagnole, fière du rôle qu'elle avait joué dans la presqu'île italique sous le règne de Ferdinand le Catholique et de Charles-Quint.

Cette érection stipulée à ce qu'il paraît par une transaction secrète, signée à Sainte-Ildefonse le 1^{er} octobre 1800, fut cependant assez chèrement payée par le don de six vaisseaux de ligne, et la rétrocession de la Louisiane à la France, qui l'avait abandonnée à l'Espagne par la malheureuse paix de 1763.

Sur ces entrefaites, Lucien Bonaparte avait quitté le ministère de l'intérieur, par suite de l'opposition constante et tracassière qu'il affectait contre tous les projets du consul (1). L'ambassade de Madrid lui fut offerte autant pour déguiser sa

(1) Le désintéressement philosophique qu'il a montré dans les disputes relatives à son mariage, n'exclut pas l'ambition. Peu jaloux de titres, Lucien l'était de places et de pouvoir. Les Mémoires publiés par un de ses affidés, prouvent qu'il avait imaginé que Napoléon, trop heureux de partager l'autorité avec lui, se contenterait de diriger la guerre et l'extérieur, et lui laisserait toutes

disgrâce, que pour resserrer les liens particuliers de sa famille avec le gouvernement espagnol, en témoignant à Charles IV, par l'envoi de son plus proche parent, tout le prix que le consul mettait à ses relations. Le roi, en effet, ne se montra pas insensible à cette attention; car aucun ministre de France ne jouit à Madrid de plus de considération et de crédit.

Le renvoi d'Urquijo, qui passait pour le seul membre du cabinet attaché au système de neutralité avec l'Angleterre, ne tarda pas à donner une supériorité décidée au parti français, et fut un véritable triomphe pour le prince de la Paix. Mesurant déjà la distance qui le séparait du trône, le favori en monta hardiment la première marche. Non content du titre de généralissime, qui mettait toutes les forces de terre et de mer à sa disposition, il se fit conférer la dignité de conseiller général, par lequel il réunit les pouvoirs du monarque même, et rattacha à sa personne les moindres fils de l'administration. Véritable maire du palais, il ne lui manqua que les talents et le caractère d'un Charles-Martel, pour faire oublier à la fierté castillane, l'origine honteuse de son élévation. Cet homme, dont les malheurs n'ont pu faire oublier les fautes, n'avait aucune des qualités nécessaires pour jouer un pareil rôle : non moins vain qu'ambitieux, il ne fit de cas de ces nouveaux pouvoirs, que parce qu'ils lui donnaient les moyens de fasciner les yeux du vulgaire, et non parce qu'ils lui fournissaient l'occasion de signaler sa faveur par quelque entreprise utile ou glorieuse à la nation.

Après avoir exprimé aussi librement notre opinion sur ce personnage trop célèbre, d'après le témoignage des hommes qui l'ont approché de plus près, nous devons cependant dire que son système d'union à la France, n'était pas si blâmable qu'on l'a prétendu dans l'étranger; et qu'il ne dépendit même pas entièrement de lui, de donner à cette alliance les dehors d'une honorable indépendance.

les affaires intérieures de France. Réduit au rôle d'instrument, il ne put se plier à une obéissance passive; et luttait sans cesse contre le chef du gouvernement, qui finit par s'en lasser, car Lucien poussa, dit-on, la hardiesse jusqu'à menacer le consul de le renverser, comme il prétendait l'avoir élevé.

Tous les motifs qui avaient attaché l'Espagne à la France, depuis Philippe V, existaient avec plus de force que jamais. Ne pouvant renoncer à ses immenses possessions d'outre-mer, qu'elle considérait comme les véritables sources de sa prospérité, et n'ignorant pas à quel point l'Angleterre les convoitait, puisque dès le règne de Georges I^{er}, un de ses ministres n'avait pas craint d'en faire l'aveu formel, l'Espagne n'était en état de les conserver qu'avec une marine : or, quel autre moyen aurait-elle eu de réussir, si ce n'est de s'allier à la seule puissance capable de balancer les forces navales de l'Angleterre ? Qu'eût donc pu faire de mieux Godoï, que de se jeter dans les bras de la France victorieuse ? Rester neutre, comme on l'avait si malheureusement fait dans la guerre de 1736 à 1762, n'était-ce pas donner à l'Angleterre la facilité d'anéantir jusqu'aux derniers vestiges de la marine française, pour assaillir ensuite l'Espagne désarmée et réduite à ses propres moyens ? Si la neutralité du cabinet de Madrid, déterminant celui de Saint-James à modérer ses prétentions eût produit une paix durable, et donné le temps de rétablir la marine des deux nations, on aurait alors quelque sujet de censurer la politique du favori de Charles IV. Mais l'intérêt britannique s'alliait trop mal avec la prospérité de l'Espagne, pour laisser le moindre espoir de faire prendre le change au ministre anglais ; il fallait dès lors, ou le combattre ou lui laisser jeter sans obstacle les fondements de l'empire universel des mers, qui amènerait tôt ou tard l'émancipation de l'Amérique.

Loin d'imiter les écrivains qui jugent après l'événement, et de répéter les reproches dont ils ont accablé le prince de la Paix, nous lui ferions volontiers le reproche contraire ; c'est-à-dire, d'avoir lourdement traîné sa politique à la suite des circonstances, et voulu changer de système en 1806, lorsqu'après le désastre de Trafalgar, il vit peser sur l'Espagne tous les maux d'une guerre maritime mal conduite. Placez un Mazarin, un Ximénès, au poste de Godoï ; il n'eût pas manqué de s'allier aussi étroitement que lui à la France ; mais il eût combiné avec elle des efforts dignes d'une grande nation ; il eût fait à l'Angleterre une guerre à outrance. Imprimant au peuple espagnol toute l'é-

nergie dont il est susceptible, il eût tendu les moindres ressorts de l'administration intérieure vers la restauration de la marine : l'influence du clergé, l'orgueil national, l'intérêt du commerce, eussent été les leviers dont il se serait servi pour tirer la nation de son apathie, et lui donner une secousse salutaire. Un tel ministre eût inondé les Antilles d'armements redoutables, non-seulement pour reconquérir les colonies enlevées si facilement par les Anglais, mais encore menacer la propre sûreté de la Jamaïque. Les hommes et l'argent ne manquaient pas au Mexique ni à la Havane, et on avait assez de vaisseaux pour multiplier des coups de main. Au lieu de redoubler les armements, d'encourager la marine par tous les moyens, on laissa dépérir les institutions de Charles III ; les arsenaux restèrent dans la langueur, on arma de vieilles carcasses de vaisseaux, on les fit sortir de mauvaise grâce et toujours pour se faire battre. Le quart des sacrifices que la nation espagnole fit de 1808 à 1812, eût suffi, au temps dont nous parlons, pour ébranler la puissance anglaise aux Indes occidentales, et assurer longtemps le continent américain à l'Espagne.

Mais terminons une digression qui sort de notre plan, et revenons à ce qui se passait à cette époque dans la Péninsule.

Le prince de la Paix, en reconnaissance de l'appui que la France lui avait prêté pour arriver au but où son ambition aspirait, seconda ses vues. Les démarches de Berthier et de Lucien Bonaparte, pour déterminer le cabinet de Madrid à la guerre contre le Portugal, rencontraient de grands obstacles, d'un côté dans les sentiments de Charles IV et de la reine pour leur fille, épouse du prince régent ; et de l'autre dans les représentations d'Urquijo. Ils furent bientôt levés par Godoï, qui promit néanmoins à son maître de se borner à un simulacre de guerre, et ne cessa d'entretenir avec le cabinet de Lisbonne des relations clandestines.

Toutefois la nouvelle de la victoire de Hohenlinden, et peu de jours après le décret d'organisation d'une armée d'observation de 20,000 hommes sur la Gironde, ne laissèrent pas d'autre alternative au cabinet de Madrid, que de se brouiller avec Bonaparte, ou de seconder ses desseins. Le Portugal fut de nouveau sommé de fermer ses

ports aux Anglais, et menacé d'une invasion par les forces combinées des deux puissances.

Cependant, le prince régent ne céda pas aux premières menaces. Loin d'optempérer à la demande de fermer ses ports aux Anglais, il fit quelques préparatifs de défense, et négocia avec eux relativement aux secours qu'il en attendait.

Pitt n'avait rien négligé pour retenir cet ancien et fidèle allié : il avait offert d'entretenir un corps considérable, moyennant que les forces combinées fussent subordonnées à un général anglais, et par là même aux ordres de son cabinet. Les descendants d'Albuquerque, trop fiers pour souscrire à ces conditions, consentirent néanmoins à recevoir un ministre ou commissaire anglais, qui dirigerait les opérations de la guerre, pourvu que le secours montât à 25,000 hommes. Ces stipulations parurent plus honorables, en ce qu'elles conservaient du moins une ombre d'indépendance aux troupes portugaises ; mais le cabinet de Saint-James qui méditait l'expédition d'Égypte, ne voulut pas contracter un engagement dont l'avantage n'équivalait point aux sacrifices qu'il nécessiterait. L'armée d'Abercrombie réunie comme on se le rappelle au mois d'octobre 1800, à Gibraltar, et destinée à l'expédition d'Égypte, avait fait voile pour Malte ; mais la division Pulteney en avait été séparée pour servir en Portugal, ou contribuer à la garde des différentes stations de la Méditerranée, et c'était tout ce dont le gouvernement anglais pouvait disposer pour l'instant, ayant d'ailleurs assez à faire dans la Baltique.

Le comte de Lima auquel le prince régent avait jusqu'alors confié le soin de diriger la politique, vint à mourir dans ces entrefaites. Ce diplomate avait toujours passé pour le plus ferme appui de l'Angleterre. On se flatta vainement que son successeur adopterait un autre système, le prince persista à suivre les mêmes errements.

La paix de Lunéville acheva de lever toutes les incertitudes : laissant au premier consul la disposition de forces imposantes, il se hâta de faire refluer de la Lombardie vers la Gironde, quelques-uns de ces régiments d'élite qui venaient d'ébranler la monarchie autrichienne. Dès lors Bonaparte était fondé à croire que le prince régent n'atten-

draît pas une attaque dont le résultat était de nature à le précipiter du trône.

Dans cet état de choses, l'Espagne ne pouvant plus reculer, céda aux sollicitations pressantes et répétitives du ministre de France, et signa enfin, le 21 mars 1801, un traité qui confirmait les clauses secrètes de celui du 1^{er} octobre précédent, rappelait l'érection du royaume d'Étrurie, stipulait les cessions qui devaient en être le prix, et la part que le cabinet de Madrid prendrait aux entreprises contre le Portugal.

Dès ce moment les préparatifs se poussèrent avec plus d'activité. L'armée espagnole devait être portée à 40,000 hommes ; mais l'argent manquait aux possesseurs de toutes les mines du nouveau monde ; et d'ailleurs les cadres des régiments, réduits au tiers, rendaient la chose difficile. Le prince de la Paix ordonna la levée de quelques milices provinciales pour y suppléer, et le désir qu'il avait de commencer les opérations avant l'arrivée des Français, lui fit hâter les armements avec une précipitation plus nuisible qu'utile.

Bonaparte ne voulant pas néanmoins lui abandonner le soin de tracer un plan d'opérations, en arrêta lui-même les principales dispositions. Le commandement de l'armée française fut confié au général Saint-Cyr, dont nos lecteurs auront plus d'une fois apprécié la prudence et les talents : elle devait opérer par la rive droite du Tage, pour s'emparer d'Oporto et de Lisbonne ; occupations dont dépendait tout le succès de l'entreprise.

Le corps espagnol, déjà à proximité des lieux, devait naturellement avoir la tâche de balayer la rive gauche du Tage, et de soumettre les provinces méridionales de l'Alentéjo et des Algarves. Soit que le prince de la Paix fût piqué de ne jouer ainsi qu'un rôle secondaire, soit qu'il voulût faire preuve d'empressément à servir les Français, ou se rendre enfin l'arbitre des conditions de la paix, il ouvrit la campagne avant leur arrivée. A peine les colonnes de Saint-Cyr avaient-elles franchi les Pyrénées et débouché sur Vittoria, que les Espagnols entrèrent dans l'Alentéjo.

Le prince régent qui s'était probablement flatté que son beau-père s'en tiendrait à des démonstrations, et que la France prodiguait les menaces dans le seul but d'amener plus tôt l'Angleterre à

la paix, avait montré plus de fermeté dans ses résolutions, que d'activité dans ses préparatifs réels de défense.

Le secours tant promis par l'Angleterre, manquait tout à coup, ou se réduisait à quelques cadres insignifiants, car Abercrombie déjà débarqué en Égypte, appelait à lui tous les renforts possibles. Le prince eut donc recours aux proclamations, toujours peu efficaces quand elles ne sont pas soutenues d'une armée respectable. Par une adresse publiée le 26 avril, il engageait le clergé, la noblesse et le peuple, à rivaliser de zèle. « L'Espagne, disait-il, oubliant que nous l'avons secourue en 1793, nous attaque pour être restés fidèles à nos traités; elle prétend que ceux qui furent jurés en présence de Dieu et des hommes, soient rompus tout à coup. Cela seul suffirait pour exciter votre patriotisme. Mais d'autres puissants motifs doivent vous guider : on ose vous dégrader, vous avilir en vous réduisant à n'être plus que de simples courtiers de votre commerce : l'Espagne exige que nos ports soient gardés par ses troupes, pour avoir une garantie de notre fidélité. Une nation qui sut résister aux Romains, conquérir l'Asie, enseigner une route sur les mers, secouer, lorsqu'elle était encore faible, le joug héréditaire d'un sceptre étranger, recouvrer et maintenir son indépendance; cette nation, dis-je, doit rappeler les fastes honorables de son histoire. Portugais! nous conserverons encore le courage et les sentiments d'honneur que nous ont transmis nos ancêtres! »

Cet appel à l'énergie de la nation, n'empêcha pas les Espagnols d'envahir le pays, presque sans résistance : et l'armée, qui s'élevait à peine à 20,000 hommes dispersés depuis Braga jusqu'à Tavira, ne fut pas augmentée d'un soldat. Le prince de la Paix, parti de Badajos avec 30,000 hommes, se dirigea sur Elvas et Extremos : après d'insignifiantes rencontres d'avant-postes, et un simulacre d'attaque sur Olivenza, cette place importante se rendit, de même que Jurumenha et les autres postes qui bordent la Guadiana : Campo-Major et Elvas furent investis, et tinrent un peu plus longtemps. Les Portugais hors d'état de résister, repassèrent en toute hâte le Tage, et quinze jours

après l'ouverture de la campagne, les Espagnols arrivèrent en face d'Abrantès.

La cour de Lisbonne passa subitement de la confiance au découragement. Elle jugea avec raison que même en repoussant l'attaque du prince de la Paix, elle n'aurait pas si bon marché des légions victorieuses de Marengo et du Mincio; une soumission passagère valait mieux qu'une ruine complète, et on se hâta de traiter avec les Espagnols pour se dispenser de le faire avec la France, et ménager ainsi le gouvernement anglais auquel le cabinet de Madrid donnait toujours l'espoir d'un rapprochement. Ce traité, signé le 6 juin, à Badajos, cédait à l'Espagne la forteresse d'Olivenza avec le district de ce nom, et obligeait le Portugal à fermer ses ports aux Anglais.

Dans ces entrefaites, l'armée française traversait la Castille, et Saint-Cyr revêtu du titre d'envoyé extraordinaire près la cour de Madrid, pour mieux diriger de là toutes les opérations, venait d'en remettre le commandement au général Leclerc, beau-frère du premier consul.

Le prince de la Paix que cette circonstance aurait dû tenir en respect, se hâta de traiter lui-même avec la cour de Lisbonne : si sa vanité y trouva son compte, il faut avouer aussi qu'il était du plus haut intérêt pour l'Espagne, d'être l'arbitre d'une affaire qui la touchait de si près, et qu'en épargnant au Portugal la honte et les suites fâcheuses d'une occupation par les Français, elle évitait à elle-même le fardeau qu'eût entraîné l'établissement d'une ligne d'étape. Toutefois, sa démarche n'en était pas moins inconsidérée, puisqu'on manquait d'égards envers la France, en traitant sans sa participation, quand on avait contracté avec elle des engagements si positifs. On a dit que le ministère espagnol avait été porté à cette démarche, pour sauver un convoi d'or et d'argent venant d'Amérique, réfugié dans le Tage pour échapper aux Anglais qui lui donnaient chasse. D'autres écrivains ont prétendu que la maison de Bragance détourna par le sacrifice de 30 millions, l'orage dont elle était menacée, et que cette somme fut partagée entre Lucien Bonaparte et Godoï. Cette transaction eût été aussi précaire pour une des parties que honteuse pour les autres, et nous doutons qu'elle ait été stipulée clandestinement; et puisque

cette contribution fut réellement payée par la suite, il faut croire qu'elle avait été imposée au Portugal par un des articles du premier traité.

Quoi qu'il en soit, le consul fut d'autant plus mécontent de cette transaction prématurée, qu'il fondait de grandes espérances sur l'occupation du Portugal, pour contraindre l'Angleterre à la paix, dont les préliminaires étaient à la veille de se conclure. Les notes remises à ce sujet par M. Otto à lord Hawkesbury, démontrent que la compensation de ce royaume devait être offerte pour décider le cabinet de Saint-James à rendre l'île de la Trinité aux Espagnols, et les établissements de la Guyane aux Hollandais. Bonaparte refusa donc la ratification, et renvoya sans l'entendre l'envoyé portugais, débarqué à Lorient. L'armée française qui avait continué sa marche sur Almeida, eut ordre de se préparer à prendre l'offensive, et Saint-Cyr d'insister pour que l'Espagne demandât au Portugal l'occupation de trois de ses provinces jusqu'à la conclusion du traité avec l'Angleterre.

Cependant le prince de la Paix, empressé de jouir des fruits de son ouvrage, avait attiré le roi Charles IV et la reine à Badajos, où il leur prodiguait les fêtes, et jouissait avec une ostentation ridicule d'un triomphe sans gloire. La nouvelle du mauvais accueil que le traité avait reçu à Paris, mit un terme à cette forfanterie, et prolongea les angoisses du prince régent de Portugal jusqu'au mois de septembre, que la tournure des négociations avec l'Angleterre décida le gouvernement français à se désister d'une partie de ses prétentions, et à renoncer à l'occupation du territoire portugais pour obtenir l'agrandissement de ses possessions dans l'Amérique méridionale.

Toutefois le traité définitif, signé à Madrid le 29 septembre, était encore assez dur pour les vaincus. Il confirmait la cession d'Olivenza, et de son district à l'Espagne, abandonnait à la république une partie de la Guyane portugaise, jusqu'à la rivière d'Arowari, obligeait le Portugal à fermer aux Anglais ses ports d'Europe et d'Amérique, enfin accordait à la France les préférences réservées

au commerce britannique depuis le traité de 1703.

On a beaucoup déclamé contre l'ambition qui avait porté Bonaparte à cette expédition. A peine, disait-on, la paix de Lunéville avait-elle arrêté l'effusion du sang, que déjà il méditait de nouvelles invasions, capables d'ébranler l'Europe. Ces reproches étaient peu fondés, du moins dans cette circonstance. L'occupation du Portugal paraissait une conséquence toute simple des mesures adoptées par le Nord, à l'instant où elle fût arrêtée; elle n'était que la répétition d'une mesure semblable, exécutée sous Louis XV, lorsqu'à la fin de la guerre de 1762, et après la signature du pacte de famille, le marquis de Beauvean traversa l'Espagne avec une petite armée française pour enlever le dernier allié aux Anglais. Personne ne s'avisait de crier contre l'ambition de Louis XV, ou du duc de Choiseul, qui entendait alors si bien les intérêts de la France. Quant à la non-ratification du traité de Badajos, on vient de voir qu'elle n'eût lieu que pour arriver plus vite à un accommodement avec l'Angleterre, et elle remplit parfaitement ce but comme nous aurons occasion de le dire plus loin.

Au reste, la soumission du Portugal fut un des derniers événements de la lutte maritime dont nous esquissons les principaux traits. L'Espagne, non moins glorieuse du rôle qu'elle y avait joué, que de l'élévation de l'infant de Parme, à la dignité de roi d'Étrurie, ne mettait plus de bornes à son attachement pour la France, lorsqu'une intrigue de cour vint, à ce qu'on assure, répandre un nuage sur cette bonne harmonie. Lucien Bonaparte, frappé de l'ascendant dont jouissait son frère, et des rapports politiques qui existaient entre les deux États, avait, dit-on, imaginé, dès cette époque, de proposer au premier consul de répudier Joséphine, dont il ne pouvait plus espérer d'enfants, et de lui faire épouser l'infante Isabelle, fille de Charles IV (1). Ce projet d'abord goûté à Paris comme à Madrid, rencontra ensuite des obstacles dans l'affection de Bonaparte pour José-

(1) Nous citons ce fait d'après les Mémoires anonymes d'un secrétaire de Lucien, et des renseignements particuliers qui nous sont parvenus d'un autre côté: il serait

difficile de le garantir; mais il est assez vraisemblable pour qu'on puisse y ajouter foi.

phine, ainsi que pour Hortense et Eugène Beauharnais, fruits de son premier mariage : Lucien reçut donc l'ordre de n'en plus parler. On ne saurait disconvenir que cette alliance eût offert des avantages plus réels que celle contractée en 1810 avec la maison d'Autriche. L'union de Bonaparte eût évité la désastreuse guerre d'Espagne, empêché celle de Russie, et changé probablement le sort de l'Europe. Si cette négociation fut réellement entamée, elle fait honneur à Lucien. Dans le cas contraire, il faut regretter qu'elle n'ait pas été imaginée par Bonaparte, comme le moyen le plus sûr de consolider son ouvrage, et d'atteindre le double but qu'il se proposait, la réconciliation de tous les Français, et l'humiliation de l'Angleterre.

CHAPITRE CX.

Expédition des Anglais contre l'Égypte. — Abercrombie débarque à Alexandrie. — Faute énorme de Menou qui ne marche à lui qu'avec la moitié de ses forces. — Bataille d'Alexandrie. — Abercrombie est tué, mais remporte la victoire. — Son successeur, Hutchinson, prend Rosette, et s'avance sur le Caire, où les Turcs marchent de leur côté. — Efforts de Bonaparte pour rétablir la marine, et secourir l'Égypte. — Ganthéaume tente trois fois d'y porter des renforts, mais il rentre sans succès à Toulon. — Belliard est forcé de signer l'évacuation du Caire, et Menou celle de l'Égypte.

Opérations maritimes dans l'Océan et la Méditerranée. — Linois, faisant voile de Toulon, pour joindre l'escadre de Cadix, est attaqué par Saumarez qu'il bat à Algésiras; celui-ci se venge peu de jours après dans le détroit sur l'amiral Moréno. — Les Français échouent devant Porto-Ferrajo. — Dans les Indes occidentales, les Anglais, déjà maîtres depuis deux ans de Surinam, s'emparent de Curaçao, puis de Saint-Eustache, tandis que l'amiral Duckworth occupe les îles danoises et suédoises.

À la nouvelle des victoires récentes remportées par l'armée française sur les Turcs à Héliopolis et Damiette, des cris accusateurs s'élevèrent de toutes parts en Angleterre contre lord Dundas, qui n'aurait pas craint de faire en plein parlement l'apologie de la rupture du traité d'El-Arisch; et le parti de l'opposition s'appuyant sur l'opinion publique, s'apprêta à profiter de ce puissant levier pour attaquer le ministère.

Celui-ci, persévérant dans son système, ne se

laissa ébranler ni par les victoires des armées républicaines en Italie, ni par l'ascendant que prenait chaque jour Bonaparte sur la politique des cabinets de l'Europe; mais attentif à profiter de toutes les circonstances qui pouvaient tourner à l'avantage de la Grande-Bretagne, il médita en silence, au milieu des clameurs de l'opposition, le projet d'arracher aux républicains une province qui semblait s'échapper des mains débiles des Turcs.

Quoique la destruction de la puissance de Tippoo-Saëb, eût mis les possessions anglaises de l'Inde à l'abri de tout danger, et que l'armée française d'Égypte fût trop faible pour former quelque entreprise importante par la mer Rouge; les reconnaissances faites par Bonaparte dans les environs de Suez, prouvaient assez que la France avait eu l'intention de rétablir l'ancien canal de communication entre les deux mers. Indépendamment du coup fatal que cette opération eût porté à la compagnie des Indes, la France, en paix avec les Arabes de la mer Rouge, et alliée du schérif de la Mecque, aurait communiqué facilement avec l'Indostan, fomenté des divisions avec les princes indigènes soumis à l'Angleterre, et rétabli peu à peu l'influence que l'incurie du Directoire bien plus que la mort de Tippoo-Saëb venait de lui arracher. D'ailleurs, les événements militaires du continent européen faisaient présager la fin prochaine de la guerre, et l'on devait craindre que les victoires et l'habileté du premier consul, n'obtinsent de la Porte la cession temporaire ou définitive de l'Égypte.

La prospérité de la Grande-Bretagne, et l'intérêt de son ministère, exigeaient donc qu'il fit les plus grands efforts pour en expulser les Français, et y rétablir la puissance ottomane, dont l'ignorance et le fanatisme étaient depuis plusieurs siècles la meilleure garantie de la sécurité du commerce anglais dans l'Inde. Le corps d'Abercrombie, devenu entièrement disponible depuis les événements d'Italie, était tout porté dans la Méditerranée pour accomplir ce dessein, et il avait reçu l'ordre de s'y préparer sans donner trop l'éveil aux Français, en attendant qu'on se fut expliqué avec les Turcs sur cette entreprise.

En conséquence, le cabinet de Saint-James re-

doubla l'activité de ses négociations avec le divan. L'ambassadeur Elgin, représenta vivement les dangers de temporiser plus longtemps, et l'impossibilité où serait la Porte de rentrer en possession de cette belle province, si Bonaparte parvenait à y faire passer des renforts. Il soumit donc aux ministres du sultan un plan de campagne, dont la réussite, quoique douteuse, était de nature à séduire des hommes peu exercés à combiner des opérations militaires.

Suivant ce projet, un corps de 20,000 Anglais, venant d'Europe, devait débarquer à la gauche des bouches du Nil, et concerter ses opérations avec l'armée turque, qui déboucherait de la Syrie par le désert sur la rive droite du fleuve, tandis qu'un autre corps anglais de 8,000 hommes tirés de l'Inde par la mer Rouge, s'avancerait sur les derrières des Français, après avoir mis pied à terre à Suez.

Le divan, sans réfléchir que des corps qui devaient pénétrer à différentes époques en Égypte, sur des points très-éloignés les uns des autres, risquaient d'être accablés successivement si les Français parvenaient à opérer en masse contre eux, adopta le plan du ministère britannique, convaincu d'ailleurs que toutes les forces de l'empire ottoman ne pourraient jamais expulser les républicains de l'Égypte, si elles n'étaient secondées par des auxiliaires européens.

En conséquence, de nouvelles levées d'hommes et d'argent furent ordonnées dans tous les pachalicks voisins de la Syrie ; le capitain-pacha eut l'ordre de réparer sa flotte, et de se préparer à appareiller pour se joindre dans le golfe de Macri à l'escadre anglaise, et le visir Jussuf, qui commandait les débris de l'armée battue à Héliopolis, fut prévenu de se tenir prêt à rentrer de nouveau en campagne.

De son côté le ministère britannique n'avait rien négligé de ce qui pouvait assurer le succès de l'expédition ; il paraît qu'il y destina d'abord la totalité du corps de 20,000 hommes rassemblé à Gibraltar à la fin d'octobre, avec lequel Keith, Abercrombie et Pulteney avaient menacé Cadix. C'était l'élite de l'armée anglaise ; l'état-major composé des officiers généraux les plus distingués, avait été désigné par sir Ralph-Abercrombie lui-même.

Toutefois, les armements qui s'effectuaient dans les ports de France, et les démonstrations hostiles contre le Portugal ayant donné le change au cabinet britannique, il crut indispensable de détacher dans ce royaume une partie des troupes réunies à Gibraltar sous le général Pulteney, pour le mettre à l'abri d'invasion. Il en résulta que les plus anciennes troupes engagées pour servir partout sans restriction furent assignées à Abercrombie, et que Pulteney fit voile vers le Tage avec les corps levés pour le service particulier en Europe. La flotte désorganisée par ce détachement subit, ne put faire voile que par division vers Minorque, d'où elle cingla ensuite vers Malte, désigné par lord Keith comme rendez-vous général de l'expédition.

D'un autre côté, l'armée ottomane, rassemblée dans les premiers jours de février aux environs de Jaffa, ayant été attaquée de la peste, les opérations furent suspendues indéfiniment, en sorte que les Français auraient eu tout le temps de préparer leurs moyens de défense.

Mais, après la mort de Kléber, le commandement de l'armée française était tombé provisoirement par les lois de la hiérarchie militaire entre les mains de Menou. Ce général, le premier de son grade par l'ancienneté, le dernier par la capacité, autrefois marquis de l'ancienne noblesse, puis membre exalté de l'assemblée constituante, ensuite général insignifiant dans les armées républicaines, venait de couronner ses métamorphoses politiques par embrasser l'islamisme à Rosette. Doué d'une imagination vive et d'une élocution facile et séduisante dans le conseil, mais calculant les plus grands événements sur les plus petites données, il étonnait par le décousu de ses actions, résultat naturel de la mobilité de ses idées. Du reste, administrateur médiocre et infatué de ses systèmes, complètement dépourvu de talents militaires, presque inconnu à l'armée dont il ne partageait plus depuis longtemps les travaux, orgueilleux et vain, tracassier et turbulent ; tel était l'homme chargé de tenir tête à l'orage qui s'annonçait sur l'Égypte ; on peut juger s'il en était capable.

Ce n'est pas qu'il fallût désormais un génie extraordinaire pour conserver cette conquête à la république, car l'état de l'armée française s'était

beaucoup amélioré, et il ne lui fallait que quelques renforts. Grâce aux établissements sanitaires, la peste, qui les années précédentes avait exercé de si cruels ravages, se laissait à peine apercevoir : plus de troubles dans l'intérieur, tout était soumis et tranquille ; Mourad-Bey était devenu l'allié des Français. A la vérité, il était dû encore quelques mois de solde à l'armée, et une partie des avances à l'administration ; mais il existait en caisse de quoi satisfaire à la dette publique, l'habillement des troupes était dans le meilleur état, la cavalerie parfaitement montée, l'artillerie bien attelée, le corps des dromadaires au complet, les hôpitaux, organisés sur le meilleur pied, ne renfermaient que très-peu de malades ; les subsistances de l'armée mobile étaient assurées, les places fortes approvisionnées, les transports assurés par un parc de réserve de 500 chameaux. Le génie et l'artillerie exécutaient de grands travaux pour le perfectionnement des places et l'approvisionnement des arsenaux ; enfin, on voyait déjà s'élever au milieu du Caire, d'Alexandrie et de Rosette des fabriques d'objets de première nécessité.

Tel était l'état de l'Égypte lorsque Menou prit le commandement de l'armée. Pendant les premiers mois de son commandement, il feignit de vouloir suivre la marche tracée par son prédécesseur. Quelques dispositions tendantes à améliorer le sort du soldat, l'exactitude du paiement de la solde, l'affabilité hypocrite de ses formes, accoutumèrent peu à peu les esprits à son autorité. Mais lorsqu'il la vit solidement établie, il cessa de se contraindre : le système des finances, les lois sur les douanes, celles sur les successions, les anciens réglemens du pays, tout fut bouleversé ; et ces innovations, loin de produire quelque bien, redoublèrent les entraves du commerce, augmentèrent les charges du trésor, diminuèrent les recettes et firent murmurer le peuple et l'armée. Si le nouveau général en chef ne prenait aucune mesure utile au bien-être de l'armée et au maintien de la discipline, en vrai courtisan, il ne négligea pas les moyens de complaire au chef du gouvernement français : par son ordre, le divan, assemblé au Caire, fut requis d'écrire à Bonaparte une lettre de félicitation sur l'heureux événement qui venait de le porter à la tête des affaires.

Kléber, en prenant la résolution de fixer les Français en Égypte par des liens indissolubles, s'était bien gardé de la laisser transpirer. Il se proposait, au contraire, de saisir toutes les occasions d'entamer des négociations directes avec la Porte sans l'intervention des Anglais, dans le dessein de la faire consentir à rester neutre jusqu'à la paix générale ; époque où la politique conciliatrice du premier consul, appuyée par des victoires, eût probablement déterminé le sultan à la cession définitive de l'Égypte. L'esprit étroit de Menou ne sut point apprécier la sagesse d'une telle conduite ; et, sans attendre les ordres du gouvernement, il déclara de son chef l'Égypte colonie, en prenant l'engagement formel de ne jamais l'évacuer.

Dès cet instant commencèrent les discussions qui perdirent l'armée. Les meilleurs divisionnaires se réunirent pour adresser à Menou des représentations sur les inconvénients que pourrait avoir cette déclaration prématurée, sur les vices de plusieurs dispositions relatives à l'impôt, sur le devoir que devait s'imposer le général en chef d'observer les réglemens administratifs, etc. Ces représentations furent mal accueillies, et Menou, dans un ordre du jour, accusa une faction désorganisatrice de vouloir perdre l'armée. Plusieurs généraux se crurent inculpés et se plainquirent. Le général Belliard demanda même par écrit à Menou une explication franche et loyale. Celui-ci n'eût garde d'y répondre. Quelques bons esprits firent de vains efforts pour ramener l'harmonie entre les chefs. Menou fut intraitable : défiant envers tous ses camarades, il s'entoura d'hommes nuls, et correspondit directement avec les généraux de brigade, contre tous les usages militaires. Ce dernier trait acheva de le déconsidérer aux yeux des généraux partisans de la discipline ; dès lors on vit que l'armée serait menée comme un club, et que l'intrigue seule obtiendrait la considération et les récompenses qui devaient être réservées au mérite et à la valeur.

Sur ces entrefaites, le capitain-pacha chercha à plusieurs reprises à renouer les négociations. Menou, au lieu de profiter de ces ouvertures pour envoyer un officier à Constantinople, s'obstina toujours dans ses refus, répondant à l'amiral turc qu'il devait s'adresser à Paris.

Au reste, ces mesures impolitiques ne furent pas les seules qui démontrèrent à l'armée la nullité absolue de son nouveau chef. Loin de profiter du temps qu'il avait devant lui pour augmenter ses moyens de défense, Menou fit cesser les travaux ordonnés par Kléber, négligea de former des approvisionnements, rappela les troupes campées près de Rahmanieh, et diminua le nombre de celles qui gardaient les côtes d'Alexandrie à Damiette. (*Voyez* la carte d'Égypte.)

Si le premier consul eût nommé un autre général, tout pouvait facilement se réparer. Mais dans les premiers jours de novembre, cet espoir fut déçu, et Menou reçut de Paris la confirmation de son autorité. On est encore à comprendre comment Bonaparte qui savait si bien apprécier les hommes, put se résoudre à confier les brillantes destinées de l'armée d'Orient à de si débiles mains. Desaix était parti pour expliquer le traité d'évacuation, et avait trouvé la mort à Marengo; mais il restait Reynier et Lanusse, deux hommes également capables, le premier par son excellente instruction militaire, le second par son instinct de la guerre. La crainte que Reynier ne manquât d'énergie et d'habitude du commandement, et la faiblesse de respecter le droit d'ancienneté, là où il n'y avait pas de prééminence bien marquée, furent sans doute les motifs qui le déterminèrent.

Cependant l'année 1801 venait de commencer, et tout indiquait que l'Égypte allait être l'objet d'une attaque combinée. L'aveugle général français s'obstinait seul à ne rien voir, et croyant n'avoir à redouter que l'armée du vizir, il se bornait à faire surveiller la frontière de Syrie. Ce n'est pas que Mourad-Bey, instruit par ses émissaires de tout ce qui se passait dans les camps ennemis, ne l'eût averti de l'approche de la crise, en lui envoyant le plan de campagne des coalisés, et la situation exacte des troupes qui seraient employées à l'expédition; il lui communiquait en même temps les dispositions du grand vizir à en venir à un accommodement : mais, au lieu de profiter de ces avis salutaires auxquels la loyauté bien connue de Mourad devait faire ajouter foi, Menou congédia durement son envoyé, sans daigner même accepter les services des mameluks dans le cas où la guerre viendrait à recommencer.

A cette époque, l'armée française présentait un effectif de plus de 25.000 hommes (*Voyez* le tableau ci-joint); mais sur ce nombre, 15,000 seulement, dont 1,700 de cavalerie étaient en état d'entrer en campagne. Six mille sept cents ne pouvaient faire que le service des garnisons, et le reste se composait des malades aux hôpitaux, des officiers sans troupes et des employés des diverses administrations. Cette masse était ainsi répartie : 8,500 hommes occupaient Gizeh, Boulac et le Caire, dont la citadelle et les forts étaient gardés par 2,600 hommes des dépôts. Le général Friant avec 5,200 hommes, dont seulement 2,400 de troupes mobiles, défendait Alexandrie, Aboukir, Rosette et Bourlos; 8 à 900 cantonnaient à Rahmanieh, et aux environs; 1,800 hommes tenaient garnison à Mitkramr, Mansoura, Damiette, Lesbeh et Om-Faredje; un détachement d'environ 1,000 hommes éclairait la frontière de Syrie, et gardait le port de Suez. La brigade du général Donzelot, à peine forte de 1,700 hommes, occupait Benisouef et les forts de la haute Égypte.

Quelque disproportionnées que fussent ces forces à l'immensité du terrain qu'elles avaient à défendre, elles eussent néanmoins suffi à un général moins ignorant. La véritable force à la guerre ne consiste pas tant dans le nombre des troupes que dans l'emploi qu'on sait en faire, et ici la simple inspection de la carte suffit pour démontrer le vice de la distribution de l'armée française. Le plan des Anglo-Turcs n'était plus un secret; tout le monde savait qu'il était convenu que le vizir franchirait le désert pour marcher sur le Caire, pendant que l'armée anglaise débarquerait entre Alexandrie et Damiette, et qu'un corps venu de l'Inde entrerait en Égypte par l'un des ports de la mer Rouge. Cet avis, donné officiellement par le loyal Mourad-Bey, venait encore d'être confirmé par une dépêche récente du gouvernement français, qui prévenait Menou qu'il allait être attaqué incessamment. Il fallait donc faire rentrer tous les détachements, compléter les garnisons et l'approvisionnement des forts et places de guerre, puis, au lieu d'entasser sans utilité les troupes autour du Caire, en former trois corps mobiles, dont l'un de 5,000 hommes aurait campé dans les environs d'Alexandrie, le second, de même force, à Rahma-

Etat de Situation de l'Armée Française d'Égypte,

A L'ÉPQUE DU MOIS DE MARS 1801.

CORPS.	DIVISIONS.	BRIGADES.	RÉGIMENTS.	FORCE.		OBSERVATIONS.
				INFANTERIE.	CAVALERIE.	
Aile droite, REYNIER.	DAMAS. FRIANT.	BEAUDOT. DELEGORGUE.	13 ^e et 85 ^e de ligne. . . .	1,700	»	
			25 ^e , 61 ^e et 75 ^e de ligne. .	1,750	»	
			TOTAL.	3,450	»	
Centre. RAMPON.		EPLER, chef de la 21 ^e légère. DESTAING. SORNETA, adjudant gé- néral.	Grenadiers grecs.	100	»	
			<i>Idem</i> du 25 ^e de ligne.	120	»	
			Carabiniers du 21 ^e léger .	80	»	
			2 bataillons du 21 ^e léger.	700	»	
			Carabiniers du 2 ^e léger. .	180	»	
			Grenadiers du 32 ^e de ligne.	150	»	
		32 ^e de ligne.	700	»		
		TOTAL.	2,030	»		
Aile gauche, LANUSSE.		SILLY. VALENTIN.	4 ^e léger.	600	»	
			18 ^e de ligne.	600	»	
			69 ^e et 88 ^e de ligne. . . .	1,500	»	
		TOTAL.	2,700	»		
Cavalerie. ROIZE, Général de brigade.		BRON, détaché à droite. BOUSSART. ROIZE.	7 ^e régiment de hussards.	»	200	
			22 ^e régiment de chasseurs.	»	150	
			3 ^e et 14 ^e de dragons. . . .	»	450	
			15 ^e , 18 ^e et 20 ^e dragons. . .	»	450	
			TOTAL.	»	1,250	
		Hors ligne.	Guides à pied.	100	»	
			Sapeurs.	50	»	
			Dromadaires.	130	»	
				280	»	
			TOTAL DU CORPS ACTIF SOUS ALEXANDRIE.	9,710		
RÉCAPITULATION DE L'ARMÉE.						
Sous Alexandrie, forces actives.				9,710		
Au Caire, à Rosette, à Damiette et dans la haute Égypte				5,320		
Artillerie de campagne				350		
Soldats du train et gardes des parcs.				750		
Officiers.				1,960		
Cavaliers démontés.				480		
Troupes de garnisons, dépôts, marins, artillerie des places.				6,300		
Détachement arrivé par la <i>Régénérée</i>				400		
TOTAL GÉNÉRAL.				25,270		
Non compris 996 malades aux hôpitaux, et 600 employés. Le nombre des combattants se réduisait donc à 16,200.						

nich, et le troisième de 4,000 au Caire; 1,000 hommes aidés des mameluks auraient défendu le port de Kossèir, la vallée de Kenech et le reste de la haute Égypte. Quelque brillant que fût en apparence le plan de l'ennemi, il était presque impossible qu'à de si grandes distances, il y eût un concert parfait dans l'exécution. Si les Anglais se présentaient les premiers, la division d'Alexandrie, soutenue par celle de Rahmanieh, suffisait pour empêcher le débarquement, et cette dernière, de sa position centrale, pouvait non-seulement se porter sur tous les points de la côte menacés, mais encore faire filer promptement des secours sur le Caire, s'il en était besoin. Dans tous les cas, il était probable que le visir ne passerait le désert qu'après avoir acquis la certitude de la réussite des Anglais : ainsi, loin de rien craindre de ce côté, la division du Caire pouvait encore, à la première apparition de la flotte ennemie, partir à marches forcées pour rejoindre les deux autres sur le bord de la mer. La haute Égypte ne courait aucun danger, car il était évident qu'après son débarquement, le corps de l'Inde ne se hasarderait pas à pénétrer dans l'intérieur de l'Égypte, avant d'être assuré que les masses principales y fussent solidement établies.

Les principaux chefs de l'armée sollicitèrent vainement le général Menou d'adopter ces mesures, il fut sourd à leurs représentations. Séduit par l'arrivée de la frégate *la Régénérée* et d'un autre bâtiment qui, en lui amenant 7 à 800 hommes, lui annoncèrent la présence de l'amiral Gantheaume dans la Méditerranée, avec 4 à 5,000 hommes de renfort, il se crut assez de moyens pour braver tous ses ennemis, et poussa l'impéritie jusqu'à négliger les plus simples règles de la prudence. Ainsi, à la fin de février, la seule citadelle du Caire était pourvue de vivres pour trois mois, tous les autres forts n'avaient que le tiers ou le quart de leur approvisionnement ; les dépenses surpassant constamment les recettes, les caisses étaient vides, les économies de Kléber dissipées, et tel était le vice du mode de perception des impositions en nature, que l'armée n'avait ses subsistances assurées que pour vingt jours. Nous arrivons au funeste résultat de toutes ces fautes.

Après avoir passé la majeure partie du mois de décembre à Malte, pour y réunir tous les moyens

nécessaires, l'expédition ayant enfin obtenu l'agrément de la Porte, Keith et Abercrombie en sortirent le 22 décembre, et firent voile pour la côte de Natolie, en face de l'île de Rhodes.

Ils jetèrent l'ancre dans la superbe rade de Marmorice au fond de la baie de Macri, où l'armée débarqua et campa pour se remettre des fatigues de la mer, recevoir des renforts de Lisbonne ou de Gibraltar, et surtout attendre le retour du général Moore, chef d'état-major, envoyé en Syrie près du visir, à l'effet d'y concerter les opérations. Tout le mois de janvier fut mis à profit pour instruire les troupes à débarquer avec ordre et célérité, et à soutenir en carrés les charges de cavalerie, précaution d'autant plus utile qu'on n'avait pu embarquer que de très-faibles détachements de cette arme : on s'appliqua aussi à confectionner un bon nombre de fascines et de gabions que la flotte transporterait au besoin pour le siège d'Alexandrie.

Le général Moore étant revenu de sa mission le 23 janvier avec peu d'espoir d'assistance de la part des Turcs, dont l'armée était retenue à El-Arisch par la peste, Abercrombie attendit jusqu'à la fin de février, et mit enfin à la voile le 22, se dirigeant vers la rade d'Aboukir ; son armée était alors de 17,000 hommes répartis en huit brigades. (*Voyez le tableau.*)

La flotte anglaise qui transportait le corps d'Europe était commandée par Keith, et se composait de quatre vaisseaux de 80, trois de 74, de cinq frégates, d'une douzaine de corvettes ou bricks, de quarante gros bâtiments armés en flûte, et de plus de quatre-vingts navires marchands. Elle eut à souffrir du mauvais temps dans sa navigation, et un coup de vent sépara du convoi dix-huit chaloupes canonnières turques qui s'y étaient jointes. Enfin elle mouilla, le 1^{er} mars, dans la rade d'Aboukir.

Le général Friant, tout en expédiant un courrier au Caire pour annoncer la présence de l'escadre anglaise, fit à la hâte ses dispositions de défense ; incertain du point où l'ennemi opérerait son débarquement, il laissa les marins et les invalides dans Alexandrie, plaça quelques troupes à Rosette, à Edko et à la Maison-Carrée, et se porta lui-même à Aboukir avec environ 1,600 hommes

d'infanterie, deux escadrons de dragons et dix pièces d'artillerie.

Les vents changèrent tout à coup, et la mer devint si forte que les chaloupes anglaises ne purent approcher de la côte : ce ne fut que le 8 mars, que le temps redevenu calme permit aux Anglais d'effectuer leur débarquement. Cette opération fut dirigée par le capitaine Cochrane, qui réunit sur deux lignes, en avant de la flotte, une centaine de chaloupes à fond plat portant chacune 30 hommes de troupes, et les dirigea vers le rivage sous la protection du feu de la flotte et des chaloupes canonnières. Pour assurer le succès de la première descente, on y employa la brigade des gardes de Ludlow, la réserve sous les généraux Moore et Oakes; enfin la première brigade du général Coote. On espérait d'autant plus réussir qu'on savait par un prisonnier que les Français n'avaient guère que 2,000 hommes dans les environs du point de débarquement.

Friant avait disposé sa faible division derrière des dunes de sable sur la digue du lac de Mahadieh; sa gauche appuyée au fort d'Aboukir. Une ligne de défense aussi étendue pour si peu de troupes, ne pouvait présenter à l'ennemi un front bien redoutable, d'ailleurs les Anglais ayant réuni leurs forces, et débarqué seulement du côté d'Aboukir, au point qu'avaient choisi les Turcs l'année précédente, les troupes de la garnison de Rosette et celles d'Edko, placées au delà du lac, demeurèrent spectatrices inutiles du combat.

Le choc n'en fut cependant pas moins chaud; lorsque les chaloupes s'approchèrent du rivage, l'artillerie française commença un feu très-vif, qui en coula plusieurs, et mit du désordre parmi les autres. Aussitôt que les troupes furent débarquées, le 23^e formant la droite sous les ordres de Moore, précédé par quatre compagnies d'éclaireurs, se porta sur la hauteur des Puits que défendaient deux compagnies de grenadiers de la 61^e. Ce mamelon que Bonaparte avait recommandé de couronner par un fort, et que Menou avait négligé, on ne sait pourquoi, aurait rendu le débarquement sur ce point presque impossible, s'il eût été fortifié : l'infanterie anglaise l'enleva avec une grande valeur, et Sidney-Smith y fit aussitôt traîner par ses matelots quelques pièces de canon qui

assurèrent la possession de ce poste important.

La gauche, conduite par les généraux Coote et Ludlow, fut d'abord mise en désordre par les dragons français, et ne gagna le haut des dunes qu'à l'aide de renforts. Enfin, après une fusillade assez vive, le général Friant donna l'ordre de la retraite. Elle se fit avec aplomb, et les troupes prirent position près de l'embarcadère, dans un étranglement de la presqu'île entre le lac Mahadieh et la mer, couvrant Alexandrie. Elles furent renforcées pendant la nuit par les détachements d'Edko et de la Maison-Carrée; 150 hommes seulement restèrent à Rosette et au fort Julien.

Dès que les Anglais virent les républicains en retraite, ils se portèrent en avant, soutenus par la deuxième division, qui venait de débarquer; des chaloupes armées pénétrèrent dans le lac Mahadieh, après avoir enlevé celle qui en défendait l'entrée, et l'on forma un dépôt de munitions sur le rivage. A la nuit, Abercrombie forma les troupes débarquées sur quatre lignes entre la mer et le lac Mahadieh; les brigades Stuart et Doyle bloquèrent le fort d'Aboukir.

Cependant Menou avait appris dans la journée du 4 mars, l'arrivée des Anglais. Comme on n'avait encore aucune inquiétude du côté de la Syrie, rien ne l'empêchait de se mettre en route sur-le-champ avec toutes les troupes rassemblées au Caire. En forçant de marche, il pouvait arriver le 9 à Aboukir, et faire subir au corps débarqué le sort de l'armée de Mustapha. Nul doute que les Anglais qui n'avaient pas encore eu le temps de se retrancher, n'eussent été jetés à la mer ou forcés de se rendre à discrétion. Au lieu d'adopter cette mesure salutaire, qui pouvait encore réparer toutes ses fautes, et que lui conseillaient les généraux de l'armée, Menou resta de sa personne au Caire. Reynier avec deux demi-brigades fut envoyé à Belbeis; Morand avec 300 hommes à Damiette; Lanusse dut attendre des ordres à Rahmaniéh, et détacher une seule demi-brigade à Alexandrie. Mais ce dernier ayant entendu une forte canonnade, et ne recevant aucune nouvelle, courut au feu avec ses grenadiers, et se fit suivre par le reste de sa division. De son côté, le général Bonaparte se dirigea avec trois escadrons de chasseurs sur Aboukir, par un malentendu qui n'avait rien que

de très-heureux. Ainsi, malgré les fausses dispositions du général en chef, 3,850 hommes de pied, 520 chevaux et 21 bouches à feu, allaient se réunir pour tenir en échec les Anglais.

Sir Ralph Abercrombie ne put profiter de ces fautes pour s'avancer sur Alexandrie, à cause des vents contraires qui empêchèrent le débarquement du reste de son armée. Ce ne fut que le 10, que les Anglais s'avancèrent dans la presqu'île d'Aboukir, ne laissant qu'un régiment d'infanterie et 400 dragons démontés pour bloquer le fort; ils élevèrent à la hâte des retranchements pour donner à la flotte le temps de mettre le reste du matériel à terre. Le lac Mahadieh, formé en 1778 par une irruption de la mer, avec laquelle il communique au moyen d'une bonne passe, étant praticable pour les petits bâtiments, permit à l'escadre d'envoyer par là tout le matériel et les approvisionnements en munitions, vivres ou fourrages; il procura en outre une grande quantité de poissons pour suppléer à la viande. Ce lac offrant de plus un bon mouillage aux canonnières, les Anglais en firent armer quelques-unes pour protéger leur flanc gauche.

Pendant qu'ils fortifiaient ainsi leur position, les généraux français pénétrés de l'importance des digues du lac Mahadieh et du canal d'Alexandrie, qui forment dans la mauvaise saison la meilleure communication d'Alexandrie avec le reste de l'Égypte, résolurent, malgré la faiblesse de leurs moyens, de tenir ferme en avant de ces digues, pour donner à Menou le temps d'arriver. En conséquence, après avoir confié la garde d'Alexandrie aux marins et aux dépôts, le général Lanusse alla se placer sur les hauteurs en avant du camp des Romains. De son côté, Friant couronna avec les 25^e et 75^e une hauteur qui commande la plaine jusqu'au canal et au lac Mahadieh. La cavalerie fut placée entre les deux divisions, et la 61^e forma réserve sur la droite vers le canal.

Abercrombie, de son côté, s'était mis en marche, le 12, pour s'emparer de cette position; mais trouvant que les Français l'avaient prévenu, il n'osa brusquer l'attaque, et après quelques escarmouches, la remit au lendemain. Ses troupes passèrent la nuit sous les armes, comme s'il eût craint lui-même d'être attaqué.

Le lendemain, à la pointe du jour, son armée, forte de 15,000 hommes, se mit en mouvement sur trois colonnes, dans l'intention de tourner la droite française. Les colonnes cheminaient dans le plus profond silence et en bon ordre, malgré une vive canonnade; Lanusse n'apercevant pas celle du centre, et se persuadant que la droite était trop éloignée de la gauche pour lui donner aucun appui, descendit des hauteurs, afin de se jeter sur elle et de la culbuter dans le lac. Au moment où il allait la charger, la division anglaise du centre paraît sur la colline, et menace le flanc des Français: Lanusse, sans hésiter, ordonne à la 69^e de s'avancer sur la hauteur au bord de la mer, pour contenir la droite des Anglais, laisse un bataillon de la 18^e en réserve devant le camp des Romains, et un de la 4^e légère pour garder deux bouches à feu, puis se dispose avec quatre bataillons de la 4^e légère et de la 18^e, et les chasseurs du 22^e, à commencer son mouvement. Mais dans cet instant toute l'armée anglaise s'était mise en ligne: Friant qui était en mésintelligence avec Lanusse ne seconda pas assez tôt son opération, et le mouvement s'en ressentit. En vain la 4^e fit plier la droite de la première ligne, en vain le 22^e de chasseurs chargea avec une rare intrépidité deux bataillons du 90^e anglais qu'il entama; le général Friant s'étant avancé trop tard avec les 25^e et 75^e, les chasseurs furent repoussés et obligés d'abandonner leurs prisonniers. Les généraux français hors d'état d'arrêter plus longtemps les Anglais, ordonnèrent la retraite, qui s'exécuta dans un ordre parfait. Une forte avant-garde resta sur les hauteurs de Nicopolis, pour masquer le mouvement, l'infanterie rentra dans Alexandrie, et la cavalerie fut dirigée sur Rahmanieh, pour aller à la rencontre de l'armée.

Après cet engagement où la perte des Anglais ne monta pas à moins de 1,300 hommes, c'est-à-dire, au double de leurs adversaires, Abercrombie prit position dans la plaine, sa droite appuyée à la mer vers le camp des Romains, et sa gauche au canal. Un général vigoureux, profitant de l'ardeur de ses troupes et de l'ascendant qu'il avait pris sur le petit nombre d'hommes qui lui était opposé, aurait de suite attaqué la position sous Alexandrie; mais Abercrombie ayant reconnu que les

forts Cafarelli et Crétin dominaient la chaîne de hauteurs qu'occupaient les Français, hésita quelque temps à le faire, ce ne fut que vers trois heures qu'il ordonna aux brigades Cavan et Doyle de tâter la droite. Cette tentative contre laquelle on avait eu le temps de se préparer, échoua complètement, et les colonnes d'attaque se retirèrent avec une perte sensible.

Cette réception détermina le général anglais à retourner sur ses pas pour prendre position sur les collines abandonnées le matin par les Français. Dès lors il se borna à faire le siège du fort, et à hérissier le front de son armée de retranchements.

Menou avait reçu, le 11 mars, la nouvelle du débarquement des Anglais, et du combat du 8 : quoique l'on sût déjà au Caire, que le visir faisait ses préparatifs pour entrer en Égypte, il devenait plus urgent que jamais, de réunir tous les moyens de l'armée pour écraser l'ennemi le plus dangereux ; car si l'on fût parvenu à battre les Anglais et à les forcer à se rembarquer, il est hors de doute que les vainqueurs eussent eu bon marché des Osmanlis. Il fallait donc évacuer entièrement la haute Égypte et le Delta, ne laisser garnison que dans les forts du Caire, et ceux qui défendaient les bouches du Nil, afin de marcher avec tout le reste sur Alexandrie, où l'on eût ainsi réuni 15,000 hommes. Menou ne voulut pas comprendre l'importance de cette mesure, et s'obstina à laisser éparpillées des troupes qui pouvaient décider la lutte : 350 hommes arrivés de Benisouef, quatre bataillons de la garnison du Caire, et toute la cavalerie, partirent le 12 pour Rahmanieh ; les généraux Rampon et Reynier, qui commandaient à Damiette et à Belbeis, prirent le même chemin avec environ 800 hommes chacun ; 900 hommes restèrent dans la haute Égypte avec le général Donzelot ; deux demi-brigades, aux ordres de Beilliard, gardèrent Salahieh, Belbeis et le Caire conjointement avec les troupes de garnison ; une autre demi-brigade et deux escadrons restèrent à Damiette et dans les forts de la côte.

Cependant la position prise par les Anglais, rendait déjà bien difficile la jonction des corps de l'armée française. Il fallait découvrir un chemin praticable à l'artillerie à travers le lac Maréotis,

que les ennemis pouvaient d'un moment à l'autre inonder complètement en faisant une coupure à la digue du lac Mahadiéh ; sinon il eût été nécessaire de tourner le lac Maréotis par une marche de six jours dans le désert. Heureusement ce chemin se trouva ; on défila par Agazi et Mariouth, et l'on gagna le Marabou.

Le général en chef n'arriva avec ces renforts que le 19 au soir au camp d'Alexandrie, le fort d'Aboukir avait capitulé la veille, et l'ennemi, maître de toute la presqu'île, avait profité de ce délai pour doubler la force de sa position. Le lac Mahadiéh, et les bords de la mer, étaient garnis d'une multitude de canonniers, qui assuraient ses flancs. Sa gauche, déjà protégée par des étangs, fut couverte par une redoute armée de 12 pièces de gros calibre ; on couvrait la droite appuyée aux ruines du camp des Romains par une redoute armée de deux pièces de 24 ; le centre, placé également sur des hauteurs, fut couvert de petits retranchemens pour faciliter les feux de mousqueterie ; telle était la position imposante où les Anglais, avec 16,000 hommes, 200 chevaux et 42 pièces de canon attendaient l'armée française. Si celle-ci l'eût attaquée à force égale, comme il eût été possible de le faire, la valeur des troupes républicaines jointes à l'initiative, eussent compensé le désavantage du champ de bataille ; mais le général Menou, après sa jonction avec les corps d'Alexandrie, n'avait qu'environ 10,000 hommes, dont 1,400 de cavalerie avec 46 bouches à feu. Malgré cette disproportion, la confiance que témoignaient les troupes, lui faisait un devoir de livrer promptement bataille : la victoire eût assuré l'Égypte à Menou, en lui donnant le moyen de se porter à la rencontre du visir et du corps anglais de l'Inde, avant qu'ils eussent fait de grands progrès : la perte de la bataille ne le mettait pas dans une position beaucoup plus fâcheuse que si l'on eût tenu pour avisé et donné le temps au visir de se réunir à ce corps du général Baird, de s'emparer de Damiette, de Salahieh et des petits forts de la côte, de soulever le pays et d'insurger le Caire.

L'embarras était de faire prendre de bonnes dispositions par un général en chef sans conseil. Enfin, Lanusse trouva le moyen de lui faire tenir indirectement un projet d'attaque qu'il

adopta et expédia en forme d'ordre du jour à dix heures du soir à ses généraux. D'après ce plan, la division Lanusse, formant la gauche, devait enlever les redoutes du camp des Romains, et déborder la droite anglaise; la deuxième division, aux ordres de Rampon, était chargée d'attaquer le centre aussitôt que la précédente obtiendrait quelques succès; Rampon devait être soutenu par Reynier, qui commandait à droite la plus forte division: celui-ci dut tenir toujours en échec la gauche de l'ennemi, et envoyer un détachement entre les lacs Maréotis et Mahadieh, pour fermer le chemin d'Alexandrie; ce détachement fut fortifié de 300 chevaux, commandés par le général Bon. La réserve de cavalerie, sous Roize, resta en deuxième ligne, derrière le centre. Cette disposition, fondée sans doute sur ce que la droite anglaise formant un saillant, pouvait être enfoncée, séparée du centre et culbutée à la mer, donnait cependant prise à la critique; d'abord c'était une faute grave de vouloir la déborder en longeant la mer; ensuite cette droite appuyée au rivage, flanquée par de nombreuses chaloupes canonnières, avait un refuge avantageux dans l'ancien camp Romain, et tenait ainsi un bastion difficile à emporter. Pour y réussir, il eût fallu y destiner la moitié de l'armée, tandis que par une subversion des premières règles de la guerre, l'aile de Reynier qui devait d'abord être refusée, était la plus forte. Si l'attaque de Lanusse n'avait d'autre but que d'attirer le gros de l'ennemi sur elle, et de faciliter ainsi l'opération de Reynier, alors on l'engageait trop pour un accessoire, puisque les coups les plus rudes y furent portés.

Quoi qu'il en soit, le lendemain 21 mars, le combat s'engagea à la pointe du jour, par le régiment des Dromadaires qui, passant par Bedah, surprit une redoute, y fit quelques prisonniers, et attira de ce côté l'attention de l'ennemi. A ce signal, toutes les divisions s'ébranlèrent; Lanusse, emporté par son ardeur, dirigea la brigade Silly sur la grande redoute, et celle du général Valentin le long de la mer, sans se ménager de deuxième ligne ni de réserve. Déjà la première avait emporté un redan; mais elle fut bientôt arrêtée par le feu de la redoute. Les 23^e et 58^e régiments anglais, qui défendaient les ruines du vieux fort, firent éprouver

une perte notable à la brigade Valentin, qui persistait à forcer le passage entre la redoute et le vieux fort, quoique battue en écharpe par le canon de 24, dont la première était armée. Lanusse, voulant tirer cette colonne d'embaras, la faisait obliquer à gauche, lorsqu'il reçut une blessure mortelle. Ce funeste événement porta le découragement dans la division qui, ne pouvant d'ailleurs être soutenue, fut écrasée par les feux croisés des Anglais, et obligée à se retirer en désordre derrière les mamelons.

Dans cet instant, les 2,000 hommes commandés par Rampon s'avançaient sur quatre colonnes; sa gauche se mêla dans l'obscurité avec la brigade Silly qui, rebutée de ses vains efforts pour franchir le fossé de la grande redoute, essayait de la tourner par la droite. Cet incident causa quelque désordre; néanmoins le général Destaing, à la tête de la 21^e, laissant la redoute à sa gauche, voulut se porter sur le vieux fort; mais arrêté bientôt par le 42^e anglais et la garnison de ce poste, il fut forcé de se retirer en laissant presque un bataillon prisonnier. A sa droite, la faible brigade Eppler fut constamment tenue à distance respectueuse par l'artillerie et la mousqueterie des gardes anglaises.

Cependant le général Reynier, qui attendait, pour attaquer l'issue des mouvements de la gauche et du centre, instruit de l'échec de ces deux divisions, résolut de marcher à leur secours avec toutes ses troupes, à l'exception de la 13^e, qu'il laissa entre les étangs. Son dessein était de faire une nouvelle tentative sur le centre et la grande redoute: quoique Abercrombie, averti par sa marche, eût aussi fait filer des renforts sur ce point, cette attaque, exécutée par des troupes fraîches, eût peut-être ramené la victoire sous les drapeaux français, si l'ignorance du général en chef ne fût venue compléter les malheurs de la journée.

Menou, qui jusqu'à ce moment était resté spectateur passif des événements, ordonne tout à coup au général Roize de charger avec la cavalerie; vainement celui-ci représente que, privé du soutien de l'infanterie, il n'a aucune chance de succès; Menou renouvelle impérativement son ordre, et il faut obéir. La première ligne, composée des 3^e

et 14^e régiments de dragons, commandés par le général Boussard, tourne la redoute et les fossés du camp, enfonce le 42^e régiment anglais, et parvient jusque dans le camp. Mais forcés de se démettre à cause des piquets d'un ancien campement et des trous de bivouacs, ces braves dragons, sont assaillis d'une grêle de balles que fait pleuvoir sur eux le régiment de Minorque, accouru pour prendre poste entre la redoute et les gardes; ils sont obligés de faire volte-face. Aussitôt Roize s'apprête à soutenir leur retraite avec les 450 braves qui lui restent; la charge sonne; les Anglais sentent qu'ils n'ont pas de baïonnettes capables de résister au choc, ils ouvrent leurs rangs pour laisser passer les dragons français en pleine carrière, puis, avec un admirable sang-froid, les referment, font demi-tour, et dirigent contre eux une décharge terrible. Les dragons furieux reviennent sur leurs pas, et cherchent à s'ouvrir une issue en passant sur le ventre de leurs ennemis; mais ils succombent presque tous, après des prodiges de valeur qui font payer cher la victoire, Abercrombie lui-même fut blessé mortellement dans cette rencontre.

La déroute de la cavalerie française ne permit pas à Reynier d'achever le mouvement projeté. Ses troupes arrêtées au pied des retranchements, attendirent sous un feu terrible, l'ordre de la retraite, que Menou toujours indécis n'envoya qu'à dix heures. Alors l'armée, affaiblie de 1,500 hommes, regrettant la perte du brave Roize, des généraux Lanusse et Beaudot, alla enfin prendre position sur les hauteurs de Nicopolis.

L'armée anglaise diminuée d'une perte à peu près égale et consternée de la mort du général en chef, et de la mise hors de combat des officiers généraux les plus distingués, passa la nuit sous les armes, crainte d'une nouvelle attaque.

Telle fut dans son ensemble la journée du camp de César ou d'Alexandrie, premier succès important que les Anglais eussent remporté sur le continent depuis la révolution. Menou attribua sa défaite à l'inaction de la droite, et s'il fit lui-même la faute de refuser cette aile renforcée, on doit aussi avouer que Reynier tarda un peu de la conduire à l'attaque de la gauche ennemie. Il voulut la mener au point décisif de la grande redoute,

lorsqu'il n'en était plus temps, et cette résolution secondaire est en elle-même une amère critique de la disposition primitive. En effet, on refuse une aile pour la conserver disponible au point où l'on veut diriger son effort, et non pour la rendre inactive toute la journée, tandis que l'ennemi accable l'aile opposée. L'importance de cette affaire ne doit pas être mesurée sur le nombre des combattants qui y assistèrent, puisqu'il y avait à peine 12,000 Anglais et 10,000 Français, ni sur les trophées que les vainqueurs recueillirent, puisque à peine purent-ils se flatter d'avoir pris à 300 hommes, un drapeau et deux pièces de canon; mais elle exalta le moral de l'armée anglaise, en lui donnant l'espoir de se mesurer avec avantage sur un plus vaste théâtre; et, en effet, les corps de l'armée d'Égypte reparurent plus tard avec éclat dans le royaume de Naples et en Espagne.

Dans l'état où se trouvaient les Français, il n'y avait plus qu'un parti à prendre, c'était de ne laisser que les dépôts en garnison au Caire et dans les places les plus importantes des côtes, d'évacuer la haute Égypte, et de marcher avec toutes les forces actives sur un point du Delta, d'où l'on pût à volonté tomber sur l'armée du visir, ou sur celle des Anglais, lorsqu'elle quitterait son camp pour opérer dans l'intérieur. Cette sage résolution, conseillée par Reynier, fut encore rejetée par Menou, qui se méfiait moins de l'ennemi que de ceux qui l'entouraient. Il persista à rester devant Alexandrie, se bornant à prescrire au général Donzelot de descendre de la haute Égypte sur le Caire, à rappeler quelques postes peu importants, et à enjoindre aux généraux Belliard et Morand de tirer de leurs garnisons 1,100 hommes pour les diriger sur Rahmanieh.

Pendant les premiers jours qui suivirent la bataille du 21, il ne se passa rien d'important; l'armée anglaise était consternée de la mort de son chef, et le général Hutchinson qui l'avait remplacé, flottait dans une indécision que l'arrivée du capitain-pacha vint enfin terminer. Cet amiral amenait un renfort de 6,000 Albanais d'élite qui débarquèrent, le 30, à la Maison-Carrée. Alors Hutchinson résolut de faire attaquer Rosette, pour ouvrir la navigation du Nil, et se procurer des

vivres qui commençaient à lui manquer, de là il espérait manœuvrer sur les communications de son adversaire. En conséquence, il détacha un millier d'Anglais avec 4,000 Turcs, sous le colonel Spencer, par Edko sur cette ville, où il entra le 8 avril : les 400 Français qui en formaient la garnison, l'évacuèrent à l'approche de l'ennemi, et se retirèrent sur la rive droite du Nil, laissant 150 invalides dans le fort Julien. Spencer campa son corps sur les hauteurs d'Aboumandour, et commença aussitôt le siège du fort qui succomba le 19, après avoir été vaillamment défendu.

Avant de se déterminer à prendre l'offensive, Hutchinson crut devoir renforcer sa position, en conduisant les eaux du lac d'Aboukir, dans le lit desséché du lac Maréotis, afin de pouvoir y faire circuler des canonniers; ce travail se fit en coupant en plusieurs endroits la digue qui sépare le lac Maréotis du lac Mahadieh, et engloutit les terres de 30 villages.

Ces événements qui auraient dû tirer Menou de sa funeste sécurité, ne l'engagèrent point à prendre un parti vigoureux. Loin de concentrer ses forces à Ramanieh, pour déjouer le projet des Anglais, il se borna à envoyer contre Rosette le général Valentin avec 1,200 hommes d'infanterie et 240 chevaux. Trois jours après, il fit encore filer sur Rahmanieh une demi-brigade et un régiment de cavalerie, sous les ordres de Lagrange. Ces deux détachements réunis aux troupes que le général Morand avait amenées de Damiette, s'avancèrent alors sur El-Ast, le 19 avril; mais il était trop tard, Hutchinson avait encore détaché deux régiments anglais sur Rosette, et Lagrange, qui commandait à peine 4,000 hommes, s'arrêta devant El-Ast, où il se retrancha en attendant les mouvements ultérieurs des ennemis.

Malgré sa grande supériorité numérique, Hutchinson craignit de se compromettre, et son excès de circonspection eût pu être mis à profit par un adversaire plus habile. Le corps de Rosette resta plus de vingt jours campé à El-Hamed sans oser marcher en avant, et ce ne fut que le 9 mai, que Hutchinson à qui il venait d'arriver d'Europe un renfort de 3,000 hommes, prit la résolution d'avancer sur Rahmanieh. Il ne le fit encore qu'en tâtonnant, et laissa 6,000 hommes dans le camp

d'Alexandrie sous les ordres du général Coote. Le corps turc du capitain-pacha côtoya la rive orientale du lac d'Edko, et toutes les troupes anglaises du camp d'El-Hamed marchèrent sur El-Ast par les deux rives du Nil. Ce poste n'étant pas tenable, Lagrange se replia sur Rahmanieh. Les Anglo-Turcs y arrivèrent en même temps que lui; secondés par leur nombreuse flottille qui avait remonté le Nil, ils se préparaient à attaquer, le lendemain; mais Lagrange, désespérant de résister à une masse aussi considérable, opéra dans la nuit sa retraite sur le Caire, abandonnant sa flottille avec les vivres et munitions qu'elle portait.

La perte de soixante-dix djermes, chargées d'effets d'habillement, de munitions de guerre et de bouche, et celle de 100,000 francs en numéraire, enlevés trois jours après dans le canal de Menouef, jetèrent la consternation dans Alexandrie, et toute l'armée éclata en murmures contre son chef. Ces symptômes de mécontentement faisant craindre que les soldats ne lui arrachassent le commandement pour le déférer à Reynier, qui, par suite de diverses tracasseries, s'était retiré à Alexandrie comme un simple particulier, Menou le fit arrêter ainsi que le général Damas, et les renvoya en France sur le brick le *Lodi*; abus d'autorité qui ne remédiait à rien.

Comme les troupes allaient manquer de vivres, Menou chargea le chef de brigade Cavalier d'aller faire un approvisionnement dans le Bahyré; cet officier partit d'Alexandrie, le 14 mai, avec 600 chameaux et 430 hommes, tant infanterie que cavalerie. Ne trouvant rien dans les villages, et trompé par les rapports des fellahs qui lui assuraient que les Anglais n'avaient pas quitté Rahmanieh, il résolut d'aller jusqu'au Caire, et de revenir ensuite par le désert; mais à hauteur de Terraneh, il se trouva au milieu de l'ennemi qui lança à sa poursuite toute la cavalerie et la brigade Doyle. Vainement Cavalier tenta d'échapper en gagnant le désert; il fut bientôt atteint, et trop faible pour engager le combat, il accepta la proposition que lui fit le général Doyle d'être embarqué pour la France avec armes et bagages.

Sur ces entrefaites, la peste ayant diminué ses ravages dans l'armée ottomane, et Djeddar-Pacha lui ayant envoyé un léger renfort, le visir Jussuf

réunit de nouveau 12 à 15,000 combattants, à la tête desquels il passa le désert en trois colonnes successives, et déboucha sur Katieh du 7 au 23 avril.

A l'approche des deux premières divisions conduites par Tahir et Méhémed-Pacha, les garnisons de Salahieh et de Belbeis se retirèrent sur le Caire. Le 30, le visir, arrivé à Salahieh, détacha Ibrahim, pacha d'Alep, avec 2,000 hommes contre Damiette et Lesbeh, qui étaient évacués par les Français, puis il alla camper à Coraïn, pour donner une espèce d'organisation à son armée que les Arabes et mameluks s'empresaient de joindre dans l'espoir du pillage.

Sur l'avis de son arrivée, Belliard fit aussitôt revenir 600 hommes qui, d'après l'ordre du général Menou, descendaient à Rahmanieh; il rappela Donzelot, et alla s'établir entre Boulack et le Caire, avec environ 2,500 hommes. Quelque temps auparavant, il avait aussi invité Mourad à venir le joindre; mais ce bey, indigné de la réception que Menou avait fait à son envoyé, exécuta son mouvement avec une excessive lenteur, et fut emporté par la peste, le 22 avril, à Benisouef; Osman-Bey-Tambourgi, son successeur, prévoyant le triomphe des Anglo-Turcs, alla rejoindre le capitain-pacha.

Cependant Lagrange étant arrivé le 13 mai au Caire, Belliard qui avait alors dans la main près de 9,000 hommes, résolut de faire une grande reconnaissance de l'armée turque, de l'attaquer s'il en trouvait l'occasion, et de la rejeter dans le désert. L'extrême timidité du général Hutchinson eût favorisé ce mouvement; car il était encore à deux journées de Rahmanieh. Cette résolution était conforme aux premières règles de la guerre; mais pour être efficace, il eût fallu opérer avec toutes ses forces, certain que la possession du Caire appartiendrait toujours au vainqueur. Belliard n'osant prendre sur lui l'abandon de cette capitale, y laissa une partie de son monde, et se mit en marche, le 15, avec 5,500 hommes seulement, dont 900 de cavalerie et 24 pièces de canon.

Le visir, prévenu de son mouvement, et voulant lui arracher l'initiative, envoya au-devant de lui Tahir-Pacha avec 2,000 chevaux, et partit de Belbeis avec son armée. La rencontre des deux partis eut lieu dans un bois de dattiers; après l'é-

change de quelques coups de canon, Belliard forma de son infanterie deux carrés entre lesquels il plaça sa cavalerie; les dragons français chargèrent l'ennemi, le culbutèrent et lui prirent deux pièces de canon. Ce début n'eut pas d'autre suite: Jossuf s'avançant avec mesure, contre la coutume des Turcs, eut l'air de manœuvrer, et en imposa aux républicains dont il menaçait les communications avec le Caire. Cette manœuvre, plus habile qu'on ne s'y serait attendu de la part d'un barbare, décida le général français à rentrer dans la capitale le 17, et ce fut un grand malheur, car on perdit pour jamais l'occasion de battre l'ennemi.

Enhardis par les mauvaises dispositions de Menou, les généraux alliés suivaient avec persévérance le plan qu'ils s'étaient tracé. Regardant l'armée française comme une proie qui ne pouvait leur échapper, ils attendaient pour frapper les grands coups, l'arrivée des mameluks, et du corps qui venait de l'Inde, sous les ordres du général Baird.

Osman-Bey effectua sa jonction avec environ 1,200 mameluks, le 1^{er} juin, aux environs de Terranch, et ce renfort de superbe cavalerie était important pour les Anglais qui en manquaient.

Quoiqu'arrivé à Suez vers le milieu d'avril, le corps de l'Inde n'ayant pas trouvé de chameaux pour ses transports, et craignant d'attirer sur lui tous les efforts de Belliard, se rembarqua pour aller descendre à Kosséir, et n'entra à Kench que le 8 juin. La peste et le manque de vivres retardant encore sa marche, Hutchinson se décida enfin à agir sans lui, en attirant du camp d'Alexandrie deux régiments d'infanterie, une centaine de canonniers et 60 dragons pour commencer le siège du Caire. L'armée anglaise partit d'Ouardan le 18 juin, et prit position, le 20, en avant d'Embeh, pendant que le visir investissait le Caire par la rive droite du Nil. Un pont de bateaux fut jeté à hauteur de Chobra pour faciliter les communications entre les deux armées.

La position de Belliard devenait difficile. Le Caire qui, avant la bataille d'Héliopolis, n'était contenu que par la citadelle et plusieurs méchants petits forts, n'avait été entouré depuis, par ordre de Kléber, que d'une enceinte susceptible d'arrêter les incursions de la cavalerie. Elle consistait en

un mur de dix-huit pouces d'épaisseur et de dix à douze pieds de hauteur entre le Nil et la citadelle. De là à la porte des Victoires, régnait un autre mur de terre élevé à la hâte, appuyé sur le fort Dupuy, et flanqué de quelques petites tours. Ces deux fronts ne pouvaient résister qu'à un coup de main tenté par des troupes turques dépourvues d'artillerie; mais depuis la porte des Victoires jusqu'au canal, un ancien rempart rétabli par les Français offrait quelques moyens de résistance. Dans aucun cas cependant, le Caire n'aurait pu résister à l'attaque des troupes européennes; les pièces du plus petit calibre eussent fait écrouler ses murailles. Ajoutez à cela la difficulté de défendre une aussi vaste enceinte avec si peu de moyens et les dispositions nécessairement hostiles de ses habitants.

Entourée par plus de 30,000 hommes, obligée de conserver une ligne de 12 à 13,000 toises, manquant de vivres, de fourrages et de munitions, quelle résistance pouvait opposer une division de 3,000 combattants? il était impossible de se retirer dans la haute Égypte où la peste étendait alors ses ravages, ni dans le Delta que l'ennemi occupait en forces. Si les 3,000 hommes amenés par Gantheaume, eussent débarqué à cette époque, et fait lever le blocus d'Alexandrie, il eût été possible de se concerter avec Menou, pour tenter une attaque contre Hutchinson; mais ce débarquement n'ayant pas été effectué, le seul parti peut-être qui restait à prendre était de tâcher de rejoindre le corps d'Alexandrie, en longeant le désert. Ce mouvement n'était pas sans dangers, bien que la bravoure des troupes françaises, et leur supériorité dans les marches, permissent de croire qu'on pût en gagner une ou deux sur l'armée alliée. A la vérité, il eût fallu, dans ce cas, que Menou vint à la rencontre de son lieutenant, et cherchât à tenir la campagne, ou du moins à faire entrer des approvisionnements dans Alexandrie. Cependant, en définitive, il aurait toujours fallu capituler, et le général Reynier, dans l'excellent ouvrage qu'il nous a laissé sur cette campagne, assure qu'il ne restait à Belliard d'autres ressources qu'une convention honorable pour éviter l'entière destruction de son corps.

Quoi qu'il en soit, ce général déterminé à tout,

pour soutenir l'honneur du nom français, envoya un de ses aides de camp au général en chef, afin de l'informer de sa triste position, et de lui demander ses ordres, soit pour aller le rejoindre, soit pour tenter toute autre opération; mais Menou garda cet officier neuf jours sans donner aucune réponse. Alors une suspension d'armes fut conclue le 22 juin, et suivie de conférences qui faillirent se rompre plusieurs fois, bien que le principe d'évacuation eût été adopté comme base. Néanmoins, l'attitude ferme de Belliard, les nouvelles dispositions qu'il faisait pour sa défense, rendirent enfin Hutchinson et le visir plus coulants; et, le 27, le traité définitif fut signé. Ses conditions furent absolument semblables à celui d'El-Arisch. Douze jours après la ratification, la division française, escortée par l'armée de Hutchinson, celle du visir, les mameluks et le corps du capitain-pacha, se mit en marche pour Aboukir, où elle s'embarqua avec armes, artillerie, caissons, chevaux et équipages, emportant avec elles les dépouilles mortelles de Kléber.

Ainsi, de toute l'Égypte et de la brillante armée d'Orient, il ne restait aux républicains que la seule place d'Alexandrie, et le corps de 4,500 hommes, campé sur les hauteurs de Nicopolis, qui, pressé par une armée décuple, ne devait pas tarder à succomber. Une clause du traité du Caire le rendait commun à la garnison d'Alexandrie, si le général Menou le jugeait convenable; mais celui-ci qui s'attendait à recevoir de prochains renforts, répondit négativement à la communication qui lui en fut faite le 7 juillet. L'espoir du général en chef se fondait sur l'arrivée de l'escadre de Gantheaume. Cet amiral, parti de Brest vers la mi-janvier, avec sept vaisseaux de ligne et plusieurs frégates, portant environ 5,000 hommes, des armes et des munitions, avait paru deux fois dans les mers de Libye, sans oser pousser jusqu'au terme de sa course, ainsi que nous le dirons plus loin. Le brick le *Lodi*, ayant seul pénétré la première fois dans Alexandrie, donna avis de cette expédition sur le succès de laquelle on attendit vainement. Enfin Gantheaume avait fait mine de descendre à Bengazi; il eût été temps alors, puisque Belliard tenait encore au Caire quinze jours après, et que la division Coote n'eût pas pu s'y opposer; mais voyant les

Arabes disposés à se défendre, et instruit par les vigies que l'escadre anglaise se portait sur lui, l'amiral reprit pour la troisième fois le chemin de Toulon.

Tant que l'armée anglo-turque opéra dans l'intérieur, il ne se passa rien d'important dans les environs d'Alexandrie. Bien que le corps du général Coote, eût été porté jusqu'à 9,000 hommes, par l'arrivée successive de renforts envoyés d'Europe (1), les Anglais restaient immobiles dans leurs lignes, et Menou consumait son temps à réparer les fortifications d'Alexandrie, et à hérissier de retranchements inutiles les hauteurs de Nicopolis.

Dans les premiers jours d'août, lorsque les troupes du général Belliard furent embarquées, Hutchinson qui venait d'être renforcé par deux régiments arrivés tout récemment d'Europe, résolut de procéder à l'attaque de vive force des dispositions de Menou. A cet effet, le corps de l'Inde, étant parvenu à franchir le désert, et à se rassembler à Kenh dès les premiers jours d'août, reçut l'ordre de venir joindre l'armée sous Alexandrie. Pour achever l'investissement de la place, et enlever en même temps aux Français leur communication avec les Arabes Onadalis, qui seuls leur apportaient des vivres, il ne fallait que s'emparer de la langue de terre où est situé le fort de Marabou. En conséquence, le général anglais fit équiper une flottille de près de 400 bâtiments de toute espèce sur le lac Maréotis, et fit embarquer 4,000 hommes aux ordres du général Coote; le lendemain, 17 août, celui-ci se dirigea entre le Marabou et l'île Mariout, pendant que Hutchinson, à la tête de la majeure partie de ses troupes, faisait une fausse attaque sur les retranchements de Nicopolis.

Tout les généraux représentèrent alors à Menou l'urgence de rentrer dans la place, pour diriger la totalité des forces disponibles contre la colonne de Coote. Si cette manœuvre ne pouvait que retarder la chute, elle eût du moins illustré et prolongé la défense. Mais le général en chef n'envoya sur le Marabou que 5 à 600 hommes commandés par le général Eppler, détachement trop faible pour empêcher le débarquement : aussi, craignant

d'être coupés, les Français prirent-ils position au canal Kibotos, après avoir détruit les bâtiments qu'ils avaient sur le lac.

Coote ayant donc opéré sa descente sans opposition, fit aussitôt le siège du Marabou; ce petit fort capitula le 21, et la ligne anglaise, renforcée de 2,000 Turcs, aux ordres du capitain-pacha, chassa Eppler du poste qu'il occupait, pendant que le capitaine Cochrane pénétrait dans la vieille rade d'Alexandrie, avec sept sloops de guerre, et se plaçait fièrement en bataille devant les frégates françaises.

Cette entreprise ne suffit pas encore à Menou pour lui faire sentir le besoin de concentrer ses moyens de défense; il persista à conserver le camp de Nicopolis, et n'en tira que quelques troupes qui, jointes au détachement d'Eppler, prirent position, la droite au fort Leturcq, et la gauche à la colonne de Pompée.

Tant d'impéritie devait avoir un funeste résultat. Le général Coote qui ne s'occupait depuis trois jours qu'à bombarder le fort Leturcq, s'apercevant enfin de la faiblesse des postes qu'il avait devant lui, tenta un coup de main sur la place. Son corps s'ébranla dans la nuit du 25 au 26 sur trois colonnes; les deux premières, formées par les gardes sous la conduite de lord Cavan, longèrent le lac Maréotis; la troisième, consistant dans la brigade Ludlow, marcha sur le fort Leturcq en côtoyant à gauche le bord de la mer. Ces trois colonnes avaient pour réserve la brigade Finch, qui suivait à quelque distance la deuxième; leur marche était de plus protégée par le feu des canonniers qui manœuvraient sur leurs flancs à hauteur des têtes de colonne. Les avant-postes français furent surpris, et un bataillon de la 18^e, presque entièrement détruit. Si l'attaque de gauche eût été poussée avec vigueur, cette nuit décidait du sort d'Alexandrie; toutefois, les troupes campées près du fort ayant repoussé celles de Ludlow, les Anglais ne retirèrent d'autre fruit de cette expédition nocturne, que la possession de quelques monticules près de la mer où ils établirent de l'artillerie pour battre le fort en brèche.

Les jours suivants, Coote ayant été renforcé par la brigade Blake, que lui amena le colonel Spencer, et par 600 Turcs détachés du corps de ca-

(1) Les 25^e, 36^e, 24^e, 20^e; les chasseurs de Lovenstein, dragons du 22^e et autres recrues pour les régiments.

piton-pacha, le général anglais voyant d'ailleurs son flanc gauche couvert par une douzaine de bâtiments de guerre, ne songea plus qu'à établir des batteries contre le fort Leturcq. Dès le 24, il avait démasqué une batterie de quatre pièces de 24, et une de quatre mortiers, et le 26, quatre autres jouèrent contre le camp retranché à l'est de la ville, et eurent bientôt forcé au silence les batteries françaises.

Cependant les vivres de la place approchaient de leur fin, les hôpitaux manquant des choses les plus nécessaires, étaient encombrés de plus de 2,000 malades ou blessés, et l'on pouvait à peine réunir 3,000 hommes en état de se battre. Dans cette extrémité, les officiers généraux, prévoyant qu'il faudrait toujours en venir à une capitulation, et qu'une plus longue défense ne servirait qu'à rendre les conditions plus dures, se réunirent pour faire sentir à Menou la nécessité d'entamer des négociations. Bien qu'il eût pris l'engagement formel de s'enterrer sous les ruines d'Alexandrie, par la forfanterie avec laquelle il avait reçu peu de jours auparavant les stipulations de Belliard au Caire, et en déclarant par écrit (1), que le mot de capitulation était rayé de son vocabulaire, cette fois il fut plus traitable, il ne se fit point prier pour écrire au général Hutchinson, et demander une suspension d'armes de trois jours, à l'effet de traiter de la reddition de la place.

Cette proposition fut accueillie avec empressement; et après quelques débats, la capitulation définitive fut signée de part et d'autre le 31 août. On convint que l'armée française serait transportée en France avec armes, bagages, et dix pièces de canon seulement. Menou fut même si coulant, qu'il stipula (chose inouïe par un homme juste et protecteur des arts, comme il avait toujours affecté de l'être) que les collections particulières, les plans, dessins et manuscrits de la commission des arts, resteraient au pouvoir de l'état-major anglais. Mais les savants refusèrent l'exécution de cette clause, et mirent tant d'énergie dans leurs réclamations que le général Hutchinson consentit à l'annuler.

(1) « Vaincre ou mourir, telle est ma devise, général; » point de capitulation, ce mot est rayé de mon dictionnaire. » Telle est la réponse qu'il fit au général Belliard,

Le 2 septembre, les forts et retranchements extérieurs furent remis aux Anglo-Turcs. La veille, le corps du général Baird débarqua des djermes sur lesquelles il était monté, au Caire, et alla camper près de la tour d'Aboumandour; le 20, la garnison française commença à s'embarquer, et dans les derniers jours du mois, tous les républicains vogaient vers la France.

Ainsi se termina cette expédition commencée sous de si brillants auspices, et sur laquelle on a cherché à répandre également à tort le merveilleux et le ridicule; des êtres superficiels l'ont présentée comme une folie, une équipée romanesque, tandis que d'autres l'ont élevée trop haut. Les hommes accoutumés à ne pas toujours juger une opération d'après son résultat, ne désapprouveront au contraire que le choix de l'époque à laquelle elle se fit, ou plutôt encore la politique tracassière du Directoire, qui lui suscita une foule d'ennemis, au moment où il avait tant d'intérêt à se ménager des alliés et des ressources, pour mener à bien une si vaste entreprise. Sous le point de vue militaire comme sous le point de vue maritime et commercial, l'expédition d'Égypte était excellente. Nulle colonie ne pouvait valoir à la France ce qu'en peu d'années eût rapporté l'Égypte. Les rapports des généraux en chef, les faits qui ont eu lieu durant l'occupation, prouvent que les ressources de cette province, suffisantes en temps de guerre à l'entretien d'une armée, en auraient offert un surplus considérable dans les temps ordinaires. On peut remarquer, en effet, que malgré le défaut de communications assurées avec la France, l'armée républicaine n'a point souffert essentiellement.

Entreprise dans tout autre temps, l'expédition eût certainement réussi; et même sans les fautes de Menou et de Gantheaume, eût-il été possible qu'elle obtint ce résultat.

En résumant les positions des deux partis aux principales époques de cette courte campagne, on découvre en un clin d'œil le seul système qui eût pu sauver l'Égypte, et les fautes que le général français commit.

en lui renvoyant son aide de camp, lorsqu'il apprit la capitulation du Caire.

Sept à 8,000 Anglais débarquèrent, le 8 mars, un nombre égal ne put descendre que le 10. Ces forces restèrent seules sur la presqu'île d'Aboukir, jusqu'au commencement d'avril, que 6,000 Turcs descendirent vers Rosette. Enfin, ce ne fut qu'à la fin du même mois, que 15,000 Turcs se dirigèrent par le désert sur Salahieh et Belbeis.

Ainsi en réunissant vivement tout ce qu'il y avait de mobile dans l'armée française, pour tomber sur les premiers débarqués, on pouvait se flatter avec des chances favorables de les culbuter : tout autre parti pouvait prolonger la lutte et donner des succès partiels, mais n'aurait point sauvé l'armée.

Quand les Anglais firent le détachement sur Rosette, il fallait ne laisser à Alexandrie que la garnison, et jeter 10,000 hommes sur ce corps aventureux. Si on était parvenu à le détruire, on aurait eu plus tard bon marché de l'armée du visir; ne l'ayant pas fait, on ne pouvait prendre que des demi-mesures, lorsque celle-ci déboucha. A la vérité, il n'eût pas été impossible de la battre en employant tout ce qui pouvait tenir la campagne; mais alors les Anglais réunis au capitain-pacha, étaient déjà trop solidement établis pour ne pas réparer un échec partiel : ce n'eût été qu'un laurier stérile ajouté à la couronne de l'armée d'Orient; elle n'en eût pas moins été contrainte à signer un traité d'évacuation, dès qu'elle n'avait pas agi à temps contre les Anglais; et c'était dans les huit premiers jours qu'il fallait sauver l'Égypte. Si l'on parvenait à faire rembarquer les Anglais, et à débarquer Ganteaume, un an de repos et de paix eût suffi pour mettre ce pays à l'abri de leurs attaques, et donner le temps de s'entendre avec la Porte. Les démonstrations de Paul I^{er} contre l'Orient, le rassemblement d'une armée russe en Podolie, pouvaient décider le divan à un arrangement. Dès lors il eût été facile de s'attacher les habitants du pays, de manière à s'y soutenir, malgré toutes les croisières britanniques.

Considérée comme colonie agricole, il était possible que l'Égypte remplaçât Saint-Domingue, et fournit à la France les sucres et les cafés dont le climat permettait de naturaliser la culture : en tout cas, elle fournirait des grains aux provinces méridionales dans les mauvaises récoltes. Sous le rapport du commerce, elle procurerait un échange

immense de ses produits avec ceux de l'industrie française; elle ramènerait peut-être le commerce direct de la presqu'île du Gange, par Alexandrie à Marseille, comme du temps des Phéniciens. Mais en admettant même que le commerce préférât encore la route du cap de Bonne-Espérance, ce n'en était pas moins la source d'un trafic considérable entre la France et le Levant. Sous le rapport politique et militaire, c'était le point d'appui, et le levier pour ébranler ou détruire avec le temps, la puissance anglaise dans l'Orient. Et si l'expédition fut une faute grave à l'époque où on l'entreprit, les regrets sur sa mauvaise issue, n'en restent pas moins les mêmes.

Avant que les succès d'Abercrombie et de Hutchinson, eussent relevé sur les bords africains l'honneur des armes britanniques, un peu terni par les revers que le duc de York avait essayés dans les campagnes de 1794 et de 1799; la France s'efforçait, de son côté, de contre-balancer les funestes résultats de la perte de sa marine.

Les alliances ne suffisaient pas pour atteindre ce but, et tout en préparant la décadence lointaine de l'Angleterre, par la clôture des ports du continent, il fallait songer à la restauration de la marine française. La fuite des plus anciens officiers, l'oubli de tous les principes de la tactique navale, la ruine des arsenaux et du matériel de la flotte, diminuée depuis le commencement de la guerre de 60 vaisseaux et du double de frégates, la destruction plus sensible encore des équipages, n'étaient pas de ces pertes qu'on rétablit par un décret, ni par aucune force de volonté; il faut pour cela du temps, un système bien suivi, des circonstances heureuses et de l'argent. La flotte hollandaise n'existait plus, celle des Espagnols, bloquée dans Brest et Cadix, tremblait d'en sortir, certaine de tomber au pouvoir de l'ennemi, si elle hasardait un pas. Celle de France, réduite à une trentaine de vaisseaux capables de tenir la mer, n'était guère plus présentable à l'ennemi.

Aussi, depuis deux ans, la guerre maritime n'offrait-elle plus qu'une froide et déplorable nomenclature d'établissements tombés au pouvoir de l'Angleterre. Peu jaloux de disputer Saint-Domingue à la fièvre jaune et à la puissante armée de Toussaint, le cabinet de Saint-James employa ses

moyens à s'ouvrir l'accès du continent américain, en occupant, le 21 août 1799, Surinam et Démérary, qui se rendirent sans résistance, autant pour éviter la ruine inévitable qu'entraînerait un blocus rigoureux, que par suite de la division qui régnait entre deux partis dans les colonies hollandaises, comme dans la métropole. L'île de Curaçao subit le même sort au milieu de 1800. Saint-Eustache, ce théâtre de la gloire du marquis de Bouillé, ne tarda que quelques mois.

Il semblait qu'il ne manquât au gouvernement anglais que des garnisons suffisantes pour prendre possession de la moitié du globe. La perte de ces colonies réagissait sur la politique des États européens, comme sur leur marine; en privant les peuples du commerce de long cours, elle leur enlevait les premiers éléments d'une marine militaire, et les mettait ainsi hors d'état de soutenir leur système colonial.

Aussitôt que le consul fut rassuré sur les affaires du continent, il porta tous ses soins et ses efforts vers cette branche importante de l'administration, et ses premiers regards se tournèrent vers l'Égypte, où il avait laissé tant de braves compagnons d'armes avec la promesse de s'occuper de leur sort.

Rien ne fut épargné pour engager les armateurs à y porter partiellement des armes et des munitions, plusieurs bâtiments légers partirent de différents points de la Méditerranée et même de l'Océan; mais la plupart arrêtés par les croisières sur la côte d'Égypte, où les atterages sont peu nombreux, n'arrivèrent pas à leur destination.

Un armement plus sérieux, se préparait en silence dans le port de Brest; l'amiral Gantheaume, qui avait captivé toute la bienveillance de Bonaparte, par la double traversée qu'il avait faite si heureusement, et à la dernière desquelles celui-ci était redevable de son retour en France, fut chargé de le diriger. Après avoir employé toutes les petites ruses d'usage pour tromper l'attention de l'ennemi, il appareilla, le 7 janvier, de Brest avec sept vaisseaux de ligne, trois frégates et 6,000 hommes d'infanterie, répartis à bord des bâtiments; mais n'ayant pu dérober sa marche par le Raz, il fut contraint d'attendre que les mauvais temps éloignassent la croisière, et il repartit, le 23 janvier,

en donnant à ses vaisseaux l'ordre de se rallier au cap Gates, entre Carthagène et Gibraltar.

L'opération fut des plus heureuses, et l'escadre échappa à la flotte de la Manche; l'amiral Harwey eut le premier avis de la sortie par une frégate qui rencontra un des bâtiments français à la pointe du Finistère. Ne pouvant croire qu'on sortît de Brest pour l'Égypte, Harwey se persuada que l'expédition était destinée pour les Antilles, où Tousseint commençait à se mettre en opposition formelle avec la métropole, et il détacha sans délai l'amiral Calder avec sept vaisseaux, afin de la poursuivre dans cette direction. Mais ce n'était rien que d'échapper ainsi à ce premier danger, il s'agissait de doubler Cadix et de franchir le détroit de Gibraltar à l'entrée duquel stationnait l'escadre de Warren; puis il fallait ensuite échapper à la grande flotte de lord Keith, enfin à l'escadre de Bickerton, croisant dans les mers de Libye.

La navigation de Gantheaume surpassa toutes les espérances; après avoir rallié son convoi, et s'être emparé d'une frégate et d'un brick, en cheminant sur la côte d'Afrique, il apprit que le général Abererombie, arrêté quelque temps sur la côte de Natolie, pour rassembler et reposer ses troupes, en était reparti sous l'escorte de l'amiral Keith dans l'intention de débarquer vers Aboukir, où se trouvait déjà la croisière de Bickerton. Gantheaume, trop effrayé par ces renseignements, ne crut pas devoir continuer sa route au milieu de forces si supérieures, et se dirigea vers Toulon, où il arriva sans obstacle, vu l'absence des forces ennemies.

On lui a reproché avec raison ce défaut de résolution, en observant que la frégate la *Régénérée*, sortie de Rochefort en février, était arrivée le 1^{er} mars à Alexandrie, et que rien ne se fût opposé à ce qu'il en fit autant, puisqu'il avait passé le détroit avant elle. La mission de l'amiral était de sauver l'Égypte, et non de ramener son convoi sain et sauf, et, dans de telles circonstances, il n'y a pas à balancer.

Une autre expédition de quelques frégates était en effet partie de Rochefort, le 13 février, sous le capitaine Saulnier, portant 1,500 hommes, commandés par le général Défourneaux; mais elle fut dispersée, et la frégate l'*Africaine*, montée par

ces deux chefs, après avoir réussi à passer le détroit, fut attaquée dans sa marche par un bâtiment d'égale force. La frégate française, encombrée de fantassins et d'effets, ne pouvait manœuvrer que pour l'abordage, et les Anglais l'évitant avec soin ne ripostaient que par le feu meurtrier de leurs batteries. Les troupes de terre conservant l'espoir d'aborder, chacun se disputait l'honneur d'arriver le premier. Les soldats, sourds à la voix de leurs chefs, encombraient les gaillards et le tillac, de manière à entraver toute la manœuvre : en vain les boulets ennemis balayaient le pont, personne ne voulait le quitter. Le capitaine Saulnier y perdit la vie, le général et le colonel commandant les troupes furent blessés. Plus de 300 tués ou blessés attestaient l'héroïque démenche de ces braves. Mais les canons de la frégate étaient démontés sans avoir causé grand mal à l'ennemi, elle était de plus désemparée, et menaçait de couler bas, quand elle amena son pavillon. Cet événement, d'autant plus déplorable qu'il avait quelque chose d'humiliant, prouva uniquement que dans un combat naval, la bravoure peut moins que l'expérience et le calme, et que la supériorité des manœuvres du bâtiment et du feu de l'artillerie y décident tout.

Bonaparte, instruit du retour de Gantheaume, en conçut un vif dépit ; la certitude que l'ennemi aurait déjà effectué son débarquement, redoublait l'importance de cette mission ; il ordonna donc à l'amiral de cingler de nouveau vers les bouches du Nil. L'escadre de Warren avait suivi Gantheaume devant Toulon ; mais l'amirauté, toujours persuadée que celui-ci était allé en Amérique, avait prescrit à Warren de se rapprocher des côtes de Naples, à l'effet de seconder Ferdinand IV contre les entreprises de Murat ; Gantheaume eut ainsi le champ libre, et fit voile, le 20 mars, pour l'Égypte. L'amiral anglais ayant appris en entrant dans le golfe de Naples la paix conclue par la cour des Deux-Siciles, voulut trop tard reprendre sa croisière dans le golfe de Lyon ; mais, instruit du départ de son adversaire, il se dirigea sans hésiter vers Alexandrie, où il arriva dès le 23 avril.

Gantheaume n'avait pas mieux réussi que la première fois : ayant rencontré l'escadre de Warren sur les côtes de Sardaigne, il évita le combat, et parvint à lui échapper en faisant fausse route

dans la nuit. Warren continua la sienne vers Alexandrie, où il joignit lord Keith. Gantheaume, découragé, n'osa pas se diriger vers l'Égypte, quoiqu'il eût l'ordre, s'il trouvait des forces supérieures devant Alexandrie, de jeter ses troupes à terre entre Tripoli et la tour des Arabes, en leur fournissant l'eau et le biscuit nécessaires pour traverser le désert jusqu'à cette tour ; il revint à Toulon sans avoir osé entreprendre une opération si délicate, de crainte de causer, à la fois, la perte de cette division et celle de l'escadre.

Ce contre-temps était funeste ; Bonaparte, loin de se rebuter, voulut faire partir l'expédition une troisième fois ; mais les troupes attaquées de maladie, demandaient d'être en partie renouvelées, ainsi que les approvisionnements.

Cependant, après avoir pourvu à ce qui lui manquait, Gantheaume reçut l'ordre de faire une dernière tentative pour débarquer à Damiette, en serrant la côte de Syrie, où à El-Baretoun, en attendant celle d'Afrique. Le consul se flattait qu'en débarquant ce corps de 3,000 hommes avec des vivres pour deux mois, des outres et de l'argent, il gagnerait aisément Alexandrie en cinq ou six marches, et pourrait rétablir les affaires en Égypte.

Gantheaume repartit donc de Toulon vers la fin de mai, cinglant vers Brindisi où il devait être joint par trois frégates et de nouvelles troupes ; la maladie qui régnait à bord le força de renvoyer à la hauteur de Livourne trois vaisseaux et une frégate, dont l'amiral Linois prit le commandement. Avec le reste de son escadre, il marcha à sa destination, et découvrit, le 8 juin, la côte d'Égypte. Le peu d'espoir qu'il avait de pénétrer à Alexandrie, et la crainte d'éveiller l'attention de l'ennemi, s'il y envoyait une reconnaissance, le détermina à reconnaître sans délai un point de débarquement à l'ouest, et il fit les apprêts nécessaires pour descendre à Bengazi. Un nouvel incident le détourna bientôt de cette résolution : la vue de quelques naturels du pays armés, et plus encore le signal de l'apparition d'un certain nombre de bâtiments ennemis, le décida à renoncer à son entreprise et à reprendre le chemin de Toulon, après avoir capturé en route une corvette et le *Swiftshure* de 74 canons, mais après avoir perdu trois fois l'occasion de sauver l'Égypte. En effet,

quoiqu'il fût déjà bien tard, s'il avait encore débarqué à cette époque, il eût été possible de déloger Menou à Alexandrie, et de marcher ensuite au Caire pour joindre Belliard. La fortune contraire ayant déjoué tous ses efforts, il fallut se soumettre à ses arrêts, et attendre avec calme l'évacuation de la colonie, dans laquelle Bonaparte avait placé toutes ses espérances.

Tant de contrariétés ne faisaient qu'exciter Bonaparte, peu habitué à reculer devant les obstacles, et il ne s'en appliquait pas moins à préparer de nouvelles expéditions. Le gouvernement espagnol avait cédé six vaisseaux à la France, l'amiral Dumanoir s'était rendu à Cadix pour les organiser et en diriger l'emploi, aussitôt que les équipages attendus de Brest par terre seraient arrivés. D'un autre côté, Linois ayant reconstitué le détachement renvoyé de Livourne, était reparti de Toulon pour joindre cette escadre dans l'Océan.

Sur ces entrefaites, le gouvernement anglais, mieux instruit de la marche de Gantheaume, avait fait remplacer en toute hâte l'escadre de Warren devant Cadix, par six vaisseaux et quatre frégates, sous l'amiral Saumarès. Linois, arrivant à l'entrée du détroit, chassé par des bâtiments de Warren, apprit que Cadix était de nouveau étroitement bloqué; la crainte d'être ainsi enveloppé le porta à se jeter dans la baie d'Algésiras, où il comptait sur l'appui des batteries de terre pour se défendre.

L'amiral Saumarès bientôt instruit de son approche, s'était avancé à sa rencontre, le 6 juillet. Après avoir reconnu sa ligne qui était à 500 toises de la côte, il résolut de l'enlever par une manœuvre toute pareille à celle de Nelson à Aboukir. Tandis que trois vaisseaux de l'arrière-garde contenaient ceux de Linois de front, les trois de l'avant-garde, débordant sa gauche, doubleraient la ligne et le prendraient ainsi entre deux feux. La droite des Français appuyait à une batterie de sept pièces de 24, placée sur une île rocailleuse, nommée l'île Verte, et la gauche se trouvait dans la direction d'une autre batterie qui portait le nom de *Saint-Jacques*, mais dont elle se trouvait assez éloignée pour rendre possible la manœuvre du général anglais.

Linois, qui s'était placé lui-même à cette extré-

mité de sa ligne, ne balança pas un moment pour la replier obliquement, en faisant échouer ses vaisseaux entre les deux batteries; et, afin de mieux assurer ce flanc gauche, huit chaloupes canonnères espagnoles furent disposées au nord de la batterie de Saint-Jacques.

Ses adversaires se présentèrent au combat avec l'assurance que leur donnait une supériorité de plus du double. Linois les reçut avec la même résolution. Le parti qu'il venait de prendre avait mis l'avant-garde ennemie dans l'impossibilité de le doubler, l'*Annibal*, qui en formait la tête, tombé sous le triple feu des canonnères espagnoles, du *Formidable*, que montait Linois, et de la batterie de Saint-Jacques, servie par le général Devaux, avec des troupes de terre françaises, fut démâté et mis hors de combat; le vaisseau qui suivait, presque aussi maltraité, dut se faire remorquer par une frégate.

A l'aile opposée, le vaisseau anglais le *Pompée* ne fut pas plus heureux, l'*Indomptable* l'accueillit par un feu aussi vif que bien dirigé, et la batterie de l'île Verte le seconda d'abord de son mieux. Cependant les Espagnols se relâchant de leur zèle, et les Anglais ayant paru vouloir enlever l'île, la frégate le *Muiron* fit débarquer les troupes qu'elle avait à bord, et ces braves fantassins servirent la batterie avec tant de vivacité, que le vaisseau anglais, foudroyé de tous côtés, perdit ses mâts, et tomba en dérive. Saumarès fit cesser le combat, et se replia sur Gibraltar avec les quatre vaisseaux qui lui restaient. Ce succès, très-glorieux pour la marine française, et particulièrement pour Linois, coûta la vie aux capitaines des deux vaisseaux qui y avaient pris le plus de part; les Anglais y souffrirent davantage encore, malgré la supériorité du nombre.

Cependant la position de Linois n'en était pas moins critique, ses vaisseaux embossés manquaient de tout, et ceux de Saumarès trouvaient amplement à Gibraltar de quoi se refaire; d'ailleurs, les Anglais, au premier bon vent, pouvaient incendier sa petite escadre. Linois pressa donc les amiraux Massaredo et Dumanoir de venir de Cadix à sa rencontre: deux jours après, six vaisseaux, dont la moitié à trois ponts, sortirent à cet effet, sous les ordres de Moreno.

Saumarès avait eu le temps de regréer ses cinq vaisseaux, et avait reparé devant Algésiras; il fallut donc remorquer les bâtiments français en sa présence, et l'opération, exécutée le 12 juillet, se fit d'abord avec succès. L'escadre combinée entra dans le détroit où elle naviguait en colonne de marche; le *Real-Carlos* et la *Sainte-Herménégilde*, vaisseaux espagnols de 112 canons, formaient l'arrière-garde. Saumarès qui l'avait suivie au vent, jusqu'à la chute du jour, donna, à dix heures du soir, le signal de forcer de voiles pour l'attaquer. La supériorité de sa marche permit au *César* qu'il montait lui-même, de gagner le centre de la colonne, tandis que le *Superbe*, attaquant les deux vaisseaux espagnols de l'arrière-garde, passait au milieu d'eux en lâchant ses deux bordées, et s'en fut tomber sur le *Saint-Antoine* déjà aux prises avec le *César*.

La fortune couronna cette manœuvre audacieuse du plus heureux succès. Le *Real-Carlos* fit riposter vigoureusement au *Superbe*, mais le vaisseau anglais ayant promptement filé, tout ce feu tomba sur l'*Herménégilde*, qui, trompé de même par l'obscurité, crut à son tour avoir affaire à l'ennemi, et lâcha plusieurs bordées à son voisin. La fumée et les ombres de la nuit prolongeant cette cruelle erreur, on vit ces deux vaisseaux espagnols se foudroyer réciproquement à bout portant, et en venir même à l'abordage, au moment où le feu prenait au *Real-Carlos*. L'incendie se communiqua bientôt à l'autre, et cette horrible catastrophe, dont les victimes ne se reconnurent qu'au moment où il n'y avait plus de ressources, se termina par l'explosion des deux vaisseaux. Elle fut si terrible que la terre même s'en trouva ébranlée au loin : plus de 1,500 hommes périrent dans cette malheureuse rencontre, 300 hommes sauvés comme par miracle à bord du *Saint-Antoine*, tombèrent avec ce vaisseau au pouvoir du *César* et du *Superbe*, qui l'avaient entouré et démâté.

L'amiral Moreno, monté avec Linois sur la frégate la *Sabine*, ne put rien opposer à ce cruel coup de la fortune, dont il ignorait même les particularités. Dès que le jour vint lui dévoiler ses pertes, il rallia le reste de l'escadre, et chercha à regagner Cadix.

Le *Formidable* seul n'avait pu suivre la marche,

à cause du mauvais état où se trouvait sa mâture depuis le combat d'Algésiras. Il se vit engagé dès le point du jour contre le *Vénéral* et la *Tamise*; mais le vaillant capitaine Troude, sans se déconcerter, se prépara à la plus vigoureuse défense, serra le *Vénéral* à bout portant, le couvrit de boulets, et lui brisa ses principaux mâts. Saumarès, à peine débarrassé de Moreno, accourut bientôt au lieu de l'engagement avec le *César*, il fut si bien reçu à son tour, qu'il dut abandonner la partie pour se rallier au *Vénéral* : celui-ci démâté encore d'un quatrième mât, et entraîné par les courants, alla s'échouer près de l'île de Saint-Léon. Le *Superbe* revenant aussi sur ses pas ne fit pas même mine d'attaquer, et fila hors de portée, afin de se réunir aux deux autres bâtiments. Saumarès, satisfait d'avoir relevé l'honneur du combat d'Algésiras, et très-endommagé lui-même par cette triple lutte, renonça à l'espoir de s'emparer d'un vaisseau si habilement et si vaillamment défendu, et fit voile vers le détroit : l'intrépide Troude entra avec le *Formidable* tout désarmé dans Cadix, aux acclamations des habitants. La flotte combinée y était arrivée de son côté dans la même soirée (13 juillet), et ne tarda pas à être bloquée.

L'honneur fut partagé dans cette courte campagne, mais la plus grande part en revient incontestablement aux Français. Quant aux résultats, ils furent tous à l'avantage de l'Angleterre, car la perte si déplorable des deux plus beaux vaisseaux de la marine espagnole, jeta l'effroi dans le royaume, et augmenta la répugnance que la jeunesse castillane avait déjà, de se vouer au service de la marine militaire. L'influence de ce désastre sur la nation, le commerce et le cabinet, fut la même; on trembla de plus en plus de se mesurer contre les Anglais, qui même à forces inférieures, sortaient victorieux de toutes leurs entreprises, tantôt par les caprices de la fortune, tantôt par la supériorité de leur discipline et de leur tactique navale.

Les Français n'avaient pas mieux réussi dans leurs efforts contre Porto-Ferraço, où un bataillon anglais et 800 Toscans bravaient toute la puissance du vainqueur de Marengo. Cette capitale de l'île d'Elbe, devenue si célèbre dès lors, devait être occupée par suite du traité de Lunéville, comme

Porto-Longone, en vertu du traité de Florence avec les Napolitains. Bonaparte attachait moins de prix à mettre le nouveau roi d'Étrurie, en possession de ce port intéressant, qu'à l'arracher à la puissance anglaise. Il ordonna donc à Murat de charger le général Tharreau d'y débarquer avec la 60^e demi-brigade, en même temps qu'un détachement polonais parti de Bastia, sous le colonel Mariotti, viendrait descendre sur la plage de Porto-Longone. La 60^e au moment de s'embarquer s'insurgea et menaça son chef; Murat, indigné, ordonna de dissoudre une partie de ce corps, de le priver de ses drapeaux, et de livrer les plus coupables à toute la rigueur des lois. Cependant Tharreau n'en descendit pas moins, le 2 mai, et dès la veille, le détachement parti de Corse avait mis à terre de son côté.

Les Napolitains exécutèrent sans difficulté la remise de leur territoire; mais les Toscans, excités par le colonel Airey, et soutenus par 400 Anglais et un pareil nombre de Corses soldés, se préparèrent à défendre Porto-Ferrajo de tout leur pouvoir. L'apparition de l'escadre de Gantheaume changea d'autant moins cette détermination, qu'au bout de deux jours elle disparut pour aller à sa destination sur la côte d'Égypte, et laissa les Anglais dans l'idée que son départ signalait l'approche de leurs secours.

Tharreau, renforcé jusqu'à 2,500 hommes, ne pouvait, sans aucun moyen de siège, réduire une place telle que Porto-Ferrajo. Après un simulacre de blocus d'un mois, il n'était guère plus avancé que le premier jour, lorsque Bonaparte envoya à la fin de juillet le général Watrin et 5,000 hommes qui descendirent dans l'île avec l'artillerie et les troupes du génie nécessaires pour une attaque régulière.

Jusque-là trois frégates françaises avaient couru à cette entreprise, grâce à l'absence de l'escadre de Warren, dont on se rappelle la double course vers Naples et l'Égypte. Cet amiral avant reparu dans les eaux de Toscane, se hâta de secourir la garnison réduite aux abois. Les frégates françaises se réfugièrent prudemment à Livourne et Orbicciano; mais ayant voulu plus tard tenter de porter des secours, elles furent prises ou forcées de s'é-

chouer sur la côte. Malgré ces contrariétés, le canal de Piombino qui sépare l'île d'Elbe du continent, est si étroit qu'il était difficile dans les mauvais temps d'empêcher quelques barques de porter des vivres et munitions à Watrin qui resserrait de plus en plus la place, et avait élevé des batteries considérables pour interdire l'entrée du port aux bâtiments anglais qui voudraient la ravitailler.

L'amiral Warren résolut alors de prendre des troupes à Minorque, et de faire un essai pour délivrer la place par terre. Le régiment suisse de Watteville et deux bataillons anglais furent chargés de cette commission en débarquant à la pointe de Bagnaja, de concert avec une sortie de la garnison de Porto-Ferrajo, et une attaque de canonnières et de frégates du côté de la rade. Watrin attendit les troupes débarquées dans une position choisie d'avance, où il avait réuni une bonne partie de son corps : dès qu'il vit les assaillants désunis par le terrain, il fonça sur eux baïonnettes croisées, et les mena battant jusqu'à leurs vaisseaux qu'ils ne regagnèrent pas sans peine, après avoir sacrifié 7 à 800 tués ou prisonniers. La 60^e, jalouse d'expier sa conduite criminelle, s'illustra dans cette journée. La garnison n'avait pas été plus heureuse que les troupes de secours, elle fut également ramenée jusqu'au pied des remparts, et les frégates, à peine arrivées dans la rade, y furent vigoureusement canonnées par les batteries de terre, et forcées à s'éloigner. Malgré cet échec, la place avait reçu quelques secours qui lui permirent de prolonger sa résistance jusqu'au moment des préliminaires de Londres, époque à laquelle le colonel Airey l'évacua, après s'y être couvert de gloire.

La guerre maritime n'offrit pas d'autres événements remarquables. On se rappelle seulement que l'amiral Duckworth avait été chargé de soumettre les îles de Saint-Thomas, Saint-Barthélemy et Sainte-Croix, appartenant à la Suède et au Danemark, dans la mer des Caraïbes. L'occupation facile et passagère de ces petites colonies, mérite à peine une place dans le tableau d'une campagne si féconde en événements. La paix signée avec les puissances du Nord rendit bientôt ces îles à leurs premiers maîtres.

Je vous envoie ci-joint le rapport que vous m'avez fait par-
 venir par le courrier de la Rochelle. Je suis très content de
 voir que vous ayez été si utile à la cause de la liberté. Je
 suis persuadé que votre rapport sera lu avec intérêt par
 tous les amis de la liberté. Je vous prie de continuer à
 travailler avec zèle à la cause de la liberté. Je suis
 persuadé que vous ne serez jamais fatigué de travailler
 pour la liberté. Je vous prie de continuer à travailler
 avec zèle à la cause de la liberté. Je suis persuadé que
 vous ne serez jamais fatigué de travailler pour la liberté.

Je vous prie de continuer à travailler avec zèle à la cause
 de la liberté. Je suis persuadé que vous ne serez jamais
 fatigué de travailler pour la liberté. Je vous prie de
 continuer à travailler avec zèle à la cause de la liberté.

Négro
 an
 le
 E
 P
 de
 —
 g
 Affa
 au
 so
 in
 A
 à
 Comp
 P
 g
 m
 —
 B
 p
 d
 La
 A
 n
 P
 e
 B
 e
 P